

2017
Pour qui irais-je voter
Et
Pourquoi irais-je voter
?



Par Eric Gautier
Le 06 février 2017

2017, pour une politique citoyenne !

Voter, serait-il le seul droit que nous ayons. Le peuple a le droit et le devoir de s'exprimer devant les médias et non seulement par les urnes.

Nous salariés, chômeurs, étudiants, enseignants, entrepreneurs, artisans, agriculteurs, etc., nous faisons vivre cette belle nation France et en sommes les piliers. Ces piliers soutiennent cette fondation de polichinelles qui pèse lourd avec leurs avantages et privilèges. Eux, ont eu la parole, les actes et de gros salaires, pendant plusieurs années. On voit maintenant où cela nous a menés.

Dans ce livre, je me donne cette parole et ce droit, en apportant un jugement sur ces dernières années de gouvernance. Je donne mon sentiment sur leurs politiques, leurs actes et leurs échecs.

Je développe aussi, tous les sujets d'actualité économique « le chômage, l'emploi, la dette et la crise, l'Europe... ».

J'y apporte mes critiques mais aussi mes idées. Vous pourrez constater aussi de quelle manière les polichinelles nous embrouillent dans leurs débats pour essayer de nous convaincre.

Je me permets aussi de traiter nos politiciens de polichinelle, car par définition un polichinelle, c'est :

Homme ridicule par sa facilité à changer d'opinions au gré des circonstances ou de l'influence de quelqu'un.

Clown ne serait pas mal également. Ils savent tellement bien jongler avec les mots et les phrases !

Et dans le gouvernement Holland, il y en a plein !

LE CHANGEMENT C'EST POUR QUAND ?

Du changement, il y en aura mais surement pas comme on se l'attend !

Au moment de me lancer dans cette aventure « écrire ce livre », il y a eu des hauts et des bas, l'envie et plus d'envie. De la souffrance morale et physique.

Moral, à cause de cette vie pourrie que l'on nous propose ou que l'on nous impose. Physique à cause de mes problèmes de santé et tout cela réuni peut vous faire péter les plombs. On appelle cela le « Burnout ».

Cette souffrance qui vous ronge la vie, vous décourage, vous démoralise et vous empêche d'avancer. Mais lorsque cette souffrance disparaît, l'envie revient et là, je me dis : il faut prendre son destin en main avant qu'il ne soit trop tard.

Il ne faut surtout pas se laisser faire, se laisser abattre, être fataliste, résigné, être considéré comme un moins que rien. Nous citoyens, nous avons le droit d'exprimer notre mécontentement.

En réalité, on nous néglige, on nous méprise, on nous manipule. Ils sont au-dessus de nous, sur le toit de la France et nous sommes que les piliers qui supportons cette fondation d'incapables qui nous gouvernent.

Ce livre s'adresse en particulier, à vous les jeunes pour qui l'avenir est incertain. Oubliez un peu internet, jeux vidéo, Facebook et pensez un peu à quoi va ressembler votre avenir. Il ne va pas se construire tout seul, et ne compter pas sur les autres « nos polichinelles » pour vous le construire à votre image. Eux, se le construisent à la leur, depuis plusieurs années déjà

Posez-vous les bonnes questions !

- Faut-il continuer avec les polichinelles de ces dernières années ?
- Pouvons-nous encore leur faire confiance ?
- Faut-il réformer ? qui, quoi, comment et pourquoi ?
- Quel avenir nous préparent-ils ?
- Avons-nous le choix et le pouvoir de dire « non, stop, on en a marre » et d'arrêter cette spirale infernale.

Tous ces polichinelles ont eu la parole et les actes pendant plusieurs années. Nous en tant que simple citoyen, nous ne sommes bon qu'à déposer un bulletin de vote dans l'urne et après, nous n'existons plus.

Un grand nombre de polichinelles ont écrit, et écrivent encore des livres « plein de mensonges », pour expliquer comment ils vont encore une fois, redresser la France.

Ils veulent nous faire croire qu'ils ont encore plein de solutions. Mais jusqu'à présent, toutes leurs tentatives ont échoué. Et il y a même qui se repentissent et qui dénoncent dans des livres, comme « Philippe Devillier ». Mais pour moi, c'est dénoncer pour se vendre.

En tant que simple citoyens Français, vous avez aussi le pouvoir et le devoir de donner votre avis sur la gestion de la France de ces dernières années.

Moi, je me donne dans ces quelques pages, ce droit, pour que la future génération, ouvre les yeux sur la réalité des événements.

La politique est une science difficile à comprendre pour la plupart d'entre nous. Les polichinelles sont difficiles à cerner car ils disent, se contredisent, nous manipulent. Ils ont une certaine connaissance, sont de très bon orateur et savent jongler avec la vérité et le mensonge. Cela s'appelle « l'art de la communication ».

Vous l'avez sûrement remarqué, dans la plupart des débats ou discours politiques, les candidats emploient des termes, des phrases, des expressions, d'une complexité déconcertante. C'est normal, depuis plusieurs années, ils ont pris l'habitude d'embrouiller les simples citoyens que nous sommes. C'est pour cette raison, que j'apporte mon avis et mon sentiment dans un langage clair et compréhensif.

L'heure des belles promesses et de la désillusion doit cesser. La vraie question n'est plus « pour qui irais-je voter mais pourquoi irais-je voter ! »

Comme disait Coluche : le plus dur pour les hommes politiques, c'est d'avoir la mémoire qu'il faut pour se souvenir de ce qu'il ne faut pas dire.

Je veux laisser dans ce livre pour mémoire ce qu'il faut se souvenir et retenir.

C'est en 2014 que j'ai décidé de prendre mon destin en main et d'écrire ce livre. Nos chers polichinelles ont pris leur destin depuis belle lurette.

Sans trop m'étaler sur ma vie peu intéressante, je souhaiterais vous donner un avis sur ma façon de voir la politique. Moi qui ne suis qu'un citoyen lambda, comme la plupart d'entre vous. C'est peut-être une bonne ou mauvaise vision de cette science complexe, mais c'est comme cela que je la perçois.

Tourneur de profession et salarié depuis 33 ans dans une PME à Annecy. Je suis né à ANNECY, très belle ville mais où la vie est chère. J'ai vécu mon enfance dans une maison construite par mon père dans les années 50.

Une famille de six garçons que mes parents ont élevés difficilement. Mais à cette époque, je l'avoue, on était bien. Mon père était maçon de profession. Il allait travailler en mobylette, car il n'avait pas les moyens de passer le permis et

d'avoir une voiture. Il a fallu qu'il attende ses 40 ans, pour pouvoir enfin se payer le permis et une 2 chevaux.

Ma mère est restée au foyer pour élever six garçons, à qui elle a donné tout son amour. Ce que je sais, c'est qu'ils se sont privés de beaucoup de choses et qu'ils nous ont laissés beaucoup de choses.

Ayant eu des problèmes de santé dans ma jeunesse, je me souviens, lorsqu'elle m'emmenait chez le médecin « en bus » sur Annecy. Elle ne manquait pas de m'acheter une gaufre, une glace ou une crêpe. Ce n'était pas grand-chose, mais pour moi c'était beaucoup. J'ai à peine commencé ce livre, que ces beaux souvenirs me font verser des larmes.

En 2001, elle nous a quittés pour un monde meilleur « je l'espère ». Mon père, nous a quittés en 2014, un premier novembre. Un jour, il m'a dit : « La maison il faut que quelqu'un la reprenne ! » ce n'ai pas, il faudrait, mais il faut. Comme si c'était une obligation, un devoir, un espoir pour lui qui la bâtit de ses propres mains. Ils ne sont plus là pour le voir, mais je suis devenu le gardien de cette belle demeure, plein de souvenirs d'enfance.

On n'avait pas grand-chose à l'époque, mais on était heureux. Au printemps, je me souviens de ces grandes prairies pleines de fleurs « pâquerettes, bouton d'or ». En été, on jouait dans de grandes forêts, on construisait des cabanes, grimpaient aux arbres et en hiver on dégringolait à toute vitesse les pentes avec nos luges.

J'ai 55 ans, marié depuis plus de 15 ans. De cette union, sont née 3 beaux enfants que j'adore. Ils seront comme beaucoup d'autres, les piliers qui soutiennent les fondations de cette belle nation, construites par les anciens. Ces piliers ne doivent en aucun cas s'effondrer, car tout ce qui aura été bâti auparavant, sera difficile à reconstruire.

En tant qu'ancien, j'ai appris beaucoup de la vie. Il y a eu des hauts et des bas. Je me suis rendu compte que parfois, certains

prêchaient le mauvais, pour obtenir le bon. Qu'il faut être pourrit, faire de la délation, mentir et j'en passe ». Être manipulateur également pour atteindre le haut de l'échelle. Tout cela, je m'en suis rendu compte en autres, dans mon entreprise, après 35 ans de boîte. Mais je suis persuadé qu'en politique ce n'est pas différent, voire pire parfois.

Mais maintenant, venons-en au principal sujet. La politique vue par un ouvrier lambda, comme moi. Oui, je me considère comme un simple ouvrier, un simple citoyen d'en bas, un ignorant et tous les adjectifs qu'on peut utiliser. Vous, vous demandez « mais pour quelle raison, il parle comme cela ! » Parce que je suis certain que nos polichinelles le pensent tout bas.

Je ne fais pas partie des sans-dents, des sans-abris, mais au moins, moi, je les respecte. Traiter les Pauvres de « sans-dents » est insultant. Mais attention, un jour, ces soi-disant sans dents deviendront des sans-culottes. (Nom donné aux manifestants populaires au début de la révolution Française en 1789).

Il est vrai que les polichinelles sont plus intelligents que nous, plus malin que nous, plus fourbe que nous, et surtout, plus instruit que nous. Mais c'est tout à fait normal, ils ont fait les grandes écoles pour en arriver là. Moi, comme la plupart d'entre vous, avons malheureusement été victimes de notre ignorance, à cause de notre situation familiale ou peut-être, de nos professeurs qui n'ont pas pu, ou pas su, nous apprendre correctement certaines matières pour pouvoir jouer dans la cour des grands. Mais bon, je ne vais pas me lamenter maintenant car je suis fier d'être en arrivés là où je suis actuellement.

Mais maintenant, étudions de plus près ces polichinelles. Qu'ont-ils de plus que nous ?

En outre, la connaissance, l'expérience, l'intelligence et surtout, ils ont de la classe. Eh oui, toujours bien saper, costard cravate

ou super belle robe pour ces belles dames de la cour. Belles voitures et tout cela 365 jours par an. Sans compter les restos, les réceptions et j'en passe. Et nous, on n'a pas le droit à tout ça. Eh non, on est que des simples citoyens et on n'aura jamais les moyens, jamais la classe, jamais l'expérience. C'est ce qu'ils veulent car comme je vous l'ai dit, ils sont au-dessus de nous et veulent continuer à profiter de nous.

Et pourtant, nous, on fait une chose importante pour tous ces hautes personnalisées. On paie pour qu'ils soient bien sapés, qu'ils aient aux restos, aux réceptions et tout le temps qu'il faudra, car on paie sans rien dire. Et c'est qui les couillons dans tout ça ! C'est nous bien sûr, car on n'a pas su être intelligent comme eux, mais surtout, on ne dit rien, on se tait et on subit comme des moutons. Ce n'est pas prêt de changer malheureusement.

Sur leur petit nuage, ils contemplent, tels des dieux grecs, nous les pauvres humains lambda, airant sur cette planète terre, et je m'imagine ce qu'ils disent, sur ces pauvres humains : « Ils nous apportent que des emmerdes et nous obligent à réfléchir ces C... ! »

Dites-vous qu'ils ont peut-être plus intelligents que nous mais nous ne sommes pas plus cons qu'eux. Nous citoyens, sommes les piliers de cette belle nation France et sans nous, eux les polichinelles, ne sont rien.

Réfléchissez et méditez, sur ce que je viens de dire.

Pour me consoler je me dis ! Mon Dieu, finalement, il y a pire que moi. Mais ce n'est pas une raison pour faire comme si rien n'était.

Que faire alors ! Continuer à nous plaindre, à nous lamenter. Non, je préconise de nous ressaisir, de réfléchir, de raisonner et enfin, de réagir.

Mais réagir, comment et pourquoi !

Comment, c'est tout simple, avec RAISONNEMENT et INTELLIGENCE.

Pourquoi : Parce que cela fait depuis plusieurs années, que l'on se fait mener en bateau. Plusieurs années, qu'ils en profitent et que nous subissons.

RAISONNEMENT (1)

Gestion de la France :

La France est-elle bien gérée

Le sera-t-elle un jour ?

La France est comme une grande entreprise, mais très mal gérée depuis plusieurs années. Elle a été gérée par plusieurs polichinelles de droite ou de gauche. Tous les cinq ans, se succède à la tête de cette grande nation, un PDG qui a le devoir et le pouvoir de gérer cette grande entreprise.

Toutes Entreprises en difficultés, réduit ses coûts fixes. Mais cette entreprise France, ne le fait pas.

Réduire certaines dépenses comme « les avantages, les privilèges et les effectifs pour baisser toutes ces charges qui pèsent lourdes pour notre budget. Je dis bien notre budget car ce sont nos impôts.

Mais voilà, ce n'est pas le cas pour cette entreprise France qui est soi-disant super-endettée. Donc, j'en déduis qu'elle sera toujours et toujours mal gérée car ces « petits » sacrifices, ne font pas partie de leurs programmes.

RAISONNEMENT (2)

Nos chers élus :

A quoi servent-ils dans cette grande entreprise ! Ces grands monarques, ces instruits.

Je considère les élus, comme des improductifs. Oui, les députés, ministres, sénateurs, etc., sont des improductifs qui ne créent aucune richesse mais qui profitent de nous et **du système qu'ils ont mis en place**. Ceux-là même, qui ose dire, que certains citoyens profitent du système social.

Ils servent sûrement à quelque chose, même à beaucoup de chose mais surtout, pas à grand-chose. Peut-être à se disputé, s'insulter, se diviser et raconté tout et n'importe quoi. Ils se contredisent mais se reconstruisent pour un but bien précis, leur emploi. Mais ils ont aussi des missions et surtout des commissions. Ce n'est déjà pas mal. Mais il faudrait savoir combien ils nous rapportent à la fin du mois. Je dirais mieux, combien ils nous coûtent tous ces braves gentlemen !

Combien ils nous rapportent, rien du tout ou que des emmerdes. Mais combien ils nous coûtent, ça, je peux vous répondre avec des chiffres, même s'ils ne sont pas tout à fait exacts. Mais à l'euro prêt on ci retrouve et ça ne fera aucune différence sauf peut-être avec votre salaire.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes :

- PRESIDENT ET PREMIER MINISTRE : 14 910€
- MINISTRES : 9 940€ + 6412€ de frais de mandat
- SECRETAIRES D'ETAT : 9 943€ + 6412€ de frais de mandat.
- DEPUTES : 7 100€ + 6412€ de frais de mandat.

- SENATEURS : 7 100€ + 6412€ de frais de mandat + 7500€ de frais pour leurs collabos.
- DEPUTES EUROPEENS : 12 256€ + 304€ d'indemnités journalières.
- PRESIDENTS DE CONSEIL REGIONAUS ET GENERAUX : 5 512€/mois.

Sans compter les logements de fonction, aux frais de la princesse « nous ».

960 salariés pour un coût d'environ un million trois cent mille euros par mois, soit un milliard cinq cent soixante mille euros par an.

Un ministre coûterait dix-sept millions d'euros par an, tout compris. « Nourriture, déplacement, hébergement, etc. ». Pas mal non ! Ce n'est pas moi qui le dis, c'est René Dosière qui le dévoile dans un livre « L'argent de l'état »

Moi j'aurais plutôt dit, l'argent de nous, couillons de Français.

Oui je sais, vous devez vous dire, il est vulgaire, il parle de nous. C'est vrai, je parle de cette façon, mais c'est pour vous faire réagir. Enfin, je l'espère !

Et que dire du C-E-S-E « Conseil Économique Social et Écologique » composé de 233 élus, pour un budget annuel de cent millions d'euros. Cette institution peut connue des Français, n'a qu'un rôle consultatif. Avec encore des avantages et privilèges pour ceux qui rentrent dans cet hémicycle.

Qui sont-ils ! Il y en a de toutes les cultures. Des anciens petits ministres, des sportifs, des chanteurs, des journalistes, des stars, des syndicalistes, etc. Ils apportent, soi-disant, leurs connaissances.

Ils parlent de tout et de rien mais surtout, leur travail n'aboutit souvent à rien.

Ce que je retiens, c'est que l'on bosse « nous les couillons » pour nourrir les avantages et privilèges de nos chers

polichinelles et ils sont très nombreux, même trop nombreux. Cela en fait des bouches à nourrir !

Pour rappel, en 2012 sous hollande, les salaires de nos polichinelles ont baissé de 30%. Vous me direz, c'est bien, ils ont fait un effort. Il n'en reste pas moins, qu'en 2002, leurs salaires avaient fait un bond de 70%, pas mal non ! Mais ce n'est pas tout, en 2008, notre cher Nicolas Sarkozy s'était octroyé une « petite augmentation de 170% », pas mal non plus !

Si nous faisons l'adéquation suivante : Augmentation de 70% moins baisse de 30% = +40% encore. Ils sont vraiment malins, non !

Ils nous demandent « à nous les couillons » de faire de plus en plus d'efforts, alors qu'eux, ne se privent de rien. Pourtant, ils sont payés pour des résultats me semble-t-il qu'ils sont incapables de nous apporter. Et lorsqu'ils nous pondent une loi, ils ne réfléchissent même pas aux conséquences. Faudrait-il qu'ils aient un cerveau pour réfléchir !

Ils font la politique de « faites ce que je dis, mais pas ce que je fais », aucune sincérité dans leurs discours. Ce sont toujours les mêmes « nous les couillons » qui subissons et subirons !

Tous les 5 ans, après les élections, tout le monde crie victoire. Enfin, par forcément tous. On est heureux pour qui nous avons voté. Mais c'est une victoire pour qui ? Pas celles des citoyens pour qui rien ne change, mais pour ces polichinelles sans vergognes, qui en tirent toujours profit « un bon emploi bien rémunéré avec les avantages et privilèges qui vont avec ».

La plupart d'entre eux, jouent la comédie. Ils se jouent de nous et nous mènent en bateau qui finira un jour par chavirer.

Tous les 5 ans, ils ont le même discours, la même rengaine, c'est un disque sans fin. Les vrais gagnants dans tout ça, ce sont eux, car ils ont une place royale.

Mais alors que faire, face à tout ça ?

Si vous êtes résigné ou fataliste, alors continuez à voter pour ces gens-là !

Ou alors, si vous avez un brin de jugeote, révoltez-vous.

Mais au fait, un ministre de la justice, il s'occupe de la justice, un ministre de l'agriculture, il s'occupe des agriculteurs. Mais à quoi ça sert un Président de la République et un Premier ministre ? Ça voyage, ça fait des discours à la télé et ça fait beaucoup parler d'eux !

RAISONNEMENT (3)

Les Députés et Sénateurs :

En France, le Parlement est composé de deux chambres. L'Assemblée Nationale qui compte 577 députés et le Sénat avec 348 Sénateurs.

Organisme collégial, le Parlement assure la représentation du peuple et se voit confier deux fonctions. « Enfin, représentation du peuple, plus ou moins »

Le vote de la loi et le contrôle de l'action gouvernementale. Ce sont les sénateurs ou les députés qui sont à l'origine d'une proposition de loi. Le gouvernement est quant à lui, l'auteur d'un projet de loi.

Mais bon, il faut quand même les entretenir ces vieux croûtons et ça coûte cher à l'état donc à nous. Alors à quoi bon garder ces institutions de cumulards, de privilégiés, de profiteurs, qui n'ont jamais travaillé de leurs mains. Mettons les trois-quarts de ces gens définitivement à la retraite et le gouvernement trouvera des milliers voire des millions d'euros de plus dans le budget de l'état.

Pour rappel, ce sont eux, qui nous ont amenés dans cette situation depuis plusieurs années.

Au passage, si l'on fait le total de ces 2 institutions, cela représente 925 personnes. Mais en ajoutant le C-E-S-E

« Conseil Économique Social et Écologique » composé de 233 élus, on arrive à 1158 bouches à nourrir, loger et entretenir.

RAISONNEMENT (4)

Cumul des mandats :

Cumulez plusieurs mandats, c'est cumuler plusieurs boulots donc, c'est cumuler plusieurs salaires. Mais j'en déduis également qu'en cumulant plusieurs boulots, vous ne pouvez pas être partout à la fois et vous ne pouvez pas être efficace. Vous me suivez !

Vous les ministres, députés, sénateurs, vous vous octroyez des salaires mirobolants, des avantages et privilèges en vertu de quoi !

Qu'est-ce qu'ils les justifient !

Pas vos piètres résultats de ces dernières années.

N'avez-vous pas un soupçon de honte ou de gêne par rapport à ce que vous nous apportez, par rapport à ceux qui sont au chômage, par rapport à ceux qui touchent le SMIC et aux pauvres sans abri. Nous salariés, artisans, entrepreneurs, agriculteurs, enseignants, nous faisons vivre la France alors que vous, vous profitez de vos titres de noblesse. Seriez-vous prêt à cumuler des mandats sans cumuler les salaires et les avantages. Un salaire unique pour tous vos mandats « le SMIC ».

RAISONNEMENT : (5)

Mode de vie de nos chers élus :

Ils emploient des membres de leur famille, conjoint, beau-frère, etc. Eh oui, députés et sénateurs « 25% d'entre-eux », emploient un membre de leur famille avec nos sous pour des salaires qui peuvent aller jusqu'à 9000€ brut par mois. Pas mal non !

Ils ont les ficelles pour employer des membres de leur famille alors que nous, on doit galérer pour trouver un emploi. On en revient donc encore une fois à ces fameux avantages et privilèges.

Mais est-ce vraiment de vrais emplois ?

D'après vous, tous ces polichinelles méritent-t-ils ces avantages et privilèges et en vertu de quoi ?

SARKOSY, CHIRAC, comme tous les autres ex-Présidents, touchent plus de 1.5 millions d'euros par an de frais que je dirais, « d'entretien ».

Après tout cela, faut-il vous rappeler qu'il y a des pauvres gens qui vivent dans des cités, sous des ponts, d'autres qui n'ont pas de logement et encore moins de voiture de fonction.

Mais à qui attribuer cette mauvaise gestion de notre grande entreprise France ?

Pas à moi, ni à vous, mais à eux qui n'ont pas su la gérer correctement depuis plusieurs années.

Malheureusement, nous simples citoyens, n'avons qu'un pouvoir de confiance. Nous ne pouvons que nous exprimer par les urnes sans aucune espérance par la suite. Après le vote de confiance, c'est la loterie mais avec plus de perdants que de gagnants. C'est comme au PMU il faut jouer le bon cheval sauf qu'en politique, ils sont tous boiteux.

Les Parties politiques

La France est composée de deux principaux partis politiques « La gauche et la droite ou la droite et la gauche ». Je dirais plutôt deux mouvements différents ou presque. Et un troisième qui n'est soi-disant, ni de gauche ni de droite. Je parle bien sûr du FN qui monte en puissance.

Deux supers puissances, qui se sont installés successivement sur le trône depuis plusieurs années. Ces deux partis ont combattu leurs idées d'années en années pour finalement rien

apporté de bon. Sauf bien sûr la dette, la crise, le chômage et la misère. Ce n'est déjà pas mal !

Si nous devons faire une différence entre la droite et la gauche ou la gauche et la droite à ce jour, je n'en trouve pas. Pour ma part, ils ont eu droit à leurs coups d'essai et à chaque fois, ils ont échoué.

Si c'est comme cela que l'on conçoit la politique, jouer au tourniquet alors, je préfère m'abstenir de voter car cela me donne le tournis. Donc, je ne m'attarderais pas sur eux.

A si quand même, il y a une chose qu'ils ont en commun, plein d'avantages et de privilèges, certains ont trempés dans des salles affaires et donc, ils n'ont pas de leçons à donner à qui que ce soit.

Est-il normal que certains polichinelles puissent se représenter alors qu'ils se conduisent de la sorte ?

Mais il y a aussi les autres petits partis politiques qui tournent en orbite autour des grands. Les plus connus sont (l'UDI, les Verts, le PCF, le Modem). A mon avis, ce n'est pas avec eux que la France changera. Pour exemple, tous ces petits partis ont pactisé avec la droite et la gauche et on a vu les résultats. Je dirais tout simplement qu'ils s'y infiltrent pour une bonne place.

Et enfin, n'oublions pas qu'il y en a un qui trace sa route, le FN. Je le compare à un prédateur qui attend que sa proie se fatigue, qu'elle accumule les erreurs et qui finira par la saisir et gagner sa place parmi les grands monarques.

Tout cela à cause de la droite et la gauche qui ont fait tout et n'importe quoi, pendant plusieurs années.

Mais à mon avis, le FN au pouvoir ne changera pas grand-chose. Au niveau de la gestion de la France, ils ne feront pas mieux que les autres. Pour le reste, il y aura sûrement du changement « politique de l'immigration, politique sociale » ce sont leurs seuls sujets de bataille. Mais surtout, je pense qu'ils n'ont pas une vraie structure humaine pour gouverner. Pour

preuve, ils feront appel aux forces de droite et de gauche qui se reconnaissent dans le programme du FN. Donc cela prouve qu'ils n'ont pas assez d'élus pour gouverner. Mais je me trompe peut-être.

Mais quand on voit que les autres ne font pas mieux, cela ne m'étonne pas que certains finissent par se tourner vers eux. Pour la plupart des citoyens, le vote FN c'est un vote sanction. Il ne faut pas se faire d'illusions, à l'heure actuelle, il n'y a aucun parti qui peut redresser la France. Le comportement de la droite et de la gauche de ces dernières années nous donne malheureusement raison.

Mais le plus étonnant dans les parties, c'est que des militants puissent encore y adhérer avec toutes les magouilles et scandales qu'il y a eu. Le plus fort, c'est que ces mêmes partis font payer l'ardoise à leurs militants « faut être vraiment con ! ». Tous les discours, meeting, One-man-show sont de la comédie attractive où des milliers de couillons se laisse entrainer.

En réalité, ils ont tous fait la même école où je dirais encore mieux, le même cirque. Ils savent jongler avec les mots et les phrases et sont très fort dans ce domaine. Ce sont également de très bons orateurs.

Notre dernier luron a été très fort pour tromper le peuple avec ses phrases bien préparé.

Mais alors, si nos vieux croûtons de candidats pour 2017 n'ont plus notre confiance, que penser des jeunes politiciens. Pas grand-chose non plus. Quand on a décidé de suivre les traces de ses ancêtres cela n'apportera rien de mieux, voire pire.

Alors, je me pose les questions suivantes :

- Que faut-il faire ? (**Me résigner ou me révolter**)
- Qui croire ? (**Je crois en moi et ce n'est déjà pas mal !**)

- Faut-il encore aller voter ? (**A force, j'ai appris que l'espoir ne fait pas vivre !**)
- Mon vote peut-il servir ou faire changer quelque chose ? (**Mon avenir non, mais le leur, oui !**)
- Dois-je encore croire en nos polichinelles ? (**Peut-être que oui, si on les passe avant au détecteur de mensonges**)

Le seul programme qu'ils peuvent vous proposer, c'est un programme d'austérité voulu par l'Europe et l'Allemagne. Sinon, ils ne respecteraient pas les directives Européennes qui imposent la réduction des déficits.

Et quoi penser de ces partis politiques qui font des primaires. « Ébats amoureux pour désigner le futur élu ».

Ce n'est qu'une supercherie, une tromperie, une comédie car ils se battent tous pour un programme différent au début et se rassemblent ensuite pour un même programme qu'ils ont combattu. « Chercher l'erreur ».

En fin de compte, vous l'aurez compris, ils se réconcilient avec une poignée de main et s'octroient les bonnes places.

Pour preuve, les primaires de la droite et de la gauche ont fini par un fiasco. Un de droite qui a menti et l'autre de gauche qui a trahi une décision.

Et que dire du sérieux de la classe politique, de toutes ces affaires et magouilles politiciennes. Les dernières en date :

Jérôme Cahuzac :

L'ancien ministre du Budget est à l'origine du premier couac de la présidence Hollande. En mentant délibérément à plusieurs reprises - notamment au président de la République et devant l'Assemblée nationale - sur l'existence d'un compte caché en Suisse, Jérôme Cahuzac a été poussé à la démission après avoir finalement révélé début avril 2013 son compte détenu à l'étranger. (**Et pourtant, avec son air abattu, il a juré qu'il**

était blanc comme neige. Comme dirait l'autre, béni soit-il car « l'habit ne fait pas le moine ».)

Faouzi Lamdaoui :

Directeur de campagne en 2012 de François Hollande, puis conseiller à l'égalité et la diversité du nouveau président, Faouzi Lamdaoui a été contraint de démissionner le 3 décembre 2014 pour avoir été cité à comparaître en correctionnelle pour "abus de biens sociaux" dans une affaire qui remonte aux années 2007-2008. **(Directeur de campagne puis pistonné comme « Conseiller à l'égalité et la diversité ». Égalité, il ne doit pas savoir ce que cela veut dire et diversité, il a su diversifier certains placements)**

Yamina Benguigui :

L'ancienne ministre délégué à la Francophonie avait été la première "victime" de la Haute autorité pour la transparence de la vie politique, créée après l'affaire Cahuzac. Selon la Haute autorité, elle aurait sous-estimé la valeur de son patrimoine, ce qui avait donné lieu à une enquête préliminaire de la part du parquet de Paris le 2 mars 2014. Le 31 mars, elle démissionne du gouvernement. Et le 23 septembre 2015, elle est condamnée mais dispensée de peine. **(Il y en a qui ont de la chance d'être dispensée de peine, grâce au piston. Délit de droit commun = condamnation de droit commun.)**

Thomas Thévenoud :

C'est sans doute le plus éphémère secrétaire d'état de la 5ème République. Nommé le 26 août 2014 au commerce extérieur, Thomas Thévenoud avait dû démissionner le 4 septembre quand a été révélé dans la presse qu'il ne payait pas ses impôts. L'intéressé avait alors parlé d'une "phobie administrative" pour justifier ces retards de paiements. **(Phobie administrative,**

mon C... ! quel piètre argument. Phobie du fric surtout. On nomme des gens qui n'ont pas toute leur tête ou qui ont perdu la tête.)

Kader Arif :

Secrétaire d'état aux anciens combattants depuis l'arrivée au pouvoir de Hollande, Kader Arif avait dû présenter sa démission en novembre 2014 car son nom était cité dans une enquête préliminaire du parquet financier. Une société d'un de ses frères, AWF Musique, aurait, selon *Media part*, encaissé plus de 700 000 euros du candidat Hollande pendant la primaire socialiste de 2011, en travaillant pour le micro parti du futur président. **(La famille politique d'abord, l'état après !)**

Franchement, dans quelle sorte de concours il les a trouvés ces guignols, notre Hollande. Ils sont de gauche me semble-t-il !
Pauvre République, tu en abrites des voyous de toute nature...
Que c'est triste pour les honnêtes gens !

Mais bon, à droite ce n'est pas mieux !

Ces polichinelles devraient savoir que tôt ou tard, le passé finit par les rattraper. Ce n'est pas un état démocratique mais un état mafieux qui s'est installé depuis plusieurs années.

RAISONNEMENT (6)

Impôts et taxes :

C'est qui sort de notre poche et qui va dans les recettes de l'état

Pour faire au plus simple, il y a deux sortes d'impôts :

- L'impôt direct
- L'impôt indirect.

De ces deux sortes d'impôts, c'est l'impôt indirect qui rapporte plus. Pas à nous, mais à l'état bien sûr !

C'est quoi l'impôt direct : C'est direct, comme un coup de poing dans la gueule, « boum »

Il ne fait pas appel à un intermédiaire. Il est payé directement par le contribuable « nous », à l'état ou aux communes, départements, régions.

Les principaux sont :

- Impôts sur le revenu (payé à l'état) et calculé en fonction de vos revenus.
- La CSG (contribution sociale généralisée) qui est prélevée sur le salaire en fonction des revenus.
- La CRDS (contribution pour le remboursement de la dette sociale)

C'est quoi un impôt indirect : C'est un tiers qui encaisse un coup de poing dans la gueule « que l'on ne voit pas » mais qui le renvoie à un autre, qui le renvoie à un autre et ainsi de suite. Mais c'est le dernier intermédiaire « nous », qui encaissons tout. Je dirais plutôt, qui payons tout. C'est clair j'espère !

Pour être plus clair, cet impôt, est payé par une personne mais dont le montant est répercuté sur un tiers. L'exemple le plus courant, c'est la TVA « **T**axe sur la **V**aleur **A**justée » : une entreprise qui vend un produit à un client, intègre le coût de la TVA dans son prix de vente, puis, reverse son montant à l'état. Il est répercuté à chaque intermédiaire mais c'est le « couillon de consommateur », dernière intermédiaire, qui là supporte réellement. Un coup de poing qui fait mal aux dernières intermédiaires « nous ».

Il y a la TVA collecté et la TVA déductible. Je ne vais pas vous expliquer ce processus, mais il n'en demeure pas moins qu'à la fin, ce sont toujours nous les couillons, qui payons la facture « TVA ».

Les impôts directs sont généralement considérés comme plus équitables parce qu'ils tiennent compte de la situation personnelle des contribuables. Ce qui n'est pas faux.

Par contre, les impôts indirects, plus faciles à collecter, sont moins visibles car nous n'avons pas conscience de l'acquitter en faisant nos achats.

Comme je l'ai dit précédemment, un coup de poing que tu ne vois pas venir. De ce fait, les gouvernements préfèrent souvent augmenter l'impôt indirect et baisser l'impôt direct. Mais ce qu'il faut retenir, c'est que l'impôt indirect « la TVA » est néfaste pour le pouvoir d'achat et c'est toujours les plus démunies qui subissent.

Trop d'impôts tuent l'impôt. Il est vrai qu'on s'est toujours dit « je travaille pour payer mes impôts ».

Avec les indicateurs ci-dessous on peut en déduire que :

- Trop de travail au noir (pas d'impôts pour l'état)
- Trop de travail à l'étranger (Pas d'impôts pour l'état)
- Trop de salaires au SMIC (pas d'impôts pour l'état)
- Trop de chômage (pas d'impôts pour l'état)

On peut mettre aussi en avant, la thèse suivante :

Les bas salaires tuent l'impôt. En effet, si la plupart des embauches sont rémunérées au SMIC, soit 1150€/mois, il n'y a pas de rentrée d'impôts. Donc, on peut en déduire que c'est par l'emploi et la hausse des salaires qu'il y aura plus de recettes pour l'état.

RAISONNEMENT (7)

La dette et la crise :

Depuis plusieurs années, la dette à grimpée pour atteindre plus de 2100 milliards d'euros. Elle a été générée par les divers gouvernements de droite comme de gauche. Soi-disant parce que les dépenses sont plus importantes que les recettes. C'est ce que l'on nous raconte, mais est-ce la vérité !

En réalité, d'après certains économistes, l'impôt sert en parti à payer la dette créée par l'état qui a emprunté sans compter aux banques privées.

En fait, nous payons les intérêts de la dette engendrée depuis plusieurs années. Et on accepte ce système !

Alors que l'on nous dit que les impôts servent à financer les hôpitaux, l'enseignement, le travail, l'emploi, la défense, etc. En continuant ainsi, il ne faut pas s'étonner que nous soyons sans cesse à la merci des banques privées.

Pour vous faire un ordre d'idées, les recettes des impôts ont rapporté en 2015, 389 milliards d'euros et les dépenses ont été de 463 milliards d'euros. Il y a eu donc un déficit de 74 milliards d'euros. L'état va emprunter 187 milliards d'euros pour l'année 2016 alors que le déficit est de 74 MDE. Mais j'y reviendrais un peu plus bas pour vous soumettre mon raisonnement.

Pour ma part, ce chiffre de 2100 milliards est tellement astronomique qu'il faut vite l'effacer de notre mémoire.

2100 milliard d'euros de dette pour la génération future qu'on nous dit ! Foutaise, nos jeunes s'en foutent complètement et ne la rembourseront jamais. Faudrait-il qu'il le puisse !

Alors quelles solutions !

Sur la dette de 2100 milliards, c'est simple. On n'a qu'à l'effacer comme le ferait la banque de France la plupart du temps, lorsqu'on est surendetté. En réfléchissant bien, nous

n'avons pas à rembourser les conneries de nos polichinelles. De plus, les banques n'avaient qu'à pas nous prêter sans regarder. On ne résoudra pas la crise et le déficit en faisant une politique d'austérité qui accentuera cette dette et créera encore plus de pauvreté. Arrêtons plutôt le gaspillage inutile, par exemple : « les avantages et privilèges de certains »

Posez-vous cette question :

Cette dette, qui l'a généré ? Vous, ou ceux qui ont gouverné ces dernières années !

Et posons-nous cette autre question : que font-ils vraiment avec nos impôts ? Pourquoi la France emprunte-t-elle toujours plus aux banques, chaque année ?

Elle emprunte 187 milliards en 2016, alors que les déficits de l'état étaient de 74 milliards en 2015, comme je vous l'ai indiqué plus haut. Vous l'aurez compris, c'est en parti pour rembourser la dette. Et chaque année, ils procèdent de cette façon alors que la dette publique a déjà atteint 2100 milliards. C'est comme je le disais au début, la France ne sera jamais bien gérée.

Mais il ne faut pas non plus oublier une autre dette, celle de plus de 220 mille français surendettés.

Eux, c'est certain, ils ne peuvent plus emprunter, vous suivez ma logique !

La crise, mais pour qui, et à quel niveau !

La crise n'est pas chez tout le monde. Elle ne touche sûrement pas les riches et pas plus nos chers polichinelles. Mais plutôt les classes basses et moyennes.

C'est avec un emploi bien rémunéré que l'on évitera la crise chez soi. Ce qui pèse lourd pour les foyers, ce sont les charges courantes de la vie. « Loyer, électricité, eau, transport » et si l'on ajoute à cela un salaire misérable, on peut vraiment parler de crise.

Les caisses de l'état sont vides, mais les frigos des ministères sont pleins. Pour exemple, les dépenses alimentaires effectuées par Bercy, sous Pierre Moscovici, alors ministre de l'économie. Il approvisionne en denrées alimentaires, les autres ministères pour plus de 754 500€/ par an de dépense.

Quand on pense qu'il y en a qui crèvent de faim et que d'autres s'empiffrent comme des goretts. Sans compter le gaspillage. Ces gens-là ne connaissent et ne connaîtront jamais la crise.

Et que dire sur nos bons vieux anciens Présidents à entretenir. Ces vieilles carcasses que nous, couillons de citoyens, devons préserver. Un petit budget qui nous coûterait environ six millions d'euros par an. Une goutte d'eau comme dirait certains journalistes.

Les concernés, nos trois compères, Wali « Valéry Giscard d'Estaing », Jacquo « Jacques Chirac » et Saint Nicolas « Nicolas Sarkozy ». A noter que cette somme ne prend pas en compte, les 6 000 euros mensuels qu'ils touchent tous les trois au titre de leur traitement mensuel. Ni les 12 000 euros mensuels que touche VGE, en tant que membre du conseil constitutionnel.

Pour arriver à une telle somme, il faut additionner l'ensemble des montants facturés pour les avantages auxquels ces trois hommes ont droit, après leur passage à l'Élysée.

Il s'agit, entre autres :

- De deux policiers assurant leur protection rapprochée (**ils sont la cible de qui ?**)
- D'un bureau et d'un logement de fonction meublé (**spa, douche massante, etc.**)
- De personnel de maison et de deux chauffeurs (**Ils doivent se disputer pour conduire la voiture**)
- D'un véhicule de fonction et de sept collaborateurs permanents (**des collabos pour quoi faire ?**)

Et si tous, ont droit aux mêmes prestations, celles-ci n'ont pas toutes le même prix.

- 343 307 euros ont été dépensés pour VGE,
- 309 342 euros pour Nicolas Sarkozy
- et enfin, 242 816 euros pour Jacques Chirac. Ces sommes ont notamment servi à payer les loyers, des appartements et bureaux de fonction des trois ex-chefs d'état.

Il faut aussi ajouter, les dépenses de personnel.

- 2 sous-officiers de l'armée de terre.
- 3 sous-officiers de la marine, sont mis à la disposition de Valéry Giscard d'Estaing pour un coût global annuel de respectivement 109 130 euros et 177 566 euros (**On se demande ce que vient faire l'armée pour ces gens-là**).

De son côté, le ministère des Finances met à leur disposition :

- 1 agent auprès de Nicolas Sarkozy,
- 2 agents auprès de Jacques Chirac,
- 3 agents auprès de Valéry Giscard d'Estaing,
Pour un coût global en 2013 de 511 605 euros (**1, 2, 3 agents, ils doivent être très spéciaux ses agents**).

Enfin, Matignon a précisé que les montants des "indemnités de sujétion particulière » qui compensent les heures supplémentaires, s'élevaient en 2014 à :

- 124 600 euros pour le personnel de Jacques Chirac,
- 155 198 euros, pour celui de VGE
- 299 574 euros, pour celui de Nicolas Sarkozy (**ne me demandez pas ce que c'est, je n'en sais rien, et je ne veux pas le savoir**).

Pour info, le prochain vieux croûton de Président à entretenir, sera notre cher Fanfouet, « François Hollande ». Et encore deux millions de plus pour lui et de moins dans les caisses de l'état. Alors, il vous faudra combien de temps pour réagir ! Oui je parle de vous, qui me lisez !

Là, je ne peux pas me consoler en disant « il y a pire que moi, mais il y a mieux que moi !

Et ils osent dire que certains citoyens profitent du système social.

En réfléchissant un peu, n'est-ce pas eux qui profitent d'abord de leur système qu'ils ont mis en place pour eux !

Propositions de réformes citoyennes :

- Réduire de 50% le salaire des élus.
- Réduction de moitié des avantages et privilèges des élus.
- Supprimer les avantages et privilèges des anciens élus.
- Réduire le nombre de députés et sénateurs de moitié.
- Prendre en compte le mode de vie de chaque famille (charges, loyer, dépenses diverses, salaire, état de santé, le lieu.)

Augmentation du SMIC « pas de 70% comme eux », ce ne serait pas raisonnable.

Arrêter les gaspillages comme :

- 850 millions d'euros : Portique écotaxe
- Des millions d'euros sans réfléchir dans des ronds-points de luxe, au lieu d'aménager les abords des fleuves pour éviter les inondations.
- Certains travaux et constructions inutiles dans des communes.

Dans leur vie quotidienne, nos polichinelles n'auront jamais une crise de nerfs, une crise d'angoisse, une crise de panique, une crise de fatigue, une crise de tension, une crise de pleur face à cette vie pourrit qui nous attend.

Tous les polichinelles successifs et à venir ont choisis et choisiront encore une politique qui soutient les riches, les banques, les gros patrimoines, une politique d'austérité.

Et nous, dans tout ça, on continuera à subir cette crise et cette politique d'austérité. Ce n'est pas avec de l'austérité que l'on va améliorer la vie quotidienne de la plupart d'entre nous.

Sans compter toutes ces banques qui se font du fric à gogo sur notre dos en spéculant à tout va. Frais de tenue de comptes, frais de gestion très coûteuse, placements boursiers.

Les banques ne seraient pas en faillite, si elles ne spéculaient pas à outrance et ne se servaient pas de l'argent de ses gros clients et actionnaires pour soutenir des gros clubs sportifs. Notre adversaire c'est la finance, disait hollandaise. Elles n'auront jamais de soucis à se faire le jour où elles seront en faillite. Mais vous, en cas de faillite, personne ne vous soutiendra.

Tout cela, parce que l'état a renoncé à créer la monnaie dont-il a besoin. A qui la faute, à l'Europe et la monnaie unique. Nous continuons à emprunter, emprunter, et encore emprunter. Cette dette, nourrira ces riches de banquiers. Sans cette dette et si nous arrêtons d'emprunter, nous pourrions nous en sortir. Nous sommes donc gouvernés par des gens incompétents et sans vergognes.

C'est en partageant la richesse pour réduire la pauvreté, qu'on arrivera à remonter la France. Si l'on n'arrête pas ce processus, on va irrémédiablement vers une catastrophe. Il faut un partage des richesses et plus de solidarité.

Comme disait Coluche : Il paraît que la crise rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Je ne vois pas en quoi c'est une crise. Depuis que je suis petit, c'est comme ça.

Et que dire de la crise des agriculteurs, avec le tarif du lait et de la viande. Quand on voit qu'ils sont obligés de vendre à perte. C'est scandaleux ! Mais n'est-ce pas l'Europe qui est passée par là ! Le comble, c'est qu'un commerçant ne peut pas vendre à perte car c'est interdit par la loi. Mais un agriculteur, oui. Alors pourquoi ne pas imposer une loi qui s'appliquerait à tous. Une loi imposant un prix moyen sans perte.

Au train où ça va, les grosses industries alimentaires qui s'imposent, vont faire mourir nos petits agriculteurs. Et si nous, consommateurs, nous ne réagissons pas face à cela, on sera amené à manger des produits venus d'ailleurs, sans de véritables contrôles.

Moi je propose la solution suivante :

Mettons une loi qui fixe un prix pour le lait et la viande. Un prix qui permet à nos agriculteurs de rentrer dans leurs frais et de pouvoir vivre dignement. Et si Bruxelles ne veut pas, on s'en fiche !

Mais à quoi sert l'union européenne et qu'est-ce qu'elle nous apporte ? **(Elle sert aux grosses industries et ne nous apporte que des emmerdes.)**

Saviez-vous que l'Islande a effacé sa dette. Le peuple a repris le pouvoir et à refuser de payer leur dette. Grâce à un référendum qui à donner 93% pour le non au remboursement de la dette, le peuple a fait démissionner un gouvernement au grand complet.

Les principales banques ont été nationalisées et il a été décidé de ne pas payer la dette qu'elles avaient contractée auprès de banques en Grande Bretagne et en Hollande. Dette générée par leur mauvaise politique financière. Ils ont recréé une nouvelle constitution « la constitution du peuple ». Comment se fait-il qu'on n'en parle pas, alors que le taux de croissance a été de 2,8% en 2015.

Certes, c'est une petite île et rien à voir avec la France. En réfléchissant bien, nous citoyens, n'avons-nous pas une petite part de responsabilité face à cette situation. Nous avons laissé faire tout et n'importe quoi ces dernières années, sans réagir. Au train où ça va, l'Europe et l'euro, vont nous mener à la ruine.

Un peu d'histoire :

La loi du 3 janvier 73, raconté par Michel Rocard :

De 1945 à 1973, il n'y a jamais eu de crise financière, on savait faire. Nous avons créé la dette souveraine. Une crise de la finance purement privée, les états n'y était pour rien.

Vers 2007/2008, il y a eu une explosion mondiale qui a commencé aux États-Unis dans l'immobilier. On avait trop prêté sans faire attention aux conditions que l'on prêtait. Sa a dégénérée et sa a entraîner une faillite générale, un millier de banques Américaines. C'était une crise purement privé.

Nous étions dans un système qui encourageait les états à s'endetter et à ce moment-là au G20, sous une proposition Sarkozy et soutenu par Obama, ils ont décidé de faire intervenir les contribuables et les états pour empêcher les banques de s'écraser complètement.

On a donc créé une nouvelle crise, celle de la dette souveraine, qui n'existait pas avant, parce qu'on a aggravé les situations. La banque de France a été créée en 1801, et jusqu'en 1974, elle finançait l'état sans intérêt. Si on était resté là, aujourd'hui avec tous les emprunts qu'on a faits depuis, la dette française serait de 16% du PIB.

En 1974, on a eu la loi bancaire qui a interdit à l'état de se financer sans intérêt, auprès de la Banque de France. On nous a obligés de se financer sur le marché privé, avec un taux allant jusqu'à 5%. Maintenant la dette est à 90% du PIB. Nous avons 800 T « Trillions », et un T, c'est mille milliards de dollars dans le monde qui se balade, dont 98% joue sur des marchés spéculatifs.

Stupéfiant non ! Mais je n'ai fait que citer, Michel Rocard, qui a fait son mea-culpa en 2013. Il a vidé son sac mais a quand même les mains sales.

En gros, la dette publique qui était de 25 milliard d'euros en 1970, a grimpé jusqu'à 2100 milliard d'euros, fin 2015.

Ceci correspond à une augmentation du PIB qui était de 20% environ en 1970 et qui est maintenant à plus de 98% à fin 2015. Mais d'autre part, le coût du paiement des intérêts a cru brutalement.

En 1973, la loi Rothschild, sous Pompidou « Directeur de la banque Rothschild », a empêché de faire des emprunts auprès de la Banque de France. En clair et pour faire simple, la Banque de France a désormais interdiction de faire crédit à l'État, le condamnant à se financer en empruntant, contre intérêts, aux banques privées, au lieu de continuer à emprunter sans intérêt, auprès de la banque de France qui lui appartient.

Depuis l'application de ce principe, le peuple est soumis à la finance et il en résulte un accroissement des inégalités. Le pouvoir est désormais aux mains des créanciers privés, qui l'exercent au bénéfice exclusif d'intérêts particuliers, quand la puissance publique a renoncé à son devoir de protéger l'intérêt général.

N'est-il pas temps de réagir !

Comme disait Coluche, des solutions y en plein mais ils ne sont ni pour ni contre, bien au contraire !

Article 1 « déclaration des droits de l'homme.

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. Quand les enfants naissent, ils sont libres et tous doivent être

traités de la même manière. Ils sont doués de raison et de conscience, et doivent agir les uns envers les autres de façon amicale.

Remarque : Est-ce le cas aujourd'hui. Sommes-nous tous égaux, sommes-nous respectés. La dignité, c'est une qualité recommandée aux pauvres pour les consoler de leur pauvreté ou la dignité s'exprime le mieux lorsque les pauvres ferment leur gueule." Ce n'est pas moi qui l'ai dit mais c'est une réalité.

Question : Faut-il privilégier le remboursement de la dette ou s'occuper de la misère qui s'accroît ?

RAISONNEMENT (8)

Emploi et Chômage :

Sur tous les dossiers à débattre, il y en a un à mettre au-dessus de la pile, c'est le dossier du chômage.

La France compte actuellement plus de 5 millions de chômeurs. Retrouver un emploi, avec un salaire convenable, devient de plus en plus difficile. Le salaire proposé est souvent le SMIC, un CDD ou des petits boulots de quelques jours.

Mais peut-on vivre avec un SMIC ?

Me concernant, j'ai un salaire de 1900€ net par mois. Ma femme fait des ménages chez des particuliers. Ce qui fait un revenu total de 2700€ net par mois. On ne s'en sort pas trop mal avec 3 enfants, les études à payer, et tout le reste.

Mettons-nous à la place d'un chômeur, marié avec 3 enfants à qui on lui propose un job au « SMIC » à 1500€ brut par mois, soit 1145€ net/mois.

Suivant les régions, son train de vie en moyenne est le suivant :

- Loyer : 500€/mois
- Électricité : 60€/mois
- Eau : 40€/mois
- Taxe d'habitation : 50€/mois
- Assurances diverses : 70€/mois

- Téléphone : 20€/mois
- Transport : 80€/mois

Donc, avec un salaire de 1145€ net et des dépenses de 820€, il ne lui reste que 325€ par mois pour nourrir sa famille.

Sachant que le tarif par jour pour nourrir une personne est de 5€ environ « sans les 5 fruits et légumes par jour, bien sûr. »

Dans cette situation-là, on ne peut pas dire qu'elle vit, mais essaie de survivre.

Mais cela, nos chers élus, ne sans soucis guère. Eux, ont un train de vie tellement convenable, que ça les rend aveugles.

Mais les Français dans tout ça, qu'en pense t-il !

Eh bien, en ce qui me concerne, j'en ai marre que nos impôts servent à payer, à nourrir et à loger gratuitement ces grosses têtes pensantes qui ne font rien pour améliorer notre situation.

N'ont-ils pas un soupçon de vergogne, pour s'octroyer de gros salaires et continuer à vivre avec leurs avantages et privilèges, sans se soucier des autres.

Mais comment résoudre ce chômage !

Certains parlent de plus de souplesse dans le code du travail.

Supprimer plusieurs pages, mais lesquelles ?

Mettre en place une flexisécurité. Quel grand mot qui veut tout et rien dire. N'y en a-t-il pas déjà, avec la rupture conventionnelle, la renégociation des accords, la suppression de certains avantages et acquis. Accorder un droit de licenciement plus facilement.

D'après Manuel Walls, cette loi doit permettre des embauches en CDI. Subtilité de langage, « doit permettre ».

D'autres proposent une assurance-chômage dégressive « un retour en arrière ». Ce qui va accroître encore plus d'emplois précaires « 80% actuellement », donc plus de pauvreté.

Je n'ai pas la solution miracle mais les Français ont la critique facile quand ils ont un emploi bien rémunéré. Par contre, quand ils seront touchés aussi par le chômage, la critique sera sûrement différente. Qu'ils vivent avec un RSA ou un SMIC et ils verront bien.

Mais y a-t-il autant d'emplois que l'on veut nous faire croire. Avant tout, il faudrait faire une comparaison entre l'offre et la demande. Y a-t-il plus de demande que d'offre ou plus d'offres que de demande ? Des statistiques que pôle emploi devrait mettre jour, non !

Beaucoup d'entre vous doivent se dire, avec un taux de chômage très important, peut-on encore laisser venir une population étrangère. En sachant que cela apportera encore plus de chômage et d'autres problèmes en amont.

Problème de logement, main-d'œuvre à bas coût pour les entreprises, et de ce fait, n'embaucheront pas nos chômeurs.

Il y a aussi le travail du dimanche qui fait débat. Je ne suis pas certain que cela créera des emplois. Certaines enseignes très connues le disent. De plus, quels gains, en sachant qu'il faudra rémunérer les heures supplémentaires.

Et que dire, quand un certain PDG d'Alcatel Lucente s'en va avec une enveloppe de 60 millions d'euros, alors que les ouvriers sont payés à coût de lance pierre et qu'il y a eu 900 licenciements à la clé. N'y a-t-il pas de quoi se révolter.

Et que dire aussi sur le salaire doublé du Directeur de PSA. N'est-il pas payé pour son travail, comme le sont les ouvriers.

Mais le pire est à venir, ce sont les lois Macron qui nous fait croire que ça va relancer les entreprises, créé des emplois.

En réalité, elles vont créer un recul social sans précédent « fin des 35h, rabetage du code du travail ». Pour rappel, c'était un banquier !

On peut déjà le constater car dès maintenant, certaines entreprises dénoncent des accords comme, les 35h et certains

acquis, pour soi-disant, sauvegarder des emplois. C'est le début d'un processus de recul social.

Mais le pire dans tout ça, c'est qu'il commence sous le règne d'un parti qui se dit social et qui est de gauche « le PS ».

Et les ouvriers dans tout ça, ils se laissent tondre comme des moutons sans rien dire alors que la machine arrière est en marche.

Tout le monde s'accorde à dire que c'est par la relance de la croissance que l'on fera baisser le chômage. Mais personne n'a de vraies solutions pour le faire baisser.

Mais au fait, on nous parle souvent de la croissance ! Mais c'est quoi la croissance ? Les trois quarts des Français ne le savent peut-être pas ! C'est peut-être, l'évolution de la taille de l'homme ou autre chose !

A moins que la solution pour réduire le chômage, serait de Supprimer les 35h, les jours fériés, les congés payés, baisser le SMIC.

Je plaisante ! Quoique, certains doivent le penser tout bas et cela s'appelle de l'austérité absolue.

Pour info, selon l'Insee, les 35h ont abouti à la création d'environ 350.000 emplois entre 1998 et 2002.

Il faut savoir que la France n'est pas le seul pays à avoir réduit son temps de travail. Selon l'Insee, globalement, on travaille environ 25% de temps de moins dans les dix pays ayant un PIB par habitant parmi les plus élevés, en moyenne à 1.620 heures par an.

La Corée du Sud, le Japon et les États-Unis travaillent plus que la moyenne. La France est certes en-dessous de cette moyenne mais sa durée annuelle du travail (1.570 heures par an) sont supérieures à celle de l'Allemagne ou des Pays-Bas.

On ne travaille pas assez en France, disent certains. Certes, on l'a vu plus haut, les Français travaillent en moyenne moins que dans d'autres pays.

Par la formation peut-être !

La formation, une des solutions d'après Jacques Attali.

Il dit qu'un chômeur qui est en formation n'est plus un chômeur, c'est une évidence.

Former, soit à un métier, soit à la création d'entreprise, on peut donc sortir 500, 600, 700 mille chômeurs, du chômage en 2016.

Si un chômeur est engagé par une entreprise, il doit avoir le salaire légal « le SMIC ». Mais l'entreprise, doit être reconnue comme faisant la formation donc, elle ne doit payer que 80% du SMIC et le reste doit être pris dans les fonds gaspillés par les partenaires sociaux « 32 milliards ».

Si l'on fait cela avec autorité et fermeté, le chômage aura baissé massivement. C'est le raisonnement de Mr Attali mais mal raisonné, encore une fois.

Si c'est pour sortir du chômage des milliers de chômeurs une année et le revoir l'autre année, ce n'est pas judicieux. Cela me rappelle une chanson avec ce refrain « ça s'en va et ça revient »

Pour ma part, rien ne dit qu'un chômeur en formation sera embauché. Rien ne dit qu'un chef d'entreprise a le temps de former un chômeur. La plupart du temps, un chef d'entreprise à besoin d'une personne opérationnelle rapidement et à très peu de temps pour la former.

Et les entreprises, joueront-elles le jeu !

Il faut de la formation OK, mais dans les métiers ou on manque de la demande. Il faut faire un état des lieux, un recensement de l'offre et de la demande dans chaque région si l'on veut avancer face à cette problématique du chômage. Mais ça, c'est le boulot de qui ?

Peut-être aussi, par la baisse des cotisations sociales.

Les entreprises se plaignent qu'elles paient trop de cotisation. Elles disent qu'en les baissant, cela créera des emplois.

Chiche, essayons cette solution pendant une année.

Ma proposition et raisonnement :

- 1) Il faut diminuer les charges patronales pour aider les entreprises à embaucher et pour que notre pays soit plus attractif pour les entreprises étrangères.
- 2) Diminuer également les charges salariales pour redonner du pouvoir d'achat aux salariés ou mettre en place un complément de salaire que je développe dans le thème sur le revenu universel.
- 3) Mettre en place un revenu complémentaire pour augmenter le SMIC.

Baisse des charges patronales :

Appliquons des charges Patronales à 20% au lieu de 42%.
Pour un salarié à 1500€ brut, l'entreprise paiera 20% de charges patronales soit 300€. Au total, le salarié lui coûtera 1800€/mois au lieu de 2130€.

Baisse des charges salariales :

Appliquons des charges salariales à 12% au lieu de 22%.
Pour un salarié à 1500€ brut, les charges salariales représenteront 180€. Le salarié aura un salaire de $1500 - 180 = 1320$ € net

De ce fait, il y aura beaucoup plus de personnes qui rentreront automatiquement dans la 1^{er} tranche d'imposition.

CONSTAT : Aide à l'embauche pour les entreprises =

- Augmentation du pouvoir d'achat des salariés et donc augmentation des recettes au niveau de la TVA.
- Baisse du chômage et plus d'emplois = croissance

- Attractif pour les entreprises étrangères et donc créations d'emplois.

Dans les autres pays :

Colonne1	Colonne2	Colonne3	Colonne4	Colonne5
PAYS	cotisations Patronales %	Cotisations Salariales %	Impôt sur le revenu	taux de chômage
Espagne	30	6	26	19,2
Italie	30	9	32	11,6
Portugal	24	11	27	10,8
France	51	25	7	9,5
Allemagne	19	20	30	4,1
Royaume uni	11	9	36	4,7
Danemark	1	0	86	6,5

Ce n'est qu'une théorie parmi tant d'autres mais quand on voit où nous mènent les leurs !

Il est temps de changer de cap et d'essayer autre chose que de taxer et encore taxer à tout va.

Il faut se poser les bonnes questions face au chômage :

- Pour quelles raisons un chômeur ne trouve-t-il pas un emploi ?
- Pourquoi un chômeur refuse-t-il un emploi ?
- Pour quelles raisons un chef d'entreprise refuse-t-il d'embaucher ou ne peut pas embaucher ?
- Ont-ils assez de commandes ?
- Concernant l'orientation des jeunes au collège. Ne faut-il pas s'y prendre plus tôt, dès la 5^{ème}. Arriver en 3^{ème}, la plupart des jeunes ne savent encore pas ce qu'ils veulent faire plus tard. Découverte les métiers dès la 5^{ème}.

Et que dire si l'on envisagerait de se lancer dans l'aventure de la création d'Entreprise, quand on voit que :

Les charges salariales s'élèvent à 22%. Pour 1500€ brut, elles coûtent 330€.

Les charges Patronales s'élèvent à 42%. Pour 1500€ brut, elles s'élèvent à 630€.

Vous souhaitez recruter un futur collaborateur avec un salaire brut de 1500 euros. Le coût total du salarié sera son salaire brut + cotisations sociales patronales. Soit $1500 + 630 = 2130$ euros. Cela ne vous donne vraiment pas envie de vous lancer dans cette belle aventure « Entreprise. »

C'est par une vraie Réflexion, un bon Raisonnement et un choix Intelligent et Responsable, que l'on fera une bonne Réforme qui aura un R de bon sens.

En Italie, grâce aux « jobs act » l'emploi aurait progressé en un an de 299.000, soit une hausse de 1,3 %.

Parallèlement, le nombre de chômeurs aurait reculé de 169.000. Le taux de chômage est ainsi passé de 12,2 % à 11,5 % sur ces mêmes douze mois. Mais il se pourrait que le principal moteur de la croissance de l'emploi transalpin, ait été avant tout la subvention accordée aux nouveaux CDI : jusqu'à 8.060 euros par contrat et par an, pendant trois ans.

Ce « cadeau » permet de réduire l'envie pour l'employeur d'utiliser la période d'essai de trois ans.

La facture pour le budget italien a été de 12 milliards d'euros. Cette aide va diminuer chaque année mais elle a permis en 2015, de créer de nombreux emplois. Une étude de la Banque d'Italie, a montré récemment, que ces subventions étaient la première raison de la baisse du chômage en Italie, bien davantage que les réformes du Jobs Act.

En tout cas, une chose est certaine : il est impossible de déterminer comment le marché du travail italien aurait réagi sans ces aides. Mais tout cela ne sont que des chiffres qu'ils savent faire jongler à leur façon.

De plus, pour trouver un emploi, il ne faut pas être ni trop qualifié, ni pas assez. Il faut être au juste niveau.

Et pourtant, Macron se permet de lâcher des phrases comme « il faut des jeunes qui aient envie de devenir milliardaires »

En touchant le SMIC, on peut toujours rêver, Mr Macron !

Il se trouvait à Las Vegas quand il a dit cela. Sûrement dans un casino en train de jouer aux machines à sous. Il dit que le libéralisme est une valeur de gauche. Mais de quelle gauche, parlait-il !

Il dit aussi, que la vie d'un entrepreneur est souvent plus dure que celle d'un salarié. Il peut tout perdre et il a moins de garanties. Mais de quels salariés parlait-il ? Ceux en CDD ou en CDI, du secteur public ou privé !

C'est-il vraiment ce que c'est de travailler !

S'il avait travaillé en équipe, sur des chantiers au froid, dans des usines à respirer des produits toxiques, à avaler des

poussières ou vécu au temps des mineurs, il n'aurait certainement pas tenu de tels propos.

Qu'il enfle un uniforme de travail et se salisse les mains sur un chantier pendant un mois, cela lui rabattrait son arrogance affichée qui est aussi grande que son mépris pour la classe ouvrière !

Qu'il se pose la question, qui paie ses indemnités de ministre, sur lesquelles il ne crache pas !

Qui crée la richesse ? Les riches ou le travail !

Une entreprise sans ouvriers ne peut pas fabriquer. C'est vrai aussi que sans entreprises, pas d'emplois.

Certains dirigeants partent avec des millions d'euros pour leurs bons et loyaux services. Les ouvriers n'ont-ils pas donné eux aussi, de leurs bons et loyaux services !

A défaut de trouver des idées pour réduire le chômage, certains préfèrent débattre sur une loi pour le port du casque à vélo, débattre des jours et des jours sur la déchéance de nationalité.

Le chômage est le noyau dur de tous nos problèmes et ces polichinelles devraient tous s'y pencher dessus « sans tomber bien sûr » !

Au lieu de pondre des lois pour détourner les vrais problèmes de notre société.

Mais au fait, nos polichinelles sont-ils prêts, EUX qui nous donnent des leçons, à supprimer leurs acquis !

Pour résumer, avant de dire ou faire n'importe quoi, il faut savoir Réfléchir et Raisonner avant de Réformer ou de ce Résinier. Le fondement de la théorie n'est pas forcément la pratique, mais le raisonnement.

Comme disait Coluche : Le gouvernement s'occupe de l'emploi. Le Premier ministre s'occupe personnellement de l'emploi, surtout du sien.

L'être humain est la plus belle machine au monde.
Mais ce qu'il ne sait pas, c'est qu'en construisant des machines
qui font le boulot à sa place,
L'humanité va s'autodétruire !

Article 23 : « Déclaration des droits de l'homme. »

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.
2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.
3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.
4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.
5. Tu as le droit de travailler, de choisir librement ton travail, d'avoir un salaire suffisant pour vivre et faire vivre ta famille. Si un homme et une femme font le même travail, ils doivent gagner autant. Tous ceux qui travaillent ont le droit de se grouper pour défendre leurs intérêts.

Et que penser du revenu universel :

C'est une idée nouvelle mais qui pour ma part ne peut pas s'étendre à tous. Il faut dans un premier temps mettre en place un revenu descend.

Proposition :

- Un revenu minimum obligatoire. D'environ 800€ à partir de 18 ans pour aider les jeunes dans leur rentrée dans la vie active.
- Redonner un coup de pouce au SMIC en octroyant un revenu minimum complémentaire à tous ceux qui le touchent. Jusqu'à 350€ pour atteindre le SMIC à 1500€.

Donc plus de pouvoir d'achat et plus d'incitation à travailler pour gagner plus.

De ce fait, il y aura moins de personnes qui auront droit à certains aides car elles seraient remplacées par ces aides. De plus, il y aura plus de salariés imposable car le constat est là, un salarié payé au SMIC ne paie pas d'impôts.

Remarque :

Plus de 5 millions de personnes ont perdu ce droit. Un salaire égal pour un travail égal.

Avec le SMIC, on est loin d'assurer une existence conforme et complète à la dignité humaine.

Et le partage des richesses, c'est pour quand ?

RAISONNEMENT (9)

Le Social :

La Sécurité Sociale :

Plus de dépenses que de recettes, d'après ce qu'ils disent. La cause principale, le chômage et les départs en retraite. Un déséquilibre qui conduit à des dépenses plus importantes. Les dépenses de fonctionnement ont augmenté et augmenteront encore, si on ne résout pas la crise du chômage.

Certains préconisent de nous assurer dans le privé, mais faut-il en avoir les moyens avec des bas salaires. Si l'on met le doigt dans cet engrenage, on y ira vers la fin de notre système social. On en revient au même problème, la solution c'est la baisse du chômage et la création d'emplois.

La Caf :

Enfin une loi juste. Les allocations familiales versées sous conditions de ressources. Alors qu'avant, une personne qui touchait 6000€/mois voire plus, touchait autant d'allocations familiale qu'une personne qui touchait 1150€/mois (le SMIC).

Certains disent que cette loi défavorise les classes moyennes. Je voudrais savoir à quel niveau, ils placent les classes moyennes. Si l'on ne devait pas modifier l'attribution de cette aide, alors pourquoi l'allocation de rentrée scolaire et l'aide au logement sont-elles soumises aux conditions de ressources.

Pour une fois qu'un gouvernement de gauche va en faveur des plus démunis, certains critiquent encore. Certes, il y a sûrement des abus et des profiteurs (arrêt de travail, etc.), mais certains n'abusent-ils pas d'un certain système « avantages et privilèges, omission de déclarer certains revenus, magouilles financières ».

Facile de critiquer l'assistanat dans un sens mais pas dans l'autre. Les Français devraient ouvrir les yeux.

Encore une fois, c'est une question de raisonnement. Nos anciens ont semé des repères, si nous les effaçons, nous allons faire un retour en arrière et droits vers plus de misère.

RAISONNEMENT (10)

Les Retraites :

30 milliards de déficit à l'UNEDIC.

- Mais qui est responsable de ce déficit ?
- Qui a laissé pourrir cette situation ?

Ne sont-ils pas payés pour nous apporter des résultats ! Je parle des polichinelles, bien sûr !

La prolongée à 63 ans voir 65 ans, serait irresponsable. Pensent-t-ils aux jeunes qui veulent travailler !

Après plus de 40 ans de boulots parfois très pénibles, de sueur et de douleur, cela ne suffit-il pas ! « OK, certains un peu moins que d'autres ! ».

Les salariés, n'ont-ils pas le droit à une retraite bien mérité !

Il y en a qui veulent travailler plus longtemps, c'est leurs problèmes.

Moi je veux profiter du restant de la vie. J'en ai vu tellement partir peu de temps après leur retraite, voire même peu de temps avant leur retraite. N'est-ce pas injuste !

Et la pénibilité au travail dans tout ça !

Qu'est-ce qu'on entend par « pénibilité au travail ». Plein de choses mais on veut compliquer beaucoup de choses.

Pour ma part, rien de compliquer. J'ai travaillé pendant plus de 35 ans comme tourneur fraiseur. Je considère que c'est du travail répétitif. Aujourd'hui, j'ai de l'arthrose, des douleurs dorsales et cervicales, opéré de tendinites, d'une épaule et tout cela, à cause de ces mouvements répétitifs. Faut-il faire tout un cinéma, pour prouver cela !

Il y a la pénibilité au travail mais aussi la santé au travail.
Ceux qui respirent des produits chimiques, de la poussière et subissent le bruit.

Mettez-vous à la place d'un maçon qui a travaillé plus de 40 ans dans la poussière, le bruit, les intempéries, qui à trimer ou bouffer de la poussière pendant 40 ans.

Et on veut qu'ils bossent encore plus pour qu'ils crèvent au boulot ! Mais laissons-lui au moins le peu de temps qui lui reste pour profiter de la vie !

Mettez-vous, ne serait-ce qu'une seconde à leur place et réfléchissez un peu avant de dire des conneries. Je m'adresse aux élus bien sûr, mais aussi à d'autres qui ne réfléchissent pas avant de parler.

Concernant ce sujet et bien d'autres, on peut faire le constat suivant :

L'être humain gueule quand on touche à ses acquis mais quand on touche les acquis des autres, il se tait. En finalité, c'est chacun pour soi.

La devise est : réforme ce que tu veux et qui tu veux mais pas moi !

Mais qui paie les retraites des fonctionnaires ?

Les cotisations ne permettent de financer qu'une pension de retraite de fonctionnaire sur quatre ! Pour combler le manque, l'état doit donc mettre chaque année, la main à la poche. Je dirais, dans notre poche. En 2015, les retraites des fonctionnaires ont ainsi coûté 75 milliards d'euros à l'État et aux contribuables.

Théorie sur la retraite :

On nous dit que l'on vit plus longtemps et donc, on peut travailler plus longtemps. Ça, c'est leur théorie mais elle ne s'applique pas à tous.

La mienne est de dire que si l'on travaille plus longtemps, on crèvera plus rapidement « en plus ça rime ! »

Il faut prendre en compte les conditions de travail, c'est primordial.

Comment arriver à la retraite lorsque l'on est atteint d'une maladie ou lorsque l'on a un travail très pénible.

On incite les jeunes à préparer leur retraite en passant par des organismes privés. Mais là encore, mettez-vous à la place d'un salarié qui touche 1200€/mois. Encore de l'hypocrisie, bien cultivée.

C'est un sujet délicat la retraite, pour preuve, un jeune d'un parti politique que je ne citerais pas, à essayer de faire voter une loi pour que nos vieux croûtons de polichinelles partent à la retraite à l'âge de 70 ans.

Cela à fait grincer des dents certains élus de droite comme de gauche. La place est trop bonne pour l'abandonner trop vite. Cela toucherait une centaine de député et sénateurs.

Mais ne faudrait-il pas un peu plus de solidarité.

Une personne qui gagne 4000€/mois, profite de tout, il peut se payer un logement, des vacances, alors que celui qui gagne le SMIC, lui, ne profite de rien. Une indemnité de retraite égale pour tous.

Certains veulent repousser l'âge de la retraite à 65 ans car les caisses sont vides. Si elles sont vides maintenant, elles le seront aussi plus tard.

Je le répète encore une fois, avant de dire et faire n'importe quoi, il faut Reasonner intelligemment.

Mon raisonnement est simple : Plus on repousse l'âge de la retraite, plus on empêche un jeune de rentrer dans la vie active. Le fait de repousser l'âge ne fait que repousser le problème et cela risque de nous coûter encore plus cher.

Ce sujet ne pourra être résolu qu'avec ce principe : moins de chômeurs et plus d'emplois = plus de cotisants.

On a perdu tous repères à cause de mensonges et d'erreurs. Est-ce de notre faute si les caisses sont soi-disant vides.

Les vieux ne pourront pas continuer à travailler jusqu'à la mort et nos jeunes attendre à la queue leu-leu aux portes de pole-emploi.

Ma proposition :

Il faut une transition du savoir-faire qui serait financé à la fois par :

- L'employeur
- La formation
- L'UNEDIC
- L'état par une exonération des charges.

Moralité : la retraite, c'est des grandes vacances bien mérité et non des indispensables car il y en a plein les cimetières !

RAISONNEMENT (11)

La santé :

Le tabac et certains alcools sont très nocifs pour la santé.

Est-ce une nécessité de fumer et de boire des alcools forts ?

En sachant que le tabac et certains alcools créent des maladies qui coûtent chères à la Sécu.

Il faut mettre en place une taxation plus lourde sur le tabac et les alcools forts qui ne sont pas une nécessité pour la vie.

Ce sont à ceux qui fument et qui consomment des alcools forts qui doivent contribuer aux frais médicaux qui sont engendrés par ces produits (maladie, cancer, etc.)

Il est reconnu que le tabac tue mais avant de tuer, il provoque des maladies qui coûtent chères à la société. Ce qui engendre plus de déficit que de recettes.

Proposition : Une taxe supplémentaire qui irait directement dans la caisse maladie. Fumeurs/buveurs = payeurs.

Il y a aussi des aberrations comme le non-remboursement de la chirurgie laser des yeux. Alors qu'elle est reconnue efficace, elle est remboursée en partie par les mutuelles mais pas par la sécurité Sociale. Pourquoi ne pas la rembourser au moins sur la base des verres et lunettes ?

Et que dire sur tous ces médicaments qui rapportent des millions d'euros aux labos « cholestérol, etc. » qui pour la plupart, donnent des effets secondaires, non négligeables. Mais surtout, qui coutent cher à la sécurité sociale.

Pour lutter face à ces grosses industries du médicament, pourquoi ne pas créer des pharmacies ou laboratoire public financés par l'état pour contrer les privés qui nous coûtent cher et qui foutent notre sécu en l'air.

Mais tout cela n'est pas si simple, du fait qu'il y a des hommes politiques impliqués et associés dans ces labos.

Tout cela est un business qui rapporte aux labos. Plus de 30 milliards d'euros par an. Mais cela fait aussi des milliers de victimes à cause de certains médicaments.

Et qu'attendons-nous pour mettre en place un système de médicaments à l'unité pour éviter le gaspillage.

Et pourtant, la sécurité sociale est en déficit et on préfère le déremboursement !

RAISONNEMENT (12)

Le logement :

Il y a la crise du logement mais pour qui !

Toujours nous « les couillons » mais jamais pour eux « les polichinelles ».

Une loi portant sur les logements sociaux, la loi SRU, oblige les communes de plus de 35 000 habitants à construire au moins 25% de logements sociaux mais elle est rarement respectée.

S'acheter un bien ou trouver une location, devient de plus en plus difficile car en plus d'en trouver, le coût est souvent trop élevé.

Mais le pire avec les emplois précaires, les banques sont réticentes. 14 millions de mal logé. Des familles, des enfants malheureux qui ne peuvent pas recevoir des amis chez eux, par honte. C'est un rapport diffusé par l'association Labbe Pierre.

Article 25 : « Déclaration des droits de l'homme. »

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires : elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciale. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

3. Vous avez le droit, toi et ta famille, d'avoir ce qu'il faut pour ne pas tomber malade, manger à votre faim, vous habiller et vous loger et vous avez le droit d'être aidés si tu n'as plus de travail, si tu es malade, si tu es vieux, si ta femme ou ton mari est mort ou si tu ne gagnes pas ta vie

pour toute autre raison indépendante de ta volonté. La mère qui va avoir un enfant et le bébé lui-même doivent bénéficier d'une protection particulière. Tous les enfants ont les mêmes droits, que la mère soit mariée ou non.

Remarque :

Heureusement qu'il y a les restos du cœur, le secours populaire, le secours catholique, car s'il fallait compter sur les pouvoirs publics !

RAISONNEMENT (13)

L'éducation :

On n'a pas tous le même niveau pour apprendre et on n'est pas tous sur un même pied d'égalité. A cause de certaines situations familiales (divorce, problème financier, etc.)

Pourquoi tant d'échec dans les collèges publics et plus de réussite dans le privé. J'ai posé la question à mon fils qui après être passé dans le public s'est retrouvé dans le privé. Il m'a tout simplement répondu « tant que l'on n'a pas compris une leçon, le professeur continu à nous l'expliquer ».

Lorsqu'un élève en CM2 a des difficultés, il passe en 6^{ème} avec les mêmes difficultés. On peut constater que les gros échecs se produisent au collège.

Des professeurs qui ne s'accrochent pas à des tortues, sans compter les problèmes de drogue, de raquettes, etc. Tout cela, crée un climat malsain aux abords ou au sein des collèges et lycées.

On sait punir un échec ou une erreur en disant « tu es nul » au lieu de comprendre pourquoi cet échec ou cette erreur. Chercher à comprendre la façon qu'il l'a amené à faire cette erreur.

Il faut reconnaître que certains professeurs ne vont pas à fond dans leur métier, et après, on se demande pourquoi on a tant d'échecs scolaires.

En primaire, il faut s'acharner plus sur les math et le Français car il est plus important de savoir lire, écrire et compter.

C'est en primaire que tout se joue. 4 relais important qu'il ne faut pas rater « CE1, CE2, CM et CM2 »

RAISONNEMENT (14)

Environnement :

LA COP 21.

Grande conférence où 195 chefs d'État se sont déplacés pour assister à ce grand débat sur le climat.

Pendant plus de 12 jours, ils ont essayé, et je dis bien essayer, de se mettre d'accord pour éviter que notre belle planète se réchauffe de trop.

Ces conférences existent depuis 1995. Le but de la manœuvre est de lutter contre le réchauffement climatique.

Ne pas dépasser les 2 degrés, le réchauffement climatique d'ici 2100.

Mais combien cela nous a coûté ces 2 degrés ?

D'après Pierre Henri Guignard, secrétaire général de la COP21, la conférence a coûté environ, 170 millions d'euros.

Ça peut sembler un montant considérable mais de fait, pour une conférence qui dure plus de 12 jours, donc, qui est exceptionnelle par sa durée et le nombre de participants, ce n'est finalement pas très élevé, a-t-il indiqué.

En outre, 20 % du coût de la conférence devraient être pris en charge par des entreprises partenaires, françaises et étrangères.

Il se permet de dire que ce n'est pas très élevé !

Évidemment, ce n'est pas lui qui paie.

Avant de s'inquiéter du climat, il faudrait se préoccuper du nombre d'habitants que comptera le monde à la fin du siècle.

Des dizaines de millions d'êtres, qu'il faudra nourrir, logé, éduqué, soigné.

C'est un autre enjeu que 2 degrés. Ce préoccupé des pays en guerre. Des pays qui souffrent de malnutrition et de maladie. Ce cirque de la COP21 n'est organisé que pour la gloire d'un Président, qui veut faire mieux que les autres, je parle de notre cher Hollande.

Nous polluons trop !

Il faut réduire la pollution mais tout cela n'est que foutaise. Certains pays s'en foute complètement et d'autres font croire qu'ils s'en préoccupent.

Mais toutes ces conférences nous coûtent cher et ne servent à rien. C'est encore au petit français d'en bas de faire des efforts en triant les poubelles pour sauver la planète. Par contre, la plupart de ceux qui vivent aisément, s'en fiche éperdument.

Il y a des dégâts irréversibles qui détruisent à petit feu notre planète.

Pour exemple, celui du Brésil où des barrages ont cédé et qui ont fait des dégâts écologiques considérables à cause d'un mauvais entretien.

Et il y a aussi le Préfet du PACA qui approuve les rejets de produits toxiques « boue rouge à base aluminium, de fer et d'arsenic » tout ce cocktail rejeté en mer et qui va détruire le parc national des calanques.

Bravo la COP21, cela prouve encore une fois que tout cela n'est que du cinéma. Mais à quelles autres surprises, doit-on s'attendre, sur notre belle planète terre !

Et pour finir, il serait temps d'arrêter de se mettre autour d'une table pour discuter d'un sujet qui pourrait se régler une fois pour toutes car mine de rien, cela nous a coûté environ plus d'un million d'euros par personne « par chef d'État, je veux dire ».

Un million pour les nourrir, loger, entretenir et pas n'importe comment. Menu gastronomique, hôtels de luxe, 12 jours de

vacances, de détente, de plaisir à discuter de tout et de rien, alors qu'il y en a qui crève de faim. C'est pitoyable et tout cela, pour 2 degrés qui ne seront jamais respectés.

Ils pourront inventer toutes les COP qu'ils veulent, verser des larmes comme Fabius mais si c'est pour pondre des objectifs à 2 degrés d'ici 2100, c'est qu'une utopie, de la poudre aux yeux. Tout cela, avec certaines contraintes industrielles et obligations qui ne seront jamais respectées.

RAISONNEMENT (15)

Justice et Sécurité :

Y a-t-il une vraie justice.

Certainement, mais à deux vitesses.

Beaucoup trop de laxisme. Trop de peine avec sursis. Trop d'appels et procès reportés pour cause de vis de procédure.

Des prisons où tout circule « portable, drogue, etc. » mais personnes ne fait rien. N-y aurait-il pas connivence ?

Je me demande parfois si ce n'est pas préférable de finir en prison que d'être clochard !

Et la justice politique :

Quoi qu'ils fassent, magouilles, etc., ils s'en sortent toujours blanchi la plupart du temps.

On dit « qui vol un œuf, vole un bœuf » mais il y en a qui ont volé le bœuf avant l'œuf.

Avant de parler de justice, celle-ci doit être irréprochable concernant les hautes personnalités.

Pourtant, On ne leur demande pas de penser mais de réfléchir. Mais pour cela, faudrait-il qu'ils aient un cerveau !

Vous savez ce que je pense, c'est qu'il y a des polichinelles qui réfléchissent en ce grattant le C., d'autres en ce grattant les C... Et quelques-uns en ce grattant la tête.

RAISONNEMENT (16)

Les jeunes :

La plupart des jeunes sont devenus fatalistes, désemparés et résignés. Certains ont perdu tous repères.

Ils doivent ce demandé :

- Quel avenir nous propose-t-ils ! (**Le nôtre ou le leur !**)
- On-t-il encore des points de repère ? (**Le nord, le sud, l'est ou peut-être l'ouest**)

La plupart des jeunes doivent s'appuyer sur l'aide de leurs parents et d'autres, sont livrés à eux-mêmes.

Difficile d'avancer dans la vie quand les études coûtent cher, Quand il faut se payer un logement, lorsque le lycée ou son travail se trouve à des kilomètres du domicile, quand il faut se payer un moyen de locomotion pour aller travailler.

Tous les candidats de ces dernières années vous promettent un avenir meilleur mais pour la plupart d'entre vous, rien ne change, toujours la même galère.

Mais suivez mon raisonnement :

Pour nos polichinelles rien ne change aussi, toujours la même rengaine, même son de cloche, même discours mais surtout, toujours les mêmes avantages et privilèges. Toujours la belle vie, toujours bien logé, bien nourri, bien loti.

N'ai-je pas raison encore une fois !

Si cela doit changer, c'est à vous les jeunes de réagir, de vous révolter, de vous manifester pour que votre avenir change et que l'avenir de nos gouvernants change aussi.

Ils ont profité pendant plusieurs années des beaux jours, à vous d'en profiter maintenant. J'espère que mon raisonnement vous aura convaincu !

Moi, j'ai 54 ans et je ne vous cache pas mes craintes et inquiétudes pour mes 3 enfants, mais aussi pour vous tous.

Les hommes politiques, les hommes de science, les philosophes et les médias disent que l'avenir appartient aux jeunes. Mais de quel avenir parle-t-on !

Celui avec la crise, l'austérité et les incertitudes.

De quelle jeunesse parle-t-on, alors que pour la plupart on a tendance à les stigmatiser.

Un avenir de chômage, de jeux vidéo, d'alcool et de drogue. Un avenir chez papa/maman car pas les moyens de faire autrement. Quel avenir dans un monde qui s'appauvrit de plus en plus, où on a de plus en plus de mal à se nourrir, à s'habiller et à se loger.

Pensez-vous que ce seront eux, les polichinelles, qui vont vous construire cet avenir. Vous pouvez encore attendre et espérer qu'ils vous le construisent, mais cela risque d'être très très long. En attendant, eux ce le construisent à leur image !

A chaque élection, c'est la même rengaine, les mêmes promesses « je vais me battre pour changer la France »

Mais en réalité, ils se moquent de vous.

Et combien de jeunes sont à l'assemblée nationale, là où les lois se votent !

Combien de jeunes sont députés Européens !

Mais les jeunes sont trop souvent associés à une catégorie de la population. Notamment à la délinquance, la toxicomanie et la violence.

Si on leur faisait confiance, si on leur donnait une place dans la vie, ce serait différent. Oui, l'avenir vous appartient mais c'est à vous de l'imaginer, de le construire et de le faire vivre.

Permettez-moi de vous dire quand même qu'à mon époque, nous avions des activités simples. Avec rien ou pas grand-chose, on se faisait plaisir. Aujourd'hui, les jeunes n'en n'ont jamais assez. Ils sont détournés par la nouvelle technologie qui les enferme dans un monde imaginaire.

Il faut voir la réalité en face. Nous voulons toujours plus. Les jeunes en particulier veulent acquérir toutes les nouveautés :

Portable à 600€, Les fringues que l'on achète et que l'on met peu de temps, voiture sophistiquée, etc.

Nous parents, on ne sait plus dire non je ne peux pas, je n'ai pas les moyens !

On est plus capable de mettre des limites. On finit par perdre la vraie valeur de l'argent.

Il faut parfois nous remettre en cause car on veut un mode de vie que l'on ne peut pas forcément se payer. Mais on peut dire aussi que tout cela fait marcher la croissance.

Comme me l'a rappelé ma fille, « avant nos parents avec presque rien, ils faisaient tout, mais nous, avec tout, on ne fait plus rien ! »

Mais il est vrai, que certaines technologies sont nécessaires. Comme internet, pour ne pas être déconnectés des autres.

RAISONNEMENT (17)

L'Europe :

L'Europe, un bien grand mot !

Mais de quelle Europe parlons-nous, celle des riches ou des pauvres !

Est-ce l'Europe, que l'on aurait voulue.

L'Europe a-t-elle changé quelque chose pour nous ?

D'un certain côté, pour moi, oui.

- On a une monnaie unique, C'est génial, non !
- Plus besoin de change. C'est encore génial, non !
- On a la monnaie unique mais pas une langue unique, pourtant ce serait génial !
- On ne peut pas faire ce que l'on veut, Ce n'est pas génial !

Mais la réalité est tout autre. C'est une Europe de grands groupes industriels et de la finance qui commande et dirige tout. Ils n'ont qu'un seul but, s'enrichir sur notre dos.

Une Europe qui n'a qu'un mot à la bouche « austérité »

Une Europe guidé et influencé par l'Allemagne de Madame Meckel, qui veut être le centre de l'Europe et que Sarkozy, était le premier à soutenir.

Une Europe qui n'est pas en phase et déconnecté de la réalité.

Une Europe qui veut et impose encore plus de contraintes.

Tous les cinq ans, il y a un vote pour les Européennes et pour une politique Européenne, mais laquelle !

Les candidats qui se bousculent pour être élu, prétendent changer l'Europe si vous votez pour eux. Mais en réalité, ils savent pertinemment qu'ils ne pourront pas appliquer les trois quarts de ce qu'ils proposent.

Cette Europe n'est pas démocratique « Démos Peuple et Cratos « Pouvoir »

Le peuple n'a pas son mot à dire et le Pouvoir est pour eux. Il est impossible de changer les règles car il faut l'unanimité des 28 pays Européens.

Pourtant, rappelez-vous, grâce à l'Europe tout allait changer « en bien évidemment » !

Mais le constat est là. En France, c'est 74 sièges Européens à payer. Des voyages aller/retour tous frais payés et pour quels résultats !

Je ne vous dis plus quels sont les couillons qui paient.

Comme moi, posez-vous les questions suivantes :

- Doit-on rester dans l'Europe ? (**Sans souveraineté, non, avec de l'austérité, non en l'état actuel, non**)
- Comment aurions-nous été sans l'Europe ? (**Qui c'est, peut-être mieux, même sûrement mieux !**)
- L'Europe est-elle au centre de tous nos problèmes, cette Europe de la finance et pour la finance. (**Bien sûr que**

oui, depuis qu'on y est, tout va très mal madame la marquise)

- Pourquoi les contraintes européennes sont différentes, d'un pays à l'autre. **(Parce que c'est une Europe à 2 vitesses).**

Ce n'est qu'une Europe façonné à leur image, pas à la nôtre.

Alors, faut-il revenir en arrière ?

Certains disent oui, d'autres non.

Ce qui est sûr, c'est qu'aujourd'hui cette Europe d'austérité, crée plus de pauvreté. De ce fait, on marche à reculons puis-ce qu'on crée plus de pauvreté, vous me suivez !

Pour preuve, de plus en plus d'adeptes aux restos du cœur.

Mais l'Europe n'est qu'une contrefaçon. A sa tête, il y a des technocrates, des riches qui pensent comme des riches et qui ne se soucient guère des autres qui subissent.

Et que penser du traité transatlantique, le PTCI ou TAFTA « Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement ». Je ne suis pas un expert sur ce sujet mais voilà ce que j'ai pu comprendre.

C'est une négociation qui a pour but d'ouvrir un grand marché transatlantique entre, l'Amérique du nord et l'Europe. Il est sensé booster l'économie à travers l'harmonisation des NORMES.

Mais de quelles normes parlons-nous !

Question :

- Ce qui est bon pour les entreprises, l'est-il aussi pour les citoyens ? **(Peut-être bien que oui, peut-être bien que non, mais sûrement non !)**
- Pourquoi les négociations se déroulent à huis-clos ? **(D'après vous, qui va négocier ! On peut faire mieux en démocrasouille !)**
- Quels sont les enjeux ? **(Financiers bien sûr !)**

- **Quels intérêts se cachent derrière cet accord ? (Viande aux hormones, bétail cloné, poulet chloré, tout ce qui se pratique au États-Unis).**

Tout cela est interdit dans notre pays pour l'instant.

Aux États-Unis, l'extraction du gaz de schiste est permise et risque de s'étendre en Europe.

Comment cela s'est passé au Canada après l'accord Nord-Américain « l'ANA » avec les États-Unis et le Mexique ?

Lors d'un référendum citoyen, les Québécois ont décidé un moratoire « délai » sur la fraction hydraulique. L'entreprise a porté plainte et lui réclame 250 millions de dollars.

Avec l'ouverture du marché à la concurrence que risque-t-il de se passer ?

Certains acquis sociaux seront menacés. De plus, si la réglementation d'un État va à l'encontre des bénéfices d'une entreprise, celle-ci pourra l'attaquer pour obtenir un dédommagement aux frais du contribuable.

Et que penser des effets sur la croissance espérée ?

Il faut se méfier des promesses de croissances, de prospérité et d'emplois.

Les experts ont estimé que l'ANA a détruit 700 mille emplois aux États-Unis et que la pauvreté a nettement augmenté dans le sud du Mexique.

Un peu d'histoires pour nous rappeler ce que nos ancêtres pensaient du fédéralisme.

Le Général De Gaulle :

Interview télévisée INA « Il avait compris avant tout le monde que l'UE était une arnaque. »

Voici ce qu'il disait mot pour mot !

Il y a déjà 6 parlements Européens, 6 parlements nationaux plus exactement, une assemblée parlementaire Européenne. Il y a même une assemblée parlementaire du conseil de l'Europe, qu'il est vrai, est extérieur à la conception des 6, et qui me dit-on, se meurt au bord où elle fit laisser.

Malgré tout cela, élisons un parlement de plus que nous qualifierons d'Européens, et qui fera la loi aux 6 états.

Ce sont des idées qui peuvent peut-être charmer quelques esprits mais je ne vois pas du tout, comment pourrait-t-on les réaliser pratiquement, quand bien même, on aurait 6 signatures au bas d'un papier.

Y a-t-il une France, une Allemagne, une Italie, une Hollande, une Belgique, une Luxembourg qui soit prêt à faire sur une question importante pour eux au point de vue national et au point de vue international, ce qui leur paraîtrait mauvais parce que ça leur serait commander par d'autres.

Est-ce que le peuple Français, le peuple Allemand, le Peuple Italien, le Peuple Hollandais, le Peuple Belge, le peuple Luxembourgeois seront prêts à se soumettre à des lois que voteront des députés étrangers, dès lors que ces lois, iraient à l'encontre de leur volonté profonde.

Mais ce n'est pas vrai, il n'y a pas moyen à l'heure qu'il est de faire en sorte qu'une majorité puisse contraindre une majorité étrangère, puisse contraindre des nations récalcitrantes.

Il est vrai que dans cette Europe intégrés comme on dit, eh bien, il n'y aurait pas de politique du tout. Ça simplifierait beaucoup les choses, et puis, dès lors qu'il n'y aurait pas de France, pas d'Europe qui n'aurait qu'une politique, faute qu'on pourrait en imposer une à chacun des 6 États, on s'abstiendrait d'en faire.

Mais alors, peut-être tout ce monde se mettrait à la suite de quelqu'un du dehors, et qui lui en aurait une. Il y aurait peut-être un fédérateur mais il ne serait pas Européen et ce ne serait

pas l'Europe intégré, ce serait tout autre chose de beaucoup plus large et de beaucoup plus étendue, avec un fédérateur.

Vous l'aurez compris, le fédérateur commande et nous, nous subissons des lois que nous ne souhaitons pas.

Dans le dernier livre de François Mitterrand, il disait !

La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment.

Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent le pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort.

Tout cela est révélateur d'un malaise, de mensonges de la part de certains polichinelles qui veulent nous cacher la vérité qui est à venir.

Un petit mot sur notre constitution : « même si elle ne veut plus rien dire maintenant »

Une constitution, c'est une loi fondamentale d'un état qui définit les droits et les libertés des citoyens ainsi que les séparations du pouvoir politique. Le préambule de la Constitution de la 5ème République, mentionne l'attachement du peuple français aux droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale, telle qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.

Mais que vaut notre constitution maintenant que nous sommes rentrées dans l'Europe. Une constitution à l'image de qui ! Pas du tout à l'image du peuple et au sens du peuple mais à celle de cette Europe !

MORALITE :

Économistes prétentieux, qui disent que sortir de l'Europe seraient une catastrophe économique, qu'en savent-ils ?

Par contre, les technocrates de Bruxelles et d'autres font tout pour nous inciter à y rester.

Mais posez-vous cette question :

Qu'y a-t-il dans le traité européen ?

Plein de pages bourrées d'articles que seules des personnes super- intelligentes pourraient décrypter.

La France n'est plus qu'un État dans l'État.

L'Europe actuel est dirigée par des groupes industriels et financiers. Ce n'est pas l'Europe de la démocratie et du peuple.

Cette Europe a été créé pour détruire notre savoir -faire, notre qualité reconnue dans le monde entier.

Pour preuve, nous cédonos notre patrimoine, nos clubs sportifs, certaines entreprises à des étrangers comme le Qatar.

Toutes ces normes ont été faites pour nous brider.

Mais réfléchissons un peu !

Tous les candidats se peignent plus ou moins de cette Europe mais ne veulent pas en sortir. Ils préconisent de le renégocier. Ce qui est totalement impossible s'il n'y a pas la majorité des pays membres. Donc j'en déduit qu'ils nous mentent.

ET LES DEBATS : Parlons-en !

Comment va être gouverné la France en 2017.

J'ai étudié différents débats depuis 2014 et je les ai commentés avec mes remarques car il faut savoir décrypter leurs subtilités de langage.

Lisez, et faites-vous une opinion car ce sont eux, qui prétendent remonter la France ou qui feront partie d'un futur gouvernement.

Mr LEMAIRE, le 20 septembre 2014 sur RMC

- **J** : Vous vous battez pour le renouvellement politique, c'est dur ! **BL** : oui, c'est dur, notre démocratie est une monarchie avec ces privilèges que je veux renverser. Je souhaite que ces règles soient adoptées par référendum, car c'est la seule solution pour faire évoluer notre démocratie. Elle doit être ouverte à tous les citoyens. **(Enfin, vive la république et vive la France. Si cela pourrait-être vrai ! Mais c'est le mot « souhaiter » qui me gêne. Encore une subtilité de langage. Un référendum, je suis tout à fait d'accord, mais comment allez-vous tourner la question ?)**
- **BL** : Les militants de droite nous disent, il faut supprimer les 35h, je les supprimerais. **(Ce qui est dit est dit mais les militants de droite, Mr Lemaire, représentent une minorité de la population. Pensez aussi au référendum SVP).**
- **BL** : sur les retraites, il faut aller plus loin et je suis favorable à la suppression de tous les régimes spéciaux. **(Tous les régimes spéciaux avez-vous dit, même les vôtres. Là aussi, par référendum je suppose !)**
- **BL** : Refaire un code du travail en 150 pages simples, claires et lisibles qui permettrait aux entreprises d'embaucher tous les chômeurs et avoir plus de souplesse pour embaucher. **(150 pages de recettes favorables à qui ? Pour embaucher tous les chômeurs, c'est un gros mensonge et avec quelle souplesse, celles des patrons je suppose !)**

- **BL :** Changer l'indemnisation du chômage qui est tellement injuste car on préfère donner un chèque aux chômeurs, plutôt que leur donner un emploi. Et on se donne bonne conscience avec ça. Cela fait 30 ans que ça dure. **(Il a du courage de dire qu'il faut réduire la durée d'indemnité du chômage. Mais donner un emploi à tous les chômeurs encore un gros mensonge car c'est plus qu'impossible !)**
- **BL :** Il faut avoir le courage de dire qu'il faut réduire la durée du chômage et d'accompagner les chômeurs dès le 1^{er} jour et préférer leur donner un emploi au lieu d'un chèque. **(Et vous appelez cela du courage ! vous savez bien qu'il n'y a pas du boulot pour tout le monde !).**
- **BL :** Mes conditions ne sont pas négociables. **(Il l'a dit d'une voix claire et ferme. Ce n'est pas sorti de l'oreille d'un sourd et ceux qui iront voter, sauront à quoi s'en tenir !).**
- **J :** Si Nicolas Sarkozy est élu Président de l'UMP, le soutiendrez-vous ? **BL :** Je serais élu Président de l'UMP. **(Il était sûr de lui ce monsieur, c'est une qualité, mais il a perdu. Il lui reste une chance aux primaires ou présidentielle de 2017.)**

Mon raisonnement :

Les Français ont des qualités et des défauts et le plus gros des défauts, c'est qu'ils gobent tout ce qu'on leur dit.

Ils se laissent influencer par le comportement attirant des candidats. Il faut réfléchir et raisonner sur ce qu'il a dit dans ce débat.

**Il emploie des mots comme « je souhaiterais, je voudrais. »
Ce n'est pas réaliste comme réponse !**

Une question qu'il aurait fallu lui poser :

Si vous êtes élu Mr Lemaire, de qui allez-vous vous entourer comme ministres ? (Ce n'est pas compliquer,

encore des vieux croûtons actuels et d'incapables qui ont mené la France, là où elle est !)

J-P RAFARIN le 29 septembre 2014 sur RMC

- **J :** Que pensez-vous de l'élection de 2 sénateurs FN ?
JPR : L'élection de 2 sénateurs FN, c'est mécanique. **(Bizarre comme réponse. Mais je dirais une mécanique qui a bien fonctionné grâce à la droite et la gauche).**
- **J :** Si vous êtes président du Sénat, que ferez-vous pour que les élus soient exemplaires ?
- **JPR :** J'ai été frappé par cette campagne de dénigrement et remise en cause sur le sénat. Le sénat est menacé de mort, de disparition. **(Non, Mr Raffarin, le sénat a encore de beaux jours devant lui et vous aussi).**
- **JPR :** Le Sénat est nécessaire et il est important que le sénat soit un contre-pouvoir. **(Certes, il est nécessaire pour vous mais il n'a aucun contre-pouvoir puisque la décision finale appartient à l'assemblée nationale)**
- **J :** Sur quel sujet pouvez-vous travailler avec le gouvernement ?
- **JPR :** Sur l'éducation ! je pense que socialiste et UMP devraient travailler ensemble. **(Il n'y a pas que sur ce thème, sur le chômage par exemple mais on peut toujours rêver).**
- **JPR :** Le sénat, qu'il soit de gauche ou de droite, doit être indépendant. **(C'est une utopie, on sait bien que c'est impossible avec la rivalité droite/gauche ou gauche/droite).**
- **JPR :** Le sénat est un laboratoire pour inventer les réformes à venir qui doivent être faites avec la droite et

- la gauche. **(Il a oublié « chirurgical » car il parle de réformes à opérer et qui vont faire très mal)**
- **J** : Seriez-vous capable de voter le prochain budget qui prévoit des aides aux entreprises.
 - **JPR** : Mais j'ai déjà voté des textes, je peux voter des réformes, j'ai déjà voté. **(Encore une réponse pas claire dû tout. Mais on a l'habitude !)**
 - **J** : Faut-il diminuer le nombre de sénateurs, oui ou non ?
 - **JPR** : Ce n'est pas un sujet qui me heurte, pourquoi pas. Nous avons 3 ans pour faire une institution indispensable, faire une auto-réforme, 100% de transparence, fin de privilèges, les aligner sur l'Assemblée nationale. **(Pas clair n'est-ce pas ! sauf sur la fin des privilèges. Mais je n'y crois pas une seconde. De plus, il se donne quand même 3 ans pour mettre en place cette réforme qui sera vite oubliée. Moi, je ferais du nettoyage en quelques jours et pour pas un sous).**
 - **J** : Faut-il revenir sur la loi du cumul des mandats ?
 - **JPR** : Je crois qu'à termes, on ne peut pas cumuler une fonction exécutive et un mandat de parlementaire, mais conseiller municipale oui. **(J'ai souligné « je crois » encore une subtilité de langage. « À terme » cela ne veut rien dire. Peut-être dans 3, 4, 5 ans !)**
 - **J** : Rendriez-vous publique votre patrimoine ? **JPR** : On le fait déjà, il peut être consulté dans les préfectures. Je crois que les sénateurs sont des gens honnêtes, qui bossent et enracinés. **(Rendre publique sur le net c'est mieux car cela nous éviterait de nous déplacer. Pas sûr de son honnêteté ce monsieur. Enraciné, c'est sûr et pour un bon bout de temps. Moi aussi, je suis honnête et je bosse, mais je ne suis pas à l'abri du chômage)**

- **J** : Des millions donnés au sénat, 200 mille euros auraient fini sur des comptes personnels à des sénateurs UMP ?
- **JPR** : Je pense que c'est faux. J'ai fait 2 missions aux canadas d'un coût de 2000€ pour une campagne électorale pour les Français de l'étranger. Pour mon cas, c'est une note de frais de 2000€ pour 2 missions aux canadas. Qu'on vienne me chercher des poux là-dessus, ça me fait sourire. **(J'ai encore souligné « je pense » Il y a de l'incertitude chez ce Monsieur. 2 missions au Canada pour sa campagne électorale à l'étranger, est-ce utile ! Enfin, je dirais que le Canada est un joli pays pour y passer quelques jours de vacances. Oui je vous cherche des poux car c'est avec nos impôts !)**

Mon raisonnement :

On récent une fausse sincérité. Pas clair dans ses réponses. Il est temps qu'il prenne sa retraite rapidement.

Marine LEPEN le 22 septembre 2014 RMC

- **J** : Êtes-vous responsable de la victoire de Hollande ?
- **ML** : Non, car j'ai appelé à voter blanc. **(Heureusement qu'Hollande n'est pas noir, sinon, on l'aurait traité de raciste !).**
- **J** : Ne lui avez-vous pas donné un sacré coup de main entre les 2 tours.
- **ML** : Non, Nicolas me reproche de ne pas avoir appelé à voter pour lui. Mais pourquoi aurais-je appelé à voter pour lui. **(Nicolas, elle parle de Sarkozy bien sûr. C'est triste à dire, mais elle a raison et elle n'a**

appelé à voter pour personne. Pourtant lui n'a rien à se reprocher, il était blanc comme neige !)

- **J** : Qu'est-ce que vous n'aimez pas chez lui ? **ML** : je n'aime pas son immodestie, son insincérité, ses techniques de communication. **(C'est de belles qualités qui reflètent complètement son image)**
- **J** : L'abandon de l'euro, isolerait la France ? **ML** : Non, je ne le crois pas ! C'est une question de souveraineté. **(Je souligne qu'elle ne le croit pas et donc elle n'en sait rien. Vous voulez mon avis, moi aussi je n'en sais rien. On le saura peut-être, si elle est élue.)**
- **J** : Êtes-vous favorable pour la fin du cumul des mandats ?
- **ML** : Oui je suis favorable, surtout celui de député car je pense que le député doit être là pour voter la loi. **(Je pense qu'elle n'a pas comprise la question car elle a répondu à côté de la plaque ! Et pour les autres mandats, elle en pense quoi ?)**

Mon raisonnement :

La question qu'il faut se poser c'est : Le FN est-il capable de gouverner et avec qu'elle structure humaine.

François BAYROU le 1 octobre 2014 sur RMC

- **J** : la dette de 2023 md€, l'Allemagne est plus endettée que nous !
- **FB** : c'est faux, il faut comparer avec le nombre d'habitants. **(Oui, mais ils sont endettés aussi donc aucune leçon à nous donner).**
- **FB** : la dette, savez-vous que la France emprunte chaque jours 1 md€ pour faire fonctionner le train de vie courant. Tous les gouvernements successifs ont puisé à cette facilité et dans les banques pour acheter de quoi

vivre au-dessus de ces moyens. **(Je pense que vous exagérez un peu. C'est surtout pour faire fonctionner vos trains de vies au-dessus de vos moyens. Mais cela va-t-il changer, je n'y crois pas une minute).**

- **J** : Êtes-vous favorable à la suppression du sénat ?
- **FB** : Je ne pense pas qu'il faut le faire de cette manière. Il faut être raisonnable.
- **(Raisonnement, je dirais avec une manière plus douce je suppose. 10 de moins la première année, puis 10 l'autre, etc. !)**
- **J** : Quelles solutions :
- **FB** : On réduit le nombre de députés de 400 et 200. **(Oui, mais sur combien d'années, 10 ans, 15 ans ?)**
- **J** : Doit-on être raisonnable ?
- **FB** : l'Allemagne marche bien, elle a 2 instances. **(Mais Mr Bayrou, on s'en fiche de l'Allemagne, on parle de la France).**
- **J** : On peut faire quoi alors, diminuer de 30% les dépenses de l'État ?
- **FB** : Non, c'est trop. **(Si c'est trop, alors employons la manière douce, 3% une année, 3% l'autre et au bout de 10 ans on atteint les 30%) Il n'est pas mal mon raisonnement !)**
- **J** : Chaque gouvernement se heurte, dès que l'on touche aux avantages et aux acquis.
- **FB** : Je ne crois pas du tout à cette impasse, cet enlisement. Le jour, où vous aurez un pouvoir qui aura une vision claire, qui aura l'assentiment du peuple car c'est très important, qui n'auront pas menti, ce qui est le cas de tous les pouvoirs depuis plusieurs années. **(Quel charabia ! vous croyez que vous aurez l'assentiment du peuple et comment. A part un référendum pour**

chaque loi. Vous rêvez, Mr Bayrou, Ils ont tous menti et vous en ferez autant).

- **J** : Sont-ils tous des menteurs Mr Bayrou ?
- **FB** : Ils se sont tous fait élire avec des promesses intenables, ce qui est une forme de mensonges. **(Je ne vous le fais pas dire, Mr Bayrou. Mais attention, cela fait partie du jeu politicien et si vous rentrez dans la partie du poker menteur, vous finirez également comme eux).**
- **J** : Vous souhaitez l'élargissement d'un grand centre qui est un vieux rêve !
- **FB** : Ce n'est pas un rêve, mais une nécessité. Je souhaite que le centre Français prenne conscience de sa force et qu'il ose proposer le projet dont la France a besoin. **(Mais de chaque côté du centre, vous y mettez qui ? Vous, Sarkozy, Juppé. Je crois que vous rêvez encore Mr Bayrou. Descendez de votre petit nuage ! vous savez très bien que ce n'est pas de cette façon que sa marche, la politique. Vous n'êtes qu'un pion).**

Mon raisonnement :

**Définition de Mr BAYEROU : Homme politique
Sorti d'un moule brisé, flânant sur un petit nuage et
Attendant patiemment son tour. Il risque d'attendre
Longtemps.**

**Il faudrait qu'il passe chez un orthophoniste avant
De retenter sa chance.**

Mr SAPIN le 2 octobre 2014 RMC

- **J** : Vous avez été le ministre du chômage et maintenant de la dette, ce n'est pas facile, Mr Sapin ! **MS** : Non rien n'est facile, si on était ministre pour traiter les

choses faciles, tout le monde pourrait le faire. **(Ce n'est pas faux et ce n'est pas con comme réponse. Mais votre copain hollandais vous a refilé un bâton de merde et vous l'avez pris. Comme pour le chômage, un défi de plus que vous ne pourrez pas tenir).**

- **J** : La dette 2023 MDE. Combien la France dépense-t-elle par jour ? **MS** : La dette c'est le reflet du passé. Personne ne pense que nous avons fait 2023 MDE de dette en l'espace de 2 ans. 600 MDE entre 2007 et 2012. Je ne dis pas ça pour polémiquer. **(Il a bien sûr répondu à côté de la plaque. C'est très pertinent de dire que ce n'est pas vous ! C'est donc les autres et vous ne polémiquez pas. Chapeau pour cette explication.)**
- **J** : Tout le monde à creuser la dette ? **MS** : Certains plus que d'autres et pas nous ! **(Là, vous ne polémiquez pas ? Cette réponse ne veut rien dire !).**
- **J** : Est-il vrai que la France est un pays qui emprunte le plus. **MS** : Non pas encore. On est dans les 3 premiers. Il y a l'Allemagne, la France et l'Italie. **(Donc pas encore mais à force de faire, on sera en tête du peloton.)**
- **J** : Depuis plusieurs années, les gouvernements qui se succèdent ne font jamais les bonnes prévisions de croissance. Pourquoi annoncer de faux chiffres ? **MS** : C'est vrai, c'est vrai, c'est vrai. Vous avez parfaitement raison. Mon hypothèse de croissance pour 2015 sera de 1%, je dis la vérité, je veux dire la vérité aux Français. **(Donc on peut en déduire que ce n'est pas faux sur les prévisions, puis que c'est vrai, mais là, vous en faites quand même, des prévisions. Encore une réponse pas claire dû tout. Lancez-vous dans les prévisions météorologiques, ce sera plus simple et moins compliqué pour vous).**

- **J** : Depuis 2012, vos chiffres sont faux ? **MS** : Non, ils ne sont pas faux. Si quelqu'un est capable de faire des prévisions justes, je veux le rencontrer. Aujourd'hui pour moi, c'est terminer. Je dis les choses telles qu'elles sont. **(Donc, à la question précédente, il reconnaissait que les prévisions n'étaient jamais bonnes. Que sa prévision de 1% n'est pas fausse et que si quelqu'un est capable de faire des prévisions justes, il aimerait le rencontrer. Eh bien, si quelqu'un a tout compris, qu'il lève le doigt !)**
- **J** : Le haut conseil des finances publiques juge vos chiffres de 1% de croissance pour 2015 trop optimiste ! **MS** : Je le comprends car il est très difficile de faire des prévisions. **(Stop, j'arrête. Mr Sapin, on n'y comprend plus rien, arrêtez d'en faire, vous êtes ridicule.)**
- **J** : A la sécurité sociale, la santé, à la famille, 700 millions d'économies. Mr Giscard d'Estain dit « ne touchez pas à la politique familiale, c'est notre seule réussite » **MS** : C'est extraordinaire, tous ceux qui nous demandent de faire des économies, ce sont les mêmes qui disent que ce n'est pas suffisant, il faudrait faire 3 fois plus. Et ils nous disent, non pas là. **(Ce n'est pas totalement faux ce que vous dites, je le reconnais. Mais Mr Sapin, ce qui n'est pas normal, c'est que vous êtes de gauche vous comprenez, pas de droite. Vous piquez des trucs de droite).**
- **J** : Vous augmentez l'A.M. E de 70 millions d'euros. **MS** : C'est quoi l'A.M. E ? **J** : c'est l'aide médicale d'État.
- **MS** : elle va vers qui ? **J** : Elle va vers des hommes, des femmes des enfants

- **MS** : qui n'ont aucune ressource. **(C'est le monde à l'envers, qui pose les questions et qui répond. Il est quand même fort, ce Sapin).**
- **J** : Et les dépenses nouvelles. **MS** : comment fait-on dans une entreprise ou un foyer pour faire des économies ? J'entends dire, qu'on fait des économies au rabot, c'est un très bel instrument le rabot. **(C'est vrai Mr Sapin, c'est un bel instrument mais servez-vous-en d'abord pour raboter tous vos avantages et privilèges et ensuite, construisez des cabanes et arrêtez la politique car vous êtes nul).**

Mon raisonnement :

C'est bien le genre de polichinelle très nul, trop nul et qui doit rapidement changer de métier. Jongleur dans un cirque par exemple ou charpentier puisqu'il manie très bien le rabot. Mais il lui faudra beaucoup d'entraînement avant d'y arriver.

Xavier BERTRAND le 6 octobre 2014 RMC

J : Est-ce que vous faites rêvés, car beaucoup se demande à quoi cela sert de les inviter. **XB** : ça ne me surprend pas. Je vois bien, il y en a qui nous tournent le dos. Les Français aiment la politique, mais les politiques d'aujourd'hui et d'hier, ils s'en désintéressent. **(Attention Mr Bertrand, vous en faites partie. Et donc, vous faites partie de ceux d'aujourd'hui ou d'hier mais aussi de demain !)**

J : Avons-nous les moyens de vivre la plus longue campagne Présidentielle que la France n'est jamais connue ? **XB** : Mais il faut savoir ce que vous voulez. Quand on commence à se mettre au travail en faisant des propositions qui ne plairont peut-être pas à tout le monde, parce que c'est long pour se préparer à une campagne présidentielle. Cela ne peut pas se

faire en 3 mois. **(Oui, on sait ce qu'on veut ! Arrêtez de nous mentir. Ces campagnes nous coûtent très cher. Ce sera comme d'habitude, une campagne longue et qui ne servira à rien. Arrêtez toute cette mascarade, mensonges et fausses promesses. Par contre, les propositions que vous allez faire ne vont pas plaire à tout le monde, c'est une certitude !)**

J : Chacun a ses solutions, mais comment allez-vous faire pour réduire le budget de l'État, les dépenses de l'État ? **XB :** se qui manque dans les projets, c'est comment on retrouve de la croissance. Je ne suis pas comptable de formation. Quel projet, pour quelle croissance. Mais comment libérer de la croissance au niveau nationale et Européen. La question 1^{ère}, n'est pas de dire, on va baisser les dépenses publiques et il faut le faire, car si on baisse les dépenses on baisse les impôts. Si vous ne relancez pas la machine, vous ne créez pas d'emplois. **(Ah, encore cette histoire de croissance. Vous ne faites pas de prévisions et tant mieux. Il faut réduire les dépenses publiques, mais lesquelles ? Quand et comment, on ne le sait toujours pas ! Et concernant la relance de la machine pour créer des emplois, on attend toujours la bonne recette)**

Mon raisonnement :

Il est comme les autres. Il parle pour ne rien dire. Rien de concret pour l'avenir, que du blabla.

Arnaud MONTEBOURG le 7 octobre 2014 RMC

J : Vous avez promis d'envoyer une bonne bouteille de la cuvée du redressement au Président de la République. Est-ce que vous regrettez ce moment ? **AM :** Depuis que j'ai pris en charge l'économie Française, j'ai demandé une inflexion majeure. Comme rien ne bouge, et que nous sommes dans une situation critique, ça ne va pas s'améliorer en 2015. L'économie fait fausse route. **(Il dit ce qu'il pense, il est clair**

dans son raisonnement, pour une fois qu'un homme politique se lâche. Donc pas de bonne bouteille pour Hollande)

J : Vous regrettez cette histoire de cuvée du redressement.

AM : Ça n'a aucun rapport. Il y avait un désaccord. Que dit Mr Stieglitz, Président de la banque mondiale ! Sans les erreurs politiques menées par votre gouvernement auquel j'avais l'honneur d'appartenir, l'économie Française serait relativement en bonne forme. Donc il met en cause les choix de politiques d'austérité qui aggravent la situation. Nous avons accumulé 490 000 chômeurs de plus. Les décisions d'austérité sont des années de perdues, des années de stagnation et des années de difficultés pour des millions de personnes en France. **(Il est encore clair dans son raisonnement. Il a compris que l'austérité n'était pas la bonne solution. Il aurait peut-être pu rajouter, le Président fait une politique de droite et ce sera une mauvaise cuvée.)**

J : Donc, vous avez pris la décision de démissionner en juin, juillet 2014 ? **AM :** Mon sujet n'était pas de démissionner mais de me battre et de convaincre. Je n'y suis pas parvenu.

(L'important c'est qu'il a eu des C... pour le faire alors que d'autres suivent le troupeau)

J : Et Bruxelles qui nous demande 8 MDE supplémentaire dans le budget 2015. **AM :** C'est exactement cette spirale-là qui faut arrêter. On doit dire ce que dit le FMI, l'OCDE, que l'austérité dans tous les pays d'Europe ne permet pas de sortir de la crise.

(Toujours droit dans ses bottes. Un bon point car j'approuve à 100% cette analyse)

J : On dit quoi à Bruxelles ? **AM :** Bruxelles est en train de couler l'Europe et nous ne pouvons pas nous laisser faire. Si nous continuons à accepter les idées absurdes, obsolètes et dangereuses de l'austérité Européenne, on se retrouve comme dans les années 30. **(Toujours rien à redire. Donc vous êtes contre cette Europe. Mais vous savez pertinemment bien**

que cela va continuer de cette manière. Moi, j'aurais posé la question suivante : devons-nous sortir de cette Europe absurde, obsolète et dangereuse)

J : Comment ça se passe votre démission. AM : Cela a été à l'amiable. (Non, on appelle cela une rupture conventionnelle. Comme je vous l'ai déjà dit, il a eu des c..., pour le faire. Les autres suivent le gouvernement, comme des moutons.)

J : Es ce que cela veut dire que François Hollande et Manuel Walls sont en train de porter un coup fatal à l'économie Française ? AM : En tout cas, il y a des penseurs de l'économie qui le disent et des dirigeants politiques qui le pensent. Je le pense car l'économie est à l'arrêt. (Belle citation, si elle est de vous, alors chapeau)

J : Vous dites que François Hollande, c'est un esprit solitaire qui n'écoute pas. AM : Je ne parlais pas de François Hollande mais du système politique. Son prédécesseur, c'était la même chose. C'est le système politique qui faut réformer. (C'est vrai qu'il fait la même chose que son prédécesseur, mais vous avez oublié de dire qu'il était de droite, l'autre. Enfin, pour une fois que l'on parle d'une vraie réforme car je ne savais pas que l'on pouvait réformer le système politique. Là, il me plaît ce gars).

J : Vous revoteriez pour François Hollande ? AM : Je ne peux pas vous répondre car nous sommes qu'à 2 ans et demi des prochaines élections. Il faut laisser du temps. (Dommage, je m'attendais à une autre réponse Mr Montebourg. En 2 ans, il a quand même flingué le PS et fait beaucoup de dégâts.)

J : François hollandaise n'est pas à la hauteur de la fonction de Président ? AM : La zone euro est un îlot de stagnation économique à cause de l'ensemble des politiques Européennes menées par les dirigeants des États membres Européens et soutenu par la commission de Bruxelles. (Sans le dire sincèrement, en gros, c'est une quiche)

J : Qui inspire à cette politique, l'Allemagne ! **AM** : C'est le conformisme. Les idées nouvelles sont au Japon et aux États - Unis. **(Le conformisme, c'est la soumission, accepté n'importe quoi, je crois. Moi aussi, j'ai une citation qui n'est pas de moi bien sûr : « Il est impossible de faire entendre raison à ceux qui ont adopté une façon de penser conforme à leur intérêt »)**

J : Vous avez regretté votre départ ? **AM** : Je vis en accord avec mes convictions. Ce choix est un choix lourd, grave qui mérite d'ailleurs le respect de la décision qui est fondé en désaccord avec une politique d'austérité que ce gouvernement n'a pas mandat de mener. **(Moi-même, j'ai du respect pour votre décision car je le répète, vous avez eu des C..... Par rapport à d'autres)**

J : Ce gouvernement ne vous a pas écouté ; **AM** : Ce n'est pas moi qui n'ai pas été écouté, mais les millions de gens qui pâtissent de cette politique et qui expriment leur colère. **(Je précise que je fais partie de ces millions de gens)**

J : Est-ce que François Hollande et Manuel Walls sont en train de tuer le PS et la gauche ? **AM** : Je ne sais pas, mais en tout cas, elle est en miettes, abîmée et discréditée à cause de ses décisions politiques dont nous sommes contaminées. **(Mais bien sûr que oui, et je rajoute, contaminé par un virus de droite)**

J : Vous pensiez lorsque vous étiez ministre, que le Président et le Premier ministre allaient vous écouter ? **AM** : Je l'ai espéré, je me suis battu sincèrement. Je n'étais pas seul car nous sommes partis à 3. C'est quand même une sérieuse avarie du navire gouvernemental donc 1/5^{ème} des ministres quitte le gouvernement sur un désaccord politique. On n'est pas à la hauteur de la situation. Il est temps d'infléchir les décisions. **(Vous avez finalement compris que l'espoir ne fait pas vivre. Qu'il faut entrer dans le moule pour rester dans un gouvernement ou dégager. Que 3 matelots de moins sur un**

bateau à la dérive, ça ne posera aucun problème car il suffit de les remplacer par d'autres rameurs).

J : Sont-ils à la hauteur de la fonction ? AM : Je l'espère. (Là, on parle de nos 2 compères, François Hollande et son acolyte Manu. On ne peut plus parler de hauteur mais de trahison).

J : Manuel WALLS a dit son soutien aux entreprises en Anglais à Londres, qu'en pensez-vous ? AM : On ne peut que soutenir l'idée, mais pro business, c'est autre chose, parce qu'il y a des business qui sont parfois indésirables. (Ça c'est vrai et des pros business indésirable, il y en aura beaucoup dans le futur. Il devrait surtout soutenir ceux en France)

Mon raisonnement :

Il y a une dose de sincérité mais pas assez. Beaucoup de franchise mais n'ose pas se dévoiler à fond. Peut-être, pour des raisons d'appartenance politique, d'éthique ou peut-être pour un prochain retour.

Aura-t-il la possibilité de faire une vraie politique de gauche. Cela dépendra avec qui !

S'il s'entoure des têtes du passé alors, c'est perdu d'avance. Il faut garder un code de déontologie. Les vieux roublards sont à mettre au placard. Une bonne note pour sa franchise, par rapport à d'autres.

Nadine MORANO le 8 octobre 2014.

J : Ce n'est pas la première fois que la France piétine les traités qu'elle a signés, notamment sur les déficits publics qui a déjà été fait sous Nicolas Sarkozy et maintenant sur François Hollande ! NM : La réalité, c'est qu'il ne faut pas mélanger les situations. En 2008 et 2009 nous avons traversé une crise. Vous vous rendez compte que pèse sur nos citoyens une dette de 30 000€ par tête. (Non bien sûr, ne mélangeons-pas la droite

et la gauche, c'est 2 choses différentes. La vérité, c'est que c'est de la faute de la droite et la gauche. Vous nous donnez la crise de nerfs. Et les 30 000€ par tête de pipe, tu peux les oublier, je n'ai pas les moyens de payer)

J : On était à 1800 milliards et on est passé à 2023 milliards soit 600 milliards sous Nicolas Sarkozy ; **NM :** Oui, les mesures doivent être prises comme un bon chef de famille. **(Un chef de famille nommé « sarko » à l'époque et qui n'a pas su gérer nos comptes.)**

J : Vous demandez à la France des économies. **NM :** Oui, je demande à la France de respecter sa parole ses engagements. Elle ne le fait pas aujourd'hui. **(Hé, soyons honnête jusqu'au bout, elle ne l'a pas fait non plus hier ! Et si on parlait de vos économies « avantages et privilèges »)**

J : C'est Bruxelles qui nous dirige, c'est le parlement Européen ? **NM :** Non, nous avons accepté de construire une Europe ensemble et je crois en cette Europe, je crois en l'union Européenne. **(Si ce n'est pas Bruxelles alors c'est qui ! Moi je n'ai rien demandé, j'ai subi comme les autres et Sarko, en 2008, m'a trahi !)**

J : Réforme des professions réglementées, êtes-vous favorable ? **NM :** Il ne doit y avoir aucun tabou, mais pas à n'importe quelles conditions. **(Lesquelles, les vôtres !)**

J : La famille, êtes-vous favorable aux allocations familiales en fonction des revenus ? **NM :** Attendez, Je vous réponds sur l'ensemble de la politique familiale. Ce gouvernement à attaquer de plein fouet les familles depuis qu'ils sont au pouvoir. J'ai toujours dit qu'il fallait ouvrir le débat sur un plafonnement de ces allocations familiales. **(J'attendais une réponse claire, « oui ou non » mais c'est un jeu qu'elle ne connaît pas !)**

J : êtes-vous favorable à une abrogation sur le mariage pour tous ? **NM :** Non, si nous revenons au pouvoir et aux vues de la situation catastrophique de la France, il y aura d'autres

priorités. Si nous avons fait le constat d'union civile et je regrette que nous n'ayons pas eu le temps de le faire. **(C'est une réponse claire. Elle connaît donc le jeu du « oui ou non »)**

J : Bygmalion vous en avez entendu parler ? **NM** : Oui, bien sûr comme tout le monde. Concernant Nicolas Sarkozy, il n'a pas mis les mains dans le cambouis de cette campagne. Il y a la version de Mr Millot et celle de Nicolas Sarkozy. Moi j'ai tendance à croire Nicolas Sarkozy. **(Vous avez « tendance » cela voudrait dire que vous en êtes pas sûr. Pas de mains dans le cambouis mais dans le coffre de l'UMP.)**

J : C'est difficile de dire qu'Alain Juppé était très bon sur le plateau de télé A2 ? **NM** : Non, je trouve qu'il a fait une très bonne émission de télé. **(On constate encore que sa lui est très difficile de le dire. On ne parle pas de l'émission, Mme Morano, mais de lui !)**

Mon raisonnement :

RAS. C'est une grande copine de Sarkozy, cela se voit. Bonne pour une future place dans l'hémicycle.

Laurent BERGER le 9 octobre 2014 RMC (Secrétaire de la CFDT)

J : Manuel Walls, Premier-Ministre, ouvre le débat sur la durée et le montant de l'indemnisation des chômeurs. C'est un débat légitime ? **LB** : Tout le monde a le droit de débattre, sauf que depuis le mois d'octobre, il y a les droits rechargeables qui sont très concret. Ce n'est pas le moment de revoir les règles. Il y a 5 millions de chômeurs qui vivent difficilement leur situation et ont besoin d'être indemnisé. Le droit rechargeable incite à reprendre un emploi. **(Faut pas se faire d'illusions, ce débat est sûrement pour faire du recul social)**

JJB : Le déficit se creuse inexorablement ! **LB** : oui, parce que le chômage augmente. Il faut donc agir sur le chômage et l'accompagnement des chômeurs. **(Pour info, le déficit ce n'est pas de la faute des chômeurs ou alors, il faut faire payer le déficit par les chômeurs car ils sont montrés du doigt par beaucoup de gens « je plaisante »**

La cause c'est le chômage pas les chômeurs !)

J : Les chômeurs ne cotise pas ! **LB** : Bien sûr, il ne demande qu'à travailler. C'est très dangereux ce qui se passe en ce moment, de pointer du doigt la responsabilité des chômeurs. Y a des jeunes qui sortent de petits contrats et des seniors qui sont exclus durablement de la société du travail. **(Encore heureux qu'ils ne cotisent pas ! Essayez de vivre avec 56% du SMIC et on en reparlera. C'est toujours la faute des chômeurs. Et les gouvernements dans tout ça !)**

J : Jean-Marie Le Guen dit que le système actuel est un frein à la reprise du travail ? **LB** : Non, c'est qu'il n'y a pas assez d'emplois. Il faut qu'il arrête, ils ont une responsabilité, le gouvernement, ce sont eux qui gouvernent donc Mr Le Guen, qu'il s'occupe de gouverner. J'en ai assez qu'on stigmatise les gens qui subissent notre crise économique et sociale. Il faut respecter les chômeurs qui subissent. **(Eh oui, Ce Le Guen, encore un donneur de leçons qui ferait mieux de réfléchir avant de parler. Évidemment, lui ne subit pas la crise. Il faut trouver un coupable et c'est toujours les chômeurs).**

J : Est-on au bord d'une révolte sociale ? **LB** : Je suis inquiet. On est dans une société qui est en train de ce replié, qui n'a plus confiance. **(Et je rajouterai, en 2017, avec le prochain guignol, cela risque de faire boum. Mais le temps que les citoyens réfléchissent et ce fassent plumer encore une fois, de l'eau aura coulé sous les ponts)**

J : Les allocations familiales sur les revenus. **LB** : Oui pour les prestations familiales. **(Donc pas d'accord. Et bien-moi si).**

Mon raisonnement :

Certains veulent remettre en cause les indemniser de chômage. Que veulent-ils ! Créer plus de misère ! N'y en a-t-il pas assez !

Au chômage, il est déjà difficile de vivre avec 56% du SMIC et il faudrait encore le diminuer. Mais où va-t-on. Moi je troquerais bien ma place de chômeur pour une place de ministre, pas vous !

Delphine BATHOT Le 14 octobre 2014 RMC

J : Vous pensez que François Hollande ne veut plus accomplir aucun changement ? **DB :** Quand on regarde chaque jour les actualités, il y a ce sentiment que le pouvoir ne sait plus où il va, il n'y a pas de perspectives, il n'y a pas de projet pour cette société, oui c'est un sentiment largement partagé. **(Là, on est tous sur la même longueur d'ondes. En gros, il s'enlise et ce bateau est en train de couler).**

J : Il n'y aura pas de 2^{ème} mandat pour François Hollande ?

DB : Oui, il n'est pas en situation d'être réélu. J'aspire à des nouvelles têtes. Je ne soutiens pas sa candidature pour 2017. Je ne regrette rien. Il a eu sa chance. **(Là aussi, on est sur la même longueur d'onde. Moi non plus, je ne le soutiendrais pas. On se demande quel genre de tête sortira en 2017 !)**

J : Si c'était à refaire, vous revoteriez pour lui comme en 2012, avec ce qu'il a fait en 2 ans ? **DB :** J'aspire qu'il y est un autre candidat. Je ne regrette pas ce que j'ai fait, en 2012. **(Moi a votre place, j'aurais regretté !)**

J : Le budget qui arrive à l'assemblée nationale, vous le trouver sincère, vous allez le voter ? **DB :** Je ne suis pas d'accord avec ce budget et je vais voir si je le voterais, je ne voterais pas contre non. Je ne jouerais pas la politique du pire. **(Eh bien, on ne peut pas faire plus compliquer. Elle n'est pas d'accord, elle va voir si et elle ne votera pas contre !)**

J : Le nouveau prix Nobel dit que l'austérité n'est pas vraiment le débat. Le débat s'est les réformes **DB** : Là où il a raison, c'est que c'est un peu court de critiquer l'austérité. Il y a une alternative sérieuse et crédible et possible. Sans dénoncer l'austérité, c'est insuffisant. **(Pas très clair comme raisonnement, il faut être un politicien averti pour comprendre. Pour ma part, je serais clair, l'austérité est une grosse erreur)**

J : En matière d'écologie, est-ce que le gouvernement de François Hollande fait pire que celui de Sarkozy ? **DB** : Pire, non, je ne dirais pas ça. On attendait mieux. Sarkozy avait fini par dire que l'écologie, cela commence à bien faire. **(Je soupçonne que Hollande doit penser tout haut ce que disait Sarkozy tout haut. Vous les écologistes, je vous respecte, mais ils vous manipulent à chaque élection. En gros, je pense que vous l'avez compris, ils n'ont besoins de vous qu'au moment des élections, et après...)**

J : Vous voterez la loi pour la transition énergétique. **DB** : Je m'abstiendrais car comme pour les autoroutes, je ne peux pas approuver la privation des barrages hydrauliques. **(Là, j'approuve à 100%. Moi aussi, j'ai toujours dit que les privatisations, c'était une grosse connerie. Les privatisations rapportent à certains « l'état » mais détruisent d'autre « les emplois » !)**

J : On vous fait partir du ministère de l'écologie. Vous avez été victime des lobbyings. **DB** : Il y a un patron d'une grande entreprise qui vend les tubes qui servent à l'extraction du gaz de schiste, qui c'est honorer de ma mise à l'écart avant qu'elle ne se produise et de plus, il est le mari de la Directrice du cabinet du Président de la République. **(Et encore des magouilles politiciennes. Ça existe et existera encore. C'est ce qu'on appelle, le business)**

J : Donc, le Président de la République serait sous l'influence de ces lobbies. **DB** : Non, il y a un système de connivence entre

un tout petit milieu, de très haut fonctionnaire et de grand patron qui nécessite de remettre un certain nombre de frontières étanche. **(Oui, mais ce n'est pas gagné. Sachant que c'est ces mêmes patrons qui gouvernent la finance.)**

J : Faut-il imposer une taxe spéciale aux sociétés d'autoroutes ?

DB : Le contrat passé avec les Sociétés d'autoroutes prévoit la répercussion immédiate de toutes augmentations sur les usagers. **(Donc, ce sont toujours les-mêmes qui crachent au bassinet, nous !)**

J : Le gouvernement n'a pas de solutions ? **DB :** C'est la même comme EDF, est-ce que l'État reprend la main, le contrôle. On peut reformer une sorte de renationalisation des autoroutes. J'y suis favorable. **(Des solutions, ils en ont, mais pas les bonnes. Moi aussi, je serais favorable à une renationalisation mais combien cela va nous coûter ?)**

J : Êtes-vous favorable à une modulation des allocations familiales ? **DB :** Non, je tiens à l'universalité de la politique familiale. Ce qui faut moduler, c'est l'impôt. Ce qui est injuste c'est qu'une mère de famille qui gagne le SMIC comparé a un couple de cadre qui ont un salaire correct. L'aide fiscale au titre du quotient familial entre les 2 ça n'a rien à voir. C'est donc, le quotient familial qui faut moduler. **(Donc il faut tenir compte des revenus)**

Mon Raisonnement :

A la fin, elle n'est pas du tout claire dans ces propos. Difficile parfois à la décrypter. On se demande parfois, si elle s'écoute parler. A certains moments, on sent qu'elle est encore un peu soumise. Vous voyez Mme Bathot, à force de dire n'importe quoi, vous avez coulé !

Jean-Luc MELANCHON le 15 octobre 2014 RMC

J : Hollande a abîmé la gauche. **JLM** : Il a abîmé cette idée du partage, de l'humain, de la souveraineté du peuple. Il faudrait un référendum révocatoire. Si une personne nous plaît plus, on la vire. **(Ce serait une bonne idée mais ce serait également un tel bordel car ils se valent tous. Sauf vous, je présume !)**

J : Es ce que vous demandez le départ de François Hollande ?

JLM : Le remplacer par qui, la politique ne peut pas être seulement un règlement de comptes. Ce n'est pas croyable, vous ouvrez le moindre journal, vous écoutez la moindre radio, tout est dit sur notre pays, les gens sont des bons à rien ! **(Personne n'est irremplaçable ! Les gens dont vous parlez, c'est nous ! Et eux, ils sont bons à quoi ?)**

J : Vous croyez à une révolte sociale ? **JLM** : La révolte se déroule de pleines de façons, j'ai envie de vous dire que même quand il y a une manif de droite, c'est une manière pour le peuple de dire ce qu'ils ressentent. Ceux qui sont au pouvoir, et tous les gens du système qui proposent l'austérité comme horizon, vont se prendre une tannée. On ne peut pas dire à un homme ou une femme jeune, que nous n'avons pas d'autres ambitions pour ce pays que de payer la dette et qu'une fois que l'on aura payé la dette, dans 10 ans ou 20 ans, on commencera à vivre. Non le bonheur c'est maintenant. Donc il faut se débarrasser de ces politiques autoritaires. **(Vous parlez de révolte, ce que je vois moi, c'est que les Français sont tous des moutons. Concernant la dette, enfin, un qui a compris que la dette, on ne pourra jamais la rembourser. Oui, il faut se débarrasser de cette politique d'austérité qui va créer plus de pauvreté.)**

J : Paris ne respecte pas la discipline budgétaire exigée par Bruxelles. **JLM** : Moi je connais le peuple Français, c'est qui Bruxelles, de qui vous parlez, qui sont ces gens. On ne connaît même pas leur nom. Soyons sérieux. La politique

recommandée par Bruxelles est une stupidité qui conduit à une catastrophe pour la civilisation. **(Exactement, ils s'appellent comment ces bons à rien de Bruxelles. Ces gens-là s'en fiche du peuple. Ils sont sur leur petit nuage douillet, les poches pleines de fric et ils se permettent de donner des leçons)**

J : Mr Macron, à propos de la réforme sur l'indemnisation des chômeurs. **JLM :** Vous avez des millions de gens qui n'ont pas de travail, qui tous les jours s'arrachent les cheveux en se demandant comment ils vont s'en sortir et ils entendent à la radio un type qui se prétend être de gauche et qui dit que c'est un tabou. Non, c'est un acquis social, ce n'est pas pareil. **(C'est vrai, quelle idée d'avoir pris ce personnage pour un gauchiste. Il ne sait même pas ce que c'est la pauvreté. Qu'il retourne à son vrai métier « brasseur de fric ».)**

J : Les allocations familiales en fonction des revenus, vous y êtes favorable. **JLM :** Non, l'effort doit être fait au moment où l'on prend. C'est-à-dire on donne d'autant plus qu'on a. Mais il faut bien étaler l'effort et pour l'instant c'est la classe moyenne qui paie tout. La prestation doit être la même pour tous, cela paraît extravagant mais si vous ne donnez pas la même prestation pour tous alors il y aura des gens qui diront « on ne comprend pas, on paie plus que les autres et on en a moins que les autres » C'est comme quand vous montez dans un train, il n'y a pas un train pour les riches et un train pour les pauvres. **(Là, désolé, je ne suis pas d'accord car vous mélancez tout. La solidarité, vous connaissez ! Si l'on donne plus à l'autre, c'est qu'on gagne plus que l'autre. Donc, si on paie plus que l'autre, c'est qu'on gagne plus que l'autre. Vous avez suivi mon raisonnement ! Et je ne vois pas ce qu'un train vient faire là. Certes, il n'y a pas de trains pour les riches et de trains pour les pauvres mais en France, il y a des riches et des pauvres. Donc, il est tout à fait normal qu'une riche paie plus qu'un pauvre. Vous m'avez compris, j'espère !)**

Mon raisonnement :

C'est un très grand orateur. Il a une telle facilité pour manier les mots et les phrases, que le journaliste est presque resté sans voix. Mais de beaux mots et de belles phrases ne nous disent pas comment il gouvernerait la France.

Pierre MOSCOVICIE le 16 octobre 2014 RMC

J : On estime que l'Europe est au ralenti. **PM :** La mission centrale de la commission, c'est que la croissance et l'emploi repartent en Europe. J'irais même plus loin, si cette commission échoue, c'est le projet Européen qui est foutu. L'Europe est en danger. Les élections européennes ont été un avertissement. Elles ont dit que beaucoup de nos concitoyens étaient désenchantés, qu'ils avaient perdu l'espoir. Pour un jeune, comment peut-il se dire que l'Europe est un espoir. S'il n'y a pas de résultat, alors l'Europe aura souffert. Nous sommes l'Europe de la dernière chance. Il y a une mesure qui prévoit un plan d'investissements de 3MD€ sur 3 ans pour toute l'Europe et qui peut représenter entre 35 à 45 MD€ pour la France. **(C'est l'emploi qui fera repartir la croissance. Oui, on est désenchantés, oui, on a perdu espoir et on n'est pas prêt d'avoir des résultats avec ces technocrates Européens.)**

J : A quand ces investissements ? **PM :** ça doit être rapide. Si on dit que c'est sur 3 ans cela doit être fait dans les 3 mois. Dans les 3 mois la décision doit être prise. Nous devons le faire et nous le ferons. Je suis un Européen engagé mais aussi inquiet et la confiance, elle se jugera par les résultats. **(Oui dans les 3 mois la décision sera peut-être prise mais les sous ont les auras quand ? Vous êtes peut-être un Européen engagé mais vous n'êtes pas le seul à décider.)**

J : Si la France ne respecte pas le budget, elle risque la sanction ! **PM :** Moi, député Européen, je défendrais toutes les règles qui disent qu'un pays doit mettre en place des actions

effectives. C'est-à-dire des réformes structurelles et en fonction de cela on évalue le chemin, la trajectoire et on voit si celle-ci est compatible avec les règles. **(Faut pas rêver Mr Moscovici, on saura dans les clous, comme d'habitude et il ne se passera rien).**

J : Es ce que la France risque des sanctions ? **PM :** Il y a des procédures. Il va y avoir un dialogue entre la commission et le gouvernement qui aboutira à des mesures que la commission proposera en fonction des capacités qui sont les siennes. Il n'y a pas d'exception, les règles s'appliquent à tous. **(Le dialogue, on le connaît, vous comme les autres, vous allez pleurnicher un peu, et le tour sera joué)**

J : Et s'il y a sanction, c'est une crise politique en Europe ?

PM : Les sanctions elles existent. Ceux qui disent qu'il n'y a pas de sanctions possibles ne disent pas la vérité. Il y a des sanctions prévues par les traités. Les sanctions, c'est un peu comme de la dissuasion. C'est fait pour ne pas sans servir. Jusqu'à présent on ne s'en est pas servi mais en même temps elles existent. C'est comme de la dissuasion. Il se peut à un moment donné, qu'on utilise cela. Il faut le diadoque pour trouver des solutions plus intelligentes et elles existent. Il faut trouver un terrain d'entente. **(On n'y comprend pas grand-chose dans ce qu'il dit. Encore le dialogue, toujours le dialogue, on a compris. C'est comme je dis plus haut, il va baisser la tête, verser quelques larmes et ce sera gagner).**

J : A quand une fiscalité commune en Europe ? **PM :** C'est un sujet auquel je vais mi attacher beaucoup et j'ai 2 priorités. La première, c'est la lutte contre la fraude fiscale et contre l'évasion fiscale car ça appauvrit les États. La deuxième c'est l'ammonisation des impôts, impôts sur les sociétés, mettre en place une taxe sur les transactions financières. Mais il faut que, tous les États décident ensemble. **(Vous pourrez vous y attacher avec une grosse corde mais vous ne déciderez de**

rien. Vos 2 priorités sont les vôtres mais pas forcément celle des autres pays.)

Mon raisonnement :

Ce débat n'a pas été instructif car les questions non pas eux de véritables réponses. Le dialogue est une chose mais la réalité en est une autre. On a accepté l'Europe avec ses contraintes et maintenant, on le paie. On connaît où le dialogue va aboutir, à plus d'austérité.

Fleur PELLERIN le 21 octobre 2014 RMC

J : Est-ce que la culture c'est pour les riches ? FP : Non, la culture n'est absolument pas pour les riches. Toute la politique que nous menons en faveur de l'éducation artistique et culturelle est pour permettre à la population la plus large possible d'accéder aux œuvres de l'esprit. C'est bien pour ne pas réserver l'art à une élite financière. (Cette question n'est pas anodine. La plus large possible sauf qu'on ne verra pas de smicards ou de chômeurs y aller ! Hollande a bien de la chance lui. L'art ne nourrit pas son homme, qu'on se le dise.)

J : Le coût des événements culturels, si l'on regarde le parcours de François Hollande dans plusieurs sites culturels. S'il on a fait le calcul, cela revient à 73€ pour une personne seule et avec les places les moins chères et 210€ pour 1 couple avec 2 enfants. Est-ce que ce n'est pas trop ?_FP : Il y aura sûrement une réflexion sur la tarification. Mais ce sont des spectacles auquel l'État apporte beaucoup de subvention et si vous comparez à des théâtres ou l'opéra à Londres ou aux États-Unis, c'est bien plus élevé. (C'est bien ce que je pensais, c'est surtout pour les riches. Smicards et chômeurs, pauvre de vous, abstenez-vous !)

J : François Hollande, il sort assez peu de l'Élysée, mais quand il en sort c'est surtout pour des événements culturels. Qu'est-ce qu'il va chercher dans ces expositions ? **FP** : Je pense qu'il va chercher la même chose que vous, quand vous allez au spectacle. A la fois une émotion personnelle, une reconnaissance au monde du spectacle. **(Moi je n'y vais jamais car je n'ai pas les moyens. Au fait, est-ce qu'il paie ses entrées notre Président ?)**

J : Il y a une œuvre qui a fait parler beaucoup d'elle, celle de Paul mc Carthy. Une statue gonflable verte géante installer place Vendôme de forme conique. On évoque un sex-toy. Est-ce que vous la trouver subversive ? **FP** : Elle est sans doute subversive car elle a créé autant de débats. Il y a la liberté d'expression et de création et c'est inacceptable de la vandaliser. **(Ce type doit être un peu dérangé pour gaspiller des ronds pour une connerie pareille ! Sans commentaire.)**

J : Une femme voilée a été exclus de l'opéra bastille. Exclue par ce que certains des artistes refusaient à jouer et chanter alors qu'elle avait le visage couvert. Es ce qu'il fallait l'exclure ? **FP** : La loi est très explicite sur ce sujet. Elle doit être appliquée. Dans un espace public, on ne doit pas être couvert pour être identifié. **(Elle n'avait pas le voile sur les yeux, j'espère !)**

Mon raisonnement :

Désolé de vous l'apprendre Mme Pellerin, mais la culture c'est plus pour les riches que pour les pauvres.

Et pour la communication, il vous reste beaucoup à faire. Pour ma part, la télé, je la regarde de moins en moins car les rediffusions, les télé-réalités, les débats politiques et les personnages comme vous, deviennent lassants.

Manuel WALLS le 23 octobre 2014

J : Suite à la fusillade au Canada, est-ce que vous redoutez que ce genre d'événement arrive en France et qu'est-ce qui est fait pour l'éviter ? **MW** : oui, il y a un risque. Nous continuons à travailler avec beaucoup de pays, dont le Canada. Beaucoup est fait, même si le risque zéro n'existe pas. La France a déjà été frappée par des attentats en 2012 et nous avons déjoué depuis 2012 des attentats. Mais il faut continuer cette coopération internationale, Européenne, mettre en place des processus, des programmes avec les familles qui sont concernées par des enfants, des mineurs, des jeunes. Il y a plus de 1000 français ou résidents qui sont concernés par le djihad (**Il faut faire la guerre au terrorisme, c'est vrai. Risque zéro : quand on voit la sécurité dans certains endroits, on est en droit de se poser des questions. Vous parlez de coopération Européenne, mais certains pays de l'Europe ne se sont pas alliés à la France pour combattre le djihad. Et qui va subir les conséquences de cette guerre ! Pas vous, Mr le Ministre, ni vous Mr le Président mais des innocents qui n'ont rien demandés**).

J : Vous êtes ministre depuis 6 mois, Hier, FH vous a décoré de la grand-croix de l'ordre national du mérite. Est-ce que vous le méritez ? **MW** : C'est une tradition. Le Président l'a rappelé et moi aussi je suis attaché à ces traditions. Tous les 1^{ers} ministres sont ainsi décorés. Je veux garder la tête froide et au bout de 6 mois, on ne peut pas tirer de conclusion et de bilan.

Ce que je sais, c'est que nous avons engagé le pays dans un mouvement de réforme sans précédent. Pas pour faire des réformes pour des réformes mais parce qu'il faut que la France se prépare à être toujours en tête car la France est un très grand pays. Le prix Nobel de Tirole ou de Modiano, un économiste, un écrivain, les réussites de Xavier Niel qui dit lui-même qu'on peut investir. Paris est la capitale des start-up, l'inauguration de

la foire d'art contemporain, inauguration de la fondation NVMH et du musée Picasso. Ce mouvement est important pour que la France ne décroche pas de la globalisation, de la mondialisation économique. C'est difficile pour les Français, ceux qui sont aux chômages, dans la précarité, qui souffre, qui a peur de l'avenir. Donc, il faut un mouvement de réforme et c'est ce que nous faisons pour soutenir nos entreprises pour réduire nos déficits. **(Au bout de 6 mois, vous mérité quoi, Mr Walls. La médaille des avantages et privilèges comme vos collègues de gauche et de droite. C'est peut-être une tradition mais vous êtes de gauche à ce que je sache. On devrait décerner aussi la médaille du meilleur chômeur de France. Ce qui est sûr, c'est qu'avec les réformes que vous faites et que vous allez faire, vous méritez un coup de pied au c...**

La France est un grand pays certes mais avec 5 millions de chômeurs qui n'en non rien à foutre du prix Nobel ou Modiano, et des inaugurations d'un tel et un tel. Et après cela, vous vous permettez de rappeler, que c'est difficile pour ceux qui sont aux chômages, dans la précarité. Vous ne valez pas mieux que vos amis de la droite).

J : Le pacte de responsabilité, TOTAL va toucher 80 millions d'euros au titre du CICE alors que qu'il ne paie pas d'impôts sur les sociétés en France, est-ce normal ? **MW :** On peut toujours corriger tel ou tel dispositif. Le CICE sa marche notamment pour les petites entreprises car cela permet d'investir, de sauvegarder l'emploi, et de créer des emplois. **(Tout le monde sait bien que vous chouchouter ces grosses entreprises, donc, vous ne corrigerez rien. Le CICE va-t-il vraiment aux petites entreprises qui sont en train de crever ?)**

J : Manuel Walls, vous dites que vous êtes de gauche, êtes-vous socialiste ? **MW :** Bien sûr je suis socialiste, mais pourquoi vous faites ça ? Ce sont des débats qui n'intéressent

personne. **(Vous êtes peut-être socialiste mais pas forcément de gauche. C'est vrai que ça n'intéresse personne que vous faite une politique de droite mais ce genre de question vous gêne !).**

J : Vous pourriez, vous, gouverner avec le centre_? **MW :** Bien sûr à condition qu'il soit d'accord avec ce qu'on est en train de faire. **(Évidement, mais apparemment, ils ne sont pas d'accord, donc la question ne se pose pas).**

J : Sur les projets, seriez-vous prêt à refonder un contrat de travail unique ? **MW :** C'est une idée de Jean Tirole prix Nobel d'économie. L'idée est intéressante, les partenaires sociaux ne l'ont pas adopté. Il y a d'autres manières de libérer le marché du travail car nous avons plusieurs milliers de chômeurs. Nous devons respecter les partenaires sociaux. **(Une idée du prix Nobel! Donc, du fait qu'il est prix Nobel, il faut obligatoirement que ce soit une bonne idée. Et si vous écoutiez un peu les milliers de chômeurs, au lieu d'un prix Nobel qui se croit plus intelligent que les autres !)**

Mon raisonnement :

Elle est belle la tradition avec ce genre de personnage qui se dit de gauche. Il ferait mieux de rabattre ses 2 oreilles, arrêté de planer et atterrir vite.

Alain JUPPE 04 octobre 2014 RMC

J : Les Français ne font pas confiance à la classe politique, c'est un vrai problème aujourd'hui ? **AJ :** Oui, c'est un vrai problème. Cette une espèce de rejet de la classe politique qui revient constamment dans les périodes de crise. Gouverner aujourd'hui, c'est complexe et ce qui provoque cette réaction, c'est l'absence de résultats. **(Enfin, vous reconnaissez comme Mr Hollande, que gouverner c'est difficile. Ne vous inquiétez pas, si vous êtes élu, ce problème continuera**

d'exister car ce que vous allez faire sera toujours pire que...)

J : Puisque c'est si difficile d'exercer le pouvoir, pourquoi revenir ? **AJ :** C'est quelque chose que l'on a au fond de soi, l'envie de servir, le goût de la collectivité. **(Je dirais plutôt, quelque chose comme : le goût d'un bon salaire, d'avantages et privilèges et de la collecte des impôts comme au temps de rois).**

J : Le Président du MEDEF propose un licenciement sans justification, que lui répondez-vous ? **AJ :** Moi ce que je recherche c'est d'éviter les clivages inutiles. Il faut apaiser le jeu et ne pas faire de provocation. Il faut garder raison et aujourd'hui, le droit du travail en France est excessivement rigide. Il faut faire comprendre à nos concitoyens que la meilleure manière de faciliter l'embauche ce n'est pas d'interdire les licenciements. Mais de là, à supprimer les garanties des salariés, c'est un pas à ne pas franchir. **(Le début de votre réponse me paraissait intelligent mais la suite un peu moins. Le reste est un peu contradictoire. Mais le flou en politique fait partie de votre langage. Mais on a l'habitude !)**

J : Es ce que vous pensez que Marine Le Pen peut gagner les présidentielles 2017 ? **AJ :** Non, je ne pense pas, car les Français ont du bon sens et ils n'adhèrent pas à ses idées. Deux tiers des français n'adhèrent pas, qu'il faut sortir de l'euro car cela nous protège et personne ne croit que l'immigration 0, puisse exister. **(Un jour ou l'autre, le bon sens s'en ira. Certes, on n'adhère peut-être pas à certaines idées mais à force de nous prendre pour des couillons, on finit par retourner sa veste. Qu'est-ce que vous en savez, que l'euro nous protège.)**

Sacha, étudiante demande :

J : Qu'est-ce que Mr Juppé, comptez-vous faire, pour cette jeunesse désabusée par le monde politique ? **AJ :** C'est le genre de question bateau qui revient sans cesse à laquelle on ne peut pas répondre en 3 phrases. Ce que je recherche c'est à redonner à la jeunesse et à lui dire qu'elle a en elle-même les ressort de son sursaut. Donc, mon message, c'est entreprenez, prenez des risques, allez à l'étranger pour parfaire votre formation s'il le faut, et ensuite revenez en France, car notre pays est un pays formidable ! **(Je dirais, c'est le genre de question gênante car comme les autres, il ne pourra pas faire grand-chose. Attention quand vous dites à des jeunes d'aller à l'étranger parfaire leur formation ! Ce n'est pas très intelligent car ils risqueraient de ne pas revenir).**

Gaëlle, 42 ans : Si demain vous êtes au pouvoir, qu'allez-vous faire pour les classes moyennes ? **AJ :** La priorité sera d'alléger la fiscalité sur les classes moyennes ce qui suppose évidemment, une réduction des dépenses publique.

Une réduction de 100 milliards d'euro sur 5 ans. La production de la France chaque année, c'est 2000 milliards. Donc si je calcule bien, c'est 5% d'économie sur 5 ans. Ce n'est pas gigantesque. Il faut cesser d'augmenter les effectifs de la fonction publique et ne pas renouveler les départs en retraite. Il faudra progressivement amener l'âge de la retraite à 65 ans. Il faut inciter les demandeurs d'emploi à retrouver du travail par une dégressivité des indemnités. **(100 milliards sur 5 ans. Vous êtes comme les autres, pleins de bonne volonté mais ce n'est qu'une théorie et mensonge. Travailler plus longtemps, baisser les indemnités chômage donc finir sa vie au boulot. Si c'est ça vos réformes miracles ! Inciter les demandeurs d'emploi à retrouver du travail ce qui veut dire qu'ils n'en cherchent pas. Partir plus tard à la retraite, c'est empêcher les chômeurs de retrouver un emploi. Vous suivez mon raisonnement !)**

David, 45 ans : conducteur routier :

J : Serez-vous prêt à faire de profondes réformes dans les 6 premiers mois de votre mandat, quitte à mettre des gens dans la rue ? **AJ :** Oui, j'ai 1 projet de 4 grands chantiers. 1, remettre les entreprises à armes égales avec leurs concurrents Européens. 2, c'est l'éducation qui est la mère des réformes et 3, c'est ce que j'ai appelé l'identité heureuse. C'est-à-dire comment convaincre les Français qu'on peut vivre différent les uns des autres mais en partageant les valeurs de la république et la laïcité. **(Avec ses réformes, il va mettre plusieurs gents à la rue et dans les rues. Il a oublié le 4^{ème} chantier. Mais il a dit que pendant ces 5 ans, il ferait toutes les réformes que d'autres n'ont pas fait et qu'il ne s'intéressait pas à l'impopularité car il ne rempilerait pas pour les 5 ans suivants. Je pense qu'il veut rentrer dans l'histoire et donc, ça va faire mal, s'il est élu. Qu'on se le dise !)**

Mon raisonnement :

Comme HOLLANDE, il a dit que gouverner ce n'est pas simple, donc je lui conseille d'y renoncer maintenant. Les autres le pensent aussi mais ne le disent pas. S'il met en pratique son projet, alors je plains les pauvres et les chômeurs, car ils ont du souci à se faire.)

Philippe Devillier le 12 novembre 2014 RMC

J : Pourquoi avez-vous disparu de la scène médiatique ? **PD :** Parce que j'ai changé de vie, j'ai eu un gros pépin de santé, un cancer et j'ai même été très bien soigné à l'institut Curry par la photothérapie et donc je suis guéri mais ce n'est pas pour ça que je reviens. Vous dites que je suis un revenant, non je ne reviens pas en politique, je suis avec vous et ravi de parler avec vous parce que je sors un livre sur Jeanne d'Arc. J'ai changé de vie et cela mérite une explication.

J'ai toujours pensé que le pouvoir était un service, un sacrifice, pas une consommation et pas une carrière. J'ai toujours pensé que je ferais ce que j'ai à faire et je dirais ce que j'ai à dire et ensuite je partirais. J'ai été un lanceur d'alerte sur le plan national, mondialisme. L'écologie avec les abeilles, la question sur la corruption avec Urba, toujours trop top d'ailleurs pour être vraiment entendu et sur le plan de la Vendée. J'ai créé le vent des globes, des réseaux routiers etc., et mon but était de faire de la Vendée le taux de chômage le plus bas. Quand j'ai eu se pépin de santé et ajouté au dégoût de toutes les petites trahisons toute la matière première. **(Si vous avez été très bien soigné, et bien tant mieux pour vous car ce n'est pas le cas pour tout le monde. Je vois que vous adorez Jeanne-d'Arc comme le FN. Vous venez donc vider votre sac plein de pommes pourrit pour vous soulager. C'est bien, mais vous êtes le seul pour l'instant !)**

J : *Mais vous, vous avez le dégoût de la politique, vous dites que c'est un cloaque.* PD : Ah oui, oui c'est un cloaque, un marécage et je dirais même qu'en ce moment, l'image qui me vient à l'esprit, une piscine fangeuse, sanguinolente dans laquelle barbotent et se mangent entre eux des caïmans et des crocodiles. Et maintenant que je suis à l'extérieur de cette société de connivence ou tout le monde se connaît, partagent le même mode de vie et les mêmes souvenirs et trahisons, je me dis : quel discrédit et quelles responsabilités ils portent ces gens-là, tous ces politiciens. Pourquoi, parce que tout le monde les regarde et on se dit que c'est toute forme d'autorité qui est ainsi. Il y a une espèce de contagion, de contamination sur la société entière. L'exemple vient d'en haut et quand on a de tels exemples comme en ce moment avec cette bataille de polochons, avec un ancien Premier ministre et un secrétaire Général de l'Élysée, on a tous les ingrédients de cette société de connivence. Ils sont copains entre eux, ils sont amis ennemis pour trahir un autre ami **(Belle description de la politique**

actuelle et à venir également. En un mot, une bande de clowns qui jongle avec des mots, des phrases, les mensonges. C'est vrai ce que vous dites, Mr Devillier « connivences, trahisons, etc. » mais vous y étiez à l'époque non. Maintenant que vous en êtes sorti, vous vous permettez de critiquer ! Allons, ce n'est pas sérieux ! Mais je vous donne quand même raison de vous lâcher un peu maintenant !)

J : Pourquoi cette situation ? PD : Parce que quand il n'y a plus l'obsession du bien commun. Il ne reste que les querelles de personnes, que les carrières, que les ambitions et que les vanités. Ils ont largué la France et la politique est devenue un simulacre. C'est-à-dire que les hommes politiques font croire qu'ils ont un pouvoir qu'ils n'ont plus. Se sont devenu des commissaires livreurs. Ils livrent les lois qui se décident à Bruxelles, la politique monétaire qui se décide à Berlin. (Cela fait partie du métier de politicien l'ambition et la vanité. Larguer les autres pour soi, c'est tout à fait ça. C'est comme je dis, les hommes politiques sont des menteurs et des manipulateurs avertis. Ils nous ont livrés à Bruxelles et l'Allemagne, qui dirige tout. Il a fini par tout comprendre, Mr Devillier. Un peu tard, mais mieux vaut tard que jamais.)

J : Vous mettez Hollande et Sarkozy dans le même sac ? PD : C'est Sarkolande. C'est le traité de Lisbonne, c'est la même politique. Ils sont d'accord sur l'idée d'une soumission de la France à des autorités extérieures. (Sarkolande, elle n'est pas mal. Je n'en dirais pas plus car vous aussi étiez contre cette Europe)

J : Vous êtes proche de marine Le Pen ? Non, je vous ai dit que je ne reviens pas dans la cuisine. Je n'ai pas envie de distribuer les bons points ou faire la distribution des dragées à la grand-messe. Par contre, avec tout ce qui se passe en ce moment, il ne faut pas d'être étonné que nous soyons à la veille d'un tremblement de terre parce que les Français qui nous écoutent, qui nous

regardent sentent bien que les hommes politiques ont largué la France. Cette classe politique est morte car elle a voulu enterrer la France. **(Quand même, à l'époque, dans vos recettes politiciennes, il y avait des ingrédients FN ! mais actuellement, il y en a aussi chez les autres donc, je ne me permettrais pas de vous critiquer. Non, la classe politique n'est pas morte, elle veut toujours enterrer la France et elle a encore de beaux jours devant elle car la plupart des Français sont des...)**

Mon raisonnement :

Il a bien changé Mr Devillier mais un peu tardivement. C'est normal, ce genre de livre ce vend très bien. Il fait son mea-culpa et c'est à son honneur !

Henry Guaino le 14 novembre 2014 RMC

J : La Russie avertit la France qu'elle a 2 semaines pour livrer le mistral sinon nous allons demander des compensations financières, doit-elle les livrer ? HG : oui, la France a pris des engagements et il est normal qu'elle livre. Sinon, que vont en penser tous les autres, que vaudra la parole de la France ! Ça va coûter très très cher et aussi en matière de crédibilité. **(C'est bien Mr Guaino, je vous approuve car vous avez raison. Quand on prend des engagements, on les tient. Ça va nous coûter surtout à nous les contribuables.)**

J : Que peut faire la France par rapport à ce qui se passe en Ukraine ? HG : L'Ukraine, c'est Russe. On ne peut pas négliger la Russie. Il faut regarder les choses en face. Le grave problème de cette affaire, c'est que la politique Européenne et parfois la politique Américaine se bâtit sur la table rase de la culture de la géographie et de l'histoire. **(Encore une fois, Mr**

Guaino, je vous approuve. Les Russes ne nous emmerdes pas, alors laissons les tranquilles)

J : Nous sommes à la remorque des Américains ? **HG :** Ces Américains ne sont plus les seuls responsables de l'OTAN. Cette espèce de politique d'encerclement de la Russie ne peut mener qu'à des désastres. Il faut travailler avec la Russie. **(Je continue à être entièrement d'accord avec vous Mr Guaino. Les Amerloques ont trop tendance à vouloir mener le monde. La Russie n'est pas notre ennemie, pendant la guerre, elle n'était pas contre nous.)**

J : Cela vous choc que Jean-Claude Juncker soit président de la commission européenne alors que le Luxembourg est un paradis fiscal ? **HG :** Mais c'est le visage de l'Europe qu'on est en train de faire. Il a été choisi par tout le monde. Il faut que l'on arrête de faire de la politique comme ça. On découvre brusquement une entreprise de pillage fiscal organiser, pas illégale, mais totalement immorale de tous les partenaires européens du Luxembourg. Et on met Mr Juncker à la tête de la commission. C'est ça le visage de l'Europe, c'est ça l'Europe que nous voulons ! Il aurait fallu avoir le courage de dire au français lors des élections européennes, quand vous voter pour nos listes vous voter pour le programme du PPE. Et quand vous voter pour les candidats du PPE vous votez pour Mr Juncker et je l'ai dit. Il faut reconnaître que c'est une faute. Non, il ne doit pas rester à la tête de la commission ou alors cela veut dire que c'est l'Europe que nous voulons. **(Exactement, c'est le vrai visage de l'Europe que nous voyons. Pour ma part, je n'ai jamais voulu de cette Europe-là. A ma connaissance, quand vous et vos collègues étiez au pouvoir, on ne vous a pas trop entendu sur ce sujet. C'est vrai que ce n'est pas illégal mais alors pourquoi aller placer son fric là-bas et pas en France ? Cela démontre bien cette Europe de capitaliste sans vergogne. Cette Europe de connivence mais cette Europe que certains ont voulue et veulent encore)**

J : Aucun responsable politique ne peut dire qu'il n'y aura pas d'augmentations d'impôts ? **HG** : Les responsables politiques ne devraient pas s'engager sur ce genre de terrain. Néanmoins la clé de tout ça, ce sont nos obsessions sur les déficits budgétaires et si vous en fait une priorité et bien, qu'est-ce qui vous reste. Si vous augmentez les impôts, qu'est-ce que vous croyez qui arrive après ! Les gens sont étranglés, les impôts rentrent moins et les déficits se creusent. C'est cette espèce de cercle vicieux ou on est entraîné depuis 2010, depuis que les grands pays développés, on fait un tête à queue dans la politique économique et ce sont mis à vouloir tout resserrer et être obsédé par le déficit qui fallait à tout prix réduire. C'est la pire façon de si prendre car on fait que de les creuser, ce n'est pas moi qui le dit c'est le FMI, la banque centrale. **(Bonne analyse Mr Guaino. Eh oui, les déficits toujours les déficits. Mais vos collègues ont une part de responsabilité aussi, et si on en fait une priorité et bien, on va droit dans le mur. Tous ce que vous citez, c'est une politique d'austérité qui met à mal les Français. Pas tous, mais en premier lieu, les plus démunies. Et je rajoute, certains de vos collègues veulent continuer dans ce sens)**

J : Déclaration du patrimoine, vous étiez contre ! je crois que 3 parlementaires de l'UMP auraient des avoirs à l'étranger ?

HG : Je n'ai jamais été contre la déclaration du patrimoine, je suis contre de la rendre public. Je suis contre la transparence qui oblige des gens à se déshabiller sur la place publique. Sur les 3 parlementaires, ça me choc qu'ils soient montré du doigt. Si l'on veut la transparence, il faut aller jusqu'au bout. Il faut que tout le monde affiche tout. Il faut supprimer le secret de l'instruction, tous les secrets, toutes les discrétions, toutes les intimités. D'abord, Il n'est pas interdit de détenir un compte à l'étranger. On peut reprocher d'avoir été un peu négligeant. Est-ce qu'on peut au moins par respect pour l'honneur des gens ne pas déverser ces torrents de boue dès que quelqu'un se

retrouve dans la presse. **(Vous êtes à la foi pas contre mais contre. Pourquoi ne pas la rendre publique. On ne vous demande pas de vous mettre à poil, on n'ira pas jusque-là ! Et si vous e afficher tout sur la place publique, on ne vous critiquera plus, sauf si...**

Pour éviter ces torrents de boue comme vous dites, soyez honnête, transparent. Plus d'enrichissement personnel, SVP).

Mon raisonnement :

Il y a du changement chez Mr Guaino. Avec toutes ces années, il s'est rendu compte de certaines choses. Mais ça reste un Sarkoziste. Bon raisonnement s'il ne change pas de fusil d'épaule d'ici 2017.

Gerald DARMANIN le 17 novembre 2014 RMC

J : Si Nicolas Sarkozy est élu Président de la République en 2017, abrogera-t-il la loi sur le mariage pour tous ? GD : Qu'a-t-il dit Nicolas Sarkozy. Il a dit qu'il était pour l'abrogation, pour une réécriture profonde de la loi Tobira. Il n'a pas changé d'un iota et samedi dernier il a été extrêmement courageux devant cette salle de militants, devant les positions de Bruno Lemaire et Hervé Mariton « oui à une union homosexuelle, non à un mariage et au droit à l'affiliation. **(Vous avez raison, il n'a pas changé, ce qu'il dit maintenant, il ne le fera pas forcément après, on a l'habitude)**

J : Avait-il dit cela ? GD : Oui ! (Désolé, vous n'êtes pas en phase avec lui, après écoute, il n'a pas dit cela. Il a bien dit avec son tique « hochement d'épaule » qu'il l'abrogera donc, l'annulera. Vous êtes donc, comme votre copain « Saint Nicolas », un sacré menteur).

J : Vous parlez d'abrogation de la loi et c'est vrai que la droite a souvent brandi cette menace ou cette proposition. Abrogation de l'avortement, de la peine de mort, le Pacs sur les sujets de société et rien n'a jamais été abrogé. **GD** : Pour l'avortement, je n'étais pas né, pour la peine de mort, je n'étais pas né non plus et pour le pacs je n'avais pas encore mon baccalauréat. **(Réponse de Polichinelle détournée et trop facile. Il est tant qu'il enlève ses couches et se conduise en adulte).**

J : La campagne de Nicolas Sarkozy n'a pas coûté un centime aux contribuables. On nous a donné zéro Franc, Zéro centimes, c'est totalement faux ! **GD** : Il parlait de la campagne de 2012, vu qu'il n'a pas été remboursé, cela me paraît normal. Les dons des militants n'ont pas coûté un centime aux contribuables. **(Finalement, ils sont cons ces militants. Il a vraiment de la chance, St Nicolas, il fait l'aumône et sa marche).**

J : Ils sont déductibles des impôts les 6 millions d'euros !

GD : bien sûr qu'ils sont déductibles des impôts et encore heureux. Ce qui compte, c'est que Nicolas Sarkozy revienne avec une position d'équilibre et de rassemblement. **(Ce qui compte plus tôt, c'est que ça ne lui coûte pas un sou ; Bravo, il est machiavélique, St Nicolas)**

J : Est-ce que vous abrogez lez 35h ? **GD** : Non, car si vous abrogez les 35h, vous abrogez les heures supplémentaires. **(Espérons-le, mais j'en doute. Si Nicolas Sarkozy revient au pouvoir, on sait déjà comment il va se comporter. « Avec le masque de Pinocchio »).**

Mon Raisonnement :

Il dit la plupart du temps le contraire de son patriarche Nicolas Sarkozy. Un petit jeune sans prétention qui veut ce là péter. Lèche-botte de 1^{ère} classe, pas clair dans ses raisonnements. Le petit roquet de Nicolas Sarkozy tout simplement. C'est logique, il vise une bonne place pour 2017.

Marisol TOURAINE le 21 octobre 2014 RMC (ministre de la santé)

J : La une de « voici » nous montre le Président de la République et Julie GAYET dans l'enceinte même de l'Élysée. Est-ce qu'il doit clarifier sa situation personnelle ? **MT :** Je ne sais pas comment vit le Président de la République et c'est à lui de prendre cette décision. Je n'ai pas de commentaire à faire sur la vie privée du Président. **(Là, je suis d'accord avec vous, on s'en fiche complètement et cela ne m'intéresse pas).**

J : Je vous demande s'il doit clarifier sa situation personnelle ?

MT : C'est à lui de décider s'il veut clarifier ce qu'est sa vie personnelle. **(Qu'est-ce qu'on en à foutre de sa situation personnelle, c'est la vie de certains Français qui nous inquiète !)**

J : Je me mets à la place des Français. Es ce que se serait bien que les Français sachent qu'elle est sa vie personnelle ? **MT :** Encore une fois, C'est une décision qui relève de lui, et je regrette ce principe des photos volées, des photos qui sont publiées à la une des journaux et qui viennent empiéter sur la vie privée du Président. Je ne suis pas là pour lui dire de parler de sa vie privée. **(Vous n'avez rien à faire d'autre, vous les journalistes, qu'à poser ce genre de questions qui n'intéresse qu'une minorité de curieux. Vous seriez content que l'on vous épie toute la journée pour savoir ce que vous faite. Il y a d'autres sujets plus importants à traiter et je pense que ceux qui sont au chômage, ceux qui gagnent le SMIC, le RSA et ceux qui n'ont pas de logement, se moque complètement de la vie privée du Président.)**

J : Les 35h : M. Macron veut les rendre un peu plus flexibles_?

MT : Aujourd'hui, les 35 h c'est une référence et si vous travailler plus vous allez avoir des heures supplémentaires et c'est quand même utile d'avoir des références. Pour beaucoup

de Français, l'objectif c'est de pouvoir travailler 35h parce que pour la plupart des jeunes, on ne leur propose même pas un contrat à 35h. On leur propose des contrats à 20h, 24h, qui gagnent 700, 800€/mois. Les 35h c'est un horizon qu'ils n'arrivent pas à atteindre. Les entreprises demandent plus de souplesse, plus de flexibilité. Je ne suis pas contre la souplesse mais j'aimerais entendre aussi les entreprises s'engager pour de la sécurité, apporter des garanties pour leurs salariés et je crois au dialogue social. **(Oui, c'est une référence et avant de remettre en cause les 35h, raisonnons intelligemment avant de les supprimées. La flexibilité existe déjà dans la plupart des entreprises par des accords renégociés.)**

J : Le travail du dimanche : là aussi M. Macron veut changer les choses ! **MT** : Travailler le dimanche, je trouve que c'est une bonne chose. Il y a des secteurs géographiques « pas partout » ou il y a un besoin d'acheter. Pas seulement des touristes, se serait une bonne chose pour notre économie et aussi pour nos salariés. Mais le travail du dimanche à deux contreparties, le volontariat et une rémunération améliorée. Si possible le double. On ne peut pas travailler le dimanche, comme un jour de la semaine. **(Pour ma part, je considère que le dimanche est fait pour ce reposé. Il ne doit pas être imposé. Mais lors de l'embauche la question sera posée et il faudra bien réfléchir à la réponse !)**

JJB : Tiers payant chez le médecin : ils sont en colère, ils n'en veulent pas, vous le maintenez ? **MT** : L'objectif de cette loi, c'est de faire en sorte d'accéder à notre système de santé plus simple, plus directe et c'est là que les problèmes financiers peuvent exister. Je veux favoriser le tiers payant. C'est l'assurance maladie et les complémentaires qui payeront, et elles seront remboursées en quelques jours, moins d'une semaine. Il y aura des garanties apporter dans la loi **(moi, je ne suis pas en colère. Plutôt content de cette décision, car je suis marié, 3 enfants et quand ils tombent malades, cela me**

coûte bonbons. Mettez-vous à la place de quelqu'un qui touche le SMIC. Il ne faut pas se mettre à la place des riches mais des pauvres car il y en aura de plus en plus.)

J : Es ce que vous aiderez les médecins financièrement ? MT : la plupart des médecins sont déjà équipés. Il y a une quinzaine d'années, il y avait eu une opposition quand on a dit « on va mettre la carte vitale chez le médecin » on a dit que se sera compliqué on n'y arrivera pas et aujourd'hui la plupart des médecins se sont informatiser (Comme elle l'a si bien dit, il y a 15 ans, les médecins faisaient la gueule pour la carte vitale et cela s'est bien passé. Ne plus avancé d'argent est une bonne chose. Les seuls contestataires se sont ceux qui ont les moyens d'avancer le fric).

J : Les patients seront déresponsabilisés, sur-consommateurs !

MT : Vous croyez que les patients vont chez le médecin pour ce faire plaisir, alors que c'est parfois difficile d'avoir un RDV. Et s'il y a des personnes qui vont à l'hôpital, c'est parce qu'aux urgences on n'avance pas d'argent. Il y a là, une façon de permettre à des gens pas forcément pauvres, quand vous avez 2000€/mois et 2 enfants qui tombent malades en même temps. Vous êtes bien content de ne pas avoir à avancer d'argent. (Exactement, en plus, elle a pris mon exemple. Je ne vais pas chez le médecin pour le plaisir. Moi-même, je suis atteint de fibromyalgie, cholestérol, etc., et je suis amené à consulter souvent, pas pour le plaisir, non. Encore une fois, mettez-vous à la place des personnes qui sont atteint de certaines maladies, qui ont des traitements lourds et un petit salaire. Il n'y a que les biens lotis, qui critiquent.)

Mon raisonnement :

Au niveau de la santé, je considère que Mme TOURAINE a la tête sur les épaules.

Bruno LEMAIRE le 06/04/15 RMC

J : L'UMP va être rebaptisé « Les Républicains » Vous confirmez ! **BL :** Je n'ai pas d'informations. Je dois rencontrer Nicolas Sarkozy, je lui poserais la question. Ce n'est pas important pour moi. Ce qui est important, c'est ce que nous proposerons. Nous sommes tous Républicains. **(Je confirme et je signe, PMU « parti des menteurs et usurpateurs » Oui, vous êtes tous républicains, à la seule condition de ne pas mentir et de ne pas tricher en politique)**

J : Primaire UMP : 2€ pour voter, tout le monde pourra voter ?

BL : Tout le monde pourra venir voter, même les électeurs de gauche du moment, qui signent la charte de valeur et qui paient ses 2€. Plus elle sera large, plus il y aura de Français qui s'intéressent à un grand rendez-vous démocratique pour le pays, mieux ce sera. Parce que l'enjeu derrière, c'est quoi ! C'est d'avoir une élection Présidentielle 2017 pour un candidat et un projet et pas une élection contre le PS ou contre François Hollande. Ça ne suffit pas. Ce qui compte, c'est qu'on crée un espoir. **(Pour ma part, je ne perdrais pas mon temps et mon argent à cette mascarade. Donc, plus il y aura de couillons qui la signeront et qui paieront 2€, plus il y aura de couillons qui s'intéresseront à un grand rendez-vous démocratique et mieux sa sera. « Mais pour qui ? » Vous avez encore raison, l'espoir fait vivre. Mais là, elle fait vivre votre nouveau parti !)**

J : Combien de votant pour qu'elle soit réussi cette primaire ?

BL : 2 millions de votants ce serait un beau résultat. Il y a une volonté de participer à la vie politique en France qui est considérable. On a eu tous ensemble la force de créer ces primaires, c'est très bien. **(Si je calcule bien, 2€ par tête de pipe fois 2 millions, cela nous fait une coquette somme de 4 millions d'euros. Le jackpot pour le nouveau parti. C'est**

bien ce que je dis, PMU aurait été une bonne idée. Une volonté de participer à la vie politique mais de qui parlez-vous ? La guerre aux primaires et ensuite le ralliement. On a l'habitude de cette comédie.)

J : Serez-vous candidat aux élections régionales ? : BL : Non, j'ai toujours dit que je suis opposé aux cumuls des mandats. Je dis qu'aujourd'hui qu'il faut avoir un mandat, un salaire. (Enfin une bonne réponse, le non-cumul des mandats. Il faut quand même préciser que plusieurs mandats c'est plusieurs salaires. Mais vous pourriez nous sortir une loi pour un seul mandat mais avec un gros salaire)

J : Pourquoi être candidat aux primaires ? BL : Parce qu'on veut porter quelle chose de différent, des pratiques politiques différentes, parce qu'on a des pratiques politiques différente des autres, parce qu'on croit en son pays. Mais il faut être prêt.

Le jour où je serais prêt, je porterais quelque chose de nouveau. Le jour où je serais prêt à dire à un gamin de 10 ans, si tu travailles on aura changé ensemble le système scolaire tu réussiras, tu auras une belle vie. Le jour où je pourrais dire à une femme seule avec ses 2 enfants et qui n'a pas d'emploi parce qu'elle n'a pas de qualifications et que je lui dis : voilà j'ai trouvé une solution alors là, je dirais que je suis prêt. Mais ce n'est pas pour aujourd'hui. **(Vous voulez nous faire croire finalement que vous êtes différent des autres. Vous n'êtes donc pas encore prêt le jour où vous le serez, vous nous le direz. Pauvre gamin de 10 ans, pauvre femme seule avec des enfants, pauvre patrons de PME.**

Soyez patient car le Monsieur doit encore réfléchir à ce qu'il veut vraiment faire !)

J : Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, François Fillion, ce n'est pas le renouveau ? : BL : Ils peuvent très bien s'il le souhaite porter le renouveau. Je suis peut-être moins longtemps qu'eux sur la scène politique. C'est un fait. J'ai entendu dire NS qu'il rétablirait le cumul des mandats. C'est son droit, c'est

parfaitement respectable. Je suis totalement opposé aux cumuls des mandats. Il faut limiter à trois les mandats parlementaires. **(Je pense que vous êtes peut-être encore trop jeune pour eux, pas assez d'expérience. Alors attendez quelles années avant de vous présenter. Nicolas Sarkozy est pour le cumul, vous, vous êtes contre. J'ose espérer, que vous refuserez un poste de ministre si Nicolas Sarkozy est élu en 2017).**

J : Vous dites qu'il faut inciter les citoyens que viennent du privé à se lancer en politique et les aider. **BL** : Partout, je vois les citoyens qui disent « mais nous, on veut reprendre le pouvoir ». Ils ont raison, parce que le pouvoir leur a été confisqué. Regardez, les hauts fonctionnaires, ce n'est pas difficile pour eux de faire de la politique. Si jamais ils étaient battus, ils retrouveront leur poste, leurs traitements, leurs avantages. Quand on est chef de rayon chez cora et que vous voulez faire de la politique, vous pensez que cora va le reprendre comme chef de rayon ! Non, cette personne va se retrouver à Pôle emploi. Et bien c'est injuste. Moi **je voudrais** qu'on permette aux salariés du privé, de faire de la politique avec la garantie et qu'au bout de leur mandat, il retrouve une facilité à retrouver un emploi. **(Ils vous disent ça, les citoyens que vous rencontrez ! Alors dites-leur de faire la révolution tout simplement. Mensonge, Mr Lemaire, le pouvoir ne nous appartiendra jamais, sauf lors du vote. Eh oui, vous l'avez bien dit, il faut être fonctionnaire pour faire de la politique et surtout pas chef de rayon, ni maçon, ni balayeuse, ni éboueur et surtout pas chômeur. Pardon, si chômeur vous le pouvez car si vous êtes battu, vous serez embauché chez pôle emploi.**

Vous aurez tous remarqué que j'ai mis en gras « je voudrais » car c'est encore une subtilité politicienne).

J : 1,5 la prévision de croissance du gouvernement pour 2016. Est-ce que vous pensez que le chômage va baisser avant 2017_?

BL : C'est possible, il peut baisser à la marge, mais est-ce que

ça changera fondamentalement la situation des Français. Est-ce que ça changera fondamentalement la situation des milliers de chômeurs qui s'inquiètent, non. Le drame de la France aujourd'hui, c'est qui a tous ceux qui ont de la chance d'avoir un CDI ou d'avoir un emploi à vie dans la fonction publique et il y a tous ceux qu'on oublie, tous ceux qui sont au chômage de longue durée, toutes ces femmes seules avec enfants qui ne peuvent pas trouver d'emplois, tous ceux qui sont cassés par la vie, tous ceux qui sont intérimaires, tous ceux qui sont en CDD. C'est en faisant enfin un choix d'un nouveau modèle économique et d'un nouveau modèle social. C'est d'être capable de dire le code du travail, désolé, c'est plus possible. C'est plus possible d'avoir 1500 pages pour un boulanger ou une PME, TPE, priorité absolue. Facilité à l'accès du crédit bancaire. Discutons avec les banques. Essayons de voir avec elles plutôt qu'avec la banque publique d'investissement. Mettre en place un accord d'entreprise qui l'emporte sur le code du travail. **(Tous ceux qui ont de la chance d'avoir un CDI ou un emploi à vie comme vous dans la fonction publique. Mais il y a les autres à qui vous promettez monts et merveilles depuis plusieurs années. Nous ne sommes plus stupides. Quel modèle économique et social proposez-vous ! 50 pages en faveur des patrons. Les banques vont vous suivre dans votre projet ambitieux, en êtes-vous sûr !)**

J : Vous allez rencontrer Nicolas Sarkozy et vous savez ce que je pense : c'est qu'il va vous proposer le poste de premier ministre. **BL :** Je vous rappelle que c'est les Français qui éliront le candidat aux primaires. **(Peut-être pas le poste de premier ministre mais un poste de ministre, c'est certain).**

Mon raisonnement :

Quand on pense qu'il y a des milliers de chômeurs, des milliers de personnes qui ont du mal à finir les fins de mois, qui n'ont pas grand-chose pour se nourrir ou se loger et

qu'il y a des candidats sans vergogne qui veulent nous faire croire encore qu'ils vont tout changer. Ils organisent des primaires qui coûtent des milliers d'euros, des adhérents qui cotisent pour ces gens-là et vont voter à ces primaires. Mais les couillons dans tout ça, ce ne sont pas les polichinelles qui profitent de cette situation, mais vous tous qui les soutenez.

DEBATS 2016 :

Louis Galois le 21 janvier 2016 RMC.

J : La vie d'un entrepreneur est plus difficile que celle d'un salarié. E Macron a dit cela. **LG :** Moi, je ne fais pas de concours de beauté entre les uns et les autres. Il y a des patrons qui ont des situations extrêmement difficiles et qui poussent même jusqu'au suicide parce qu'ils ont des responsabilités considérables et ça pèse. Mais un salarié qui est licencié dans une zone qui n'a pas d'emplois et pas de formations, ils sont également dans une situation critique. Et on parle aussi de suicide d'agriculteurs. Les difficultés existent. Ce débat est excessif mais E Macron, à lâcher cette phrase parce qu'il est sensible. **(Très bonne analyse, Mr Galois, sauf que si Macron à lâcher cette phrase, c'est qu'il a plus de considération pour les entrepreneurs que pour les salariés. Il faudra qu'il pèse sa sensibilité.)**

J : Quel jeu joue-t-il ? **LG :** C'est un ministre dynamique qui veut faire des réformes radicales. **(Faire des réformes radicales sans réfléchir aux conséquences. Il faudra qu'il réfléchisse avant de se lancer dans des réformes irresponsables)**

J : Est-ce que l'on doit aller plus loin en matière de lutte contre le chômage ? **LG :** La lutte contre le chômage c'est un travail de longue haleine. Il faut mettre le paquet sur l'investissement

qui sera la clé de l'emploi de demain. Il faut que l'épargne des Français aille à l'investissement productif. Hors, l'investissement des Français va vers la rente, vers l'immobilier, le livret A et l'assurance-vie. Trois domaines où l'on ne prend pas de risque. Hors, il faut encourager la prise de risque. Je fais une proposition : Qu'on sorte les actions de l'ISF. Cela permettra aux Français d'investir en actions donc dans les entreprises. Ce qui permettra aux entreprises d'investir et de grandir. Il y a une telle urgence à relancer l'investissement qu'il faut oser les choses. Il faut dire aux Français que l'argent que vous mettez dans l'entreprise, c'est de l'argent qui est bien placée pour le pays. **(L'investissement est une chose. Que les Français investissent dans leurs entreprises, c'est une idée noble, mais vous parlez de quels Français, Mr Gallois, les riches ou les Pauvres. Là, vous parlez d'un placement à risques, sans aucune garantie. Vous croyez vraiment que les Français sont prêts à cela ! A moins que l'État garantisse leurs misent. Les jeunes vont plutôt penser au placement pour leur future retraite. Et combien de députés ou sénateurs, seraient prêt à placer leurs économies dans une entreprise ?)**

J : Vous étiez le premier à parler du choc de compétitivité. Si vous deviez réécrire votre rapport sur la compétitivité parue en 2012, que changeriez-vous ? **LG** : Il y a un domaine qui est essentiel pour moi. C'est le logement ! parce que le fait que les Français paient extrêmement cher le logement ou soit mal loger est un handicap à la compétitivité. Il faut le dialogue social. J'entends dire que l'on va révolutionner le code du travail. Moi je suis plutôt pour donner plus de place à la négociation et donc à l'accord d'entreprises ou à l'accord de branche. Mais pour signer des accords, il faut des partenaires donc il faut des syndicats qui soient fort et responsables. Pour qu'ils soient fort et responsable, il faut que la direction donne un chèque pour qu'ils adhèrent au syndicat qu'ils veulent. Ensuite, il faut

s'occuper de la carrière des syndicalistes. Leur carrière n'est pas protégée. En Allemagne, le syndicaliste a un acquis et c'est considéré comme un élément dans sa carrière. **(C'est vrai qu'il manque énormément de logement et que dans certaines villes c'est très cher. Mais quand il y a des personnages comme Hervé Mariton qui dit : il faut supprimer les logements sociaux ! On marche à reculons. Pour le dialogue social, j'adhère à cette réflexion. Concernant la négociation par accord, cela existe déjà. Révolutionner le code du travail, serait une grosse erreur. Un chèque pour adhérer à un Syndicat se serait une bonne idée. Sauf que les patrons vont vous tomber dessus car ils paient déjà assez. Que la carrière des syndicalistes soit reconnue et protégée, plus facile à dire qu'à faire.)**

J : Faut-il modifier les règles du chômage. 30 milliards de dettes à l'UNEDIC ? **LG :** Changer les règles quand il y a un chômage de masse ce sera très difficile. Il y a 200 mille chômeurs qui sont à moins de 2 ans de la retraite et il y en a 400 milles qui travaillent 15 jours, qui sont au chômage 15 jours et qui touchent leur salaire sur 15 jours, l'allocation chômage sur 15 jours, presque un salaire complet. Ce sont des situations qui ne sont pas normales. En plus, le plafond maximum est très élevé, 6200€ net. Mais toucher à l'assurance chômage en période de chômage de masse, ça va être difficile. **(Avec nos polichinelles, il n'y a qu'une règle qui marche, appauvrir l'être humain pour faire des gains. Qu'ils se soulagent un peu de leurs salaires, avantages et privilèges, avant de pondre des lois irresponsables. Le plafond est trop élevé, baissons-le tout simplement)**

J : Hervé Mariton dit qu'il faut supprimer les logements sociaux, **LG :** Je me dis qu'il est sur une autre planète que moi, il y a 1 millions 600 milles ménage qui sont en liste d'attente de logements sociaux. Il y a 30 milles nuitées hôtelière chaque soir, 40 milles dans la France entière et cela coûte chère. Il y a

un mal logement que la fondation Labé pierre stigmatise. Il faut construire des logements sociaux en France, très sociaux à des gens qui ont un pouvoir d'achat très limité. L'argent existe, le livret de caisse d'épargne est là pour financer les logements sociaux. Il y a des maires qui ne veulent plus construire des logements sociaux. Beaucoup refuse de le faire et c'est un handicap majeur. **(Ce Mariton est sur la planète des singes. Qu'on le mette au froid, sous un pont pendant une semaine pour qu'il cogite un peu face à sa connerie. Ce n'est qu'une réflexion de raciste. Pour lui, logement sociaux égal logement pour les étrangers. Les maires refusent de construire des logements sociaux, alors imposons une vraie loi qui l'oblige et arrêtons de tourner autour du pot.)**

Mon raisonnement :

Pour un ancien patron, il a quand même la tête sur les épaules.

Geneviève de Fontenay le 22 janvier 2016 RMC

J : Les sociétés du cac40 ! **GDF :** Trop généreux pour leurs actionnaires. 55 milliards de distributions à leurs actionnaires et après on se demande pourquoi il y a encore du chômage. Au lieu de réinvestir, on ferme des usines. Quand je vois ces footeux avec leurs machins, leurs Fly-Emirates. Alors qu'en même temps, on licencie 2500 personnes à air France, on vend les aéroports bordeaux, Toulouse, et on va en construire un à Nantes qui ne va servir à rien. Tout est fait n'importe comment. C'est un gâchis immense. Et good-year, ça c'est un scandale. De la prison, c'est honteux, alors qu'il y en a des millions qui volent et qui sont toujours avec la légion d'honneur. Comment peut-on mettre un salarié qui se bat pour garder son boulot, qu'à ses enfants, qu'à sa femme, le mettre à de la prison ferme. C'est un magistrat qui est de droite. Tout cela, parce qu'il a

enfermé un patron une nuit entière. Peut-être qu'il a eu le temps de réfléchir. Et celui d'air France, on lui a enlevé sa chemise comme cela ! il a eu de l'humiliation car ils en ont besoin d'humiliation. Il y a quand même des abus.

Je suis ulcéré qu'on est déjà à une vingtaine de gens qui meurent dans la rue. Paris, ville lumière, ce pauvre homme qui est mort alors qu'il avait demandé à être hébergé, alors qu'il y a des milliers de mètres carrés de bureau vide, à ici les moules. Il y a quand même de quoi loger, ce n'est pas possible de laisser des femmes, des enfants comme ça dans la rue. Ils vont avoir froid. Je vous ai entendu l'autre jour avec le Drian. Celui-là, c'est quelqu'un ! il est ministre de la défense et en même temps, il était tout fier avec Fabius et Walls pour signer 10 milliards de ventes d'armes à l'Arabie saoudite dans ce pays où on décapite les gens. Et ces armes qui vont aux djihadistes et qui retomberont sur nous un de ces 4 matins.

Il voit les agriculteurs dans la détresse. Avec un agriculteur qui se suicide tous les 3 jours. Les millions qu'ils récoltent avec ses armes, il ne peut pas donner un peu à ces pauvres agriculteurs, et les CRS qui les arrosent.

(Footeux, vous parlez de ces footballeurs qui courent après un ballon et qui gagnent des millions d'euros. Comme vous le dite, Mme de Fontenay, on met en prison des gens qui défendent leur emploi et on laisse dehors certains polichinelles qui volent des millions au fisc. Eh oui, comme vous le dite, il y a des gens qui meurent dans notre belle capitale mais ailleurs aussi. Et oui, on vend des armes qui tuent, qui servent à faire des attentats mais c'est cela le business, malheureusement. Mais ils sont fiers ces messieurs, d'avoir signé ces contrats. Non, ils ne voient rien ces personnages-là, ils s'en foutent des suicides d'agriculteurs et ces millions qu'ils récoltent avec la vente des armes n'iront jamais aux pauvres agriculteurs.

J : Ce n'est pas le discours classique, de Cambadélis ou de je ne sais qui, ou de Sarkozy ! **GDF** : eh bien non, C'est des limaces, tous ces gens-là. Je suis très en colère contre eux. Contre hollandaise, j'ai même fait des photos avec lui là ! Je ne le supporte plus, parce que quand j'entends le discours du Bourget, « moi président, moi président, moi président » et qu'est-ce qui reste ! il y a de plus en plus de pauvres et les riches, sont de plus en plus riches. Pour un gouvernement de gauche, ce n'est pas acceptable. Là, il est en train de préparer sa réélection mais j'espère qu'il ne sera pas réélu. **(Oui des limaces comme vous dites ! moi aussi, je suis en colère et nous ne sommes pas les seuls. Hollande, comme tous les autres, se servent de personnalité comme vous pour faire de la propagande. Vous y avez cru comme moi à son beau discours. De toute façon, il faut arrêter de rêver, les pauvres seront toujours pauvres et les riches toujours riches. S'il est réélu, c'est que les Français sont des couillons)**

J : Vous ne voulez pas de hollandaise et Nicolas Sarkozy : **GDF** : A non celui-là, je ne le supporte plus ! C'est comme un pantin qui sort de je ne sais où, il est là, il est énervé. Walls il est hargneux. Macron lui, sort de la banque Rothschild, alors que hollandaise a dit que mon ennemie, c'est la finance et il le met là. **(Vous n'êtes pas la seule à ne plus le supporter « le Nicolas ». C'est un pantin qui sort d'une boîte à chaussure. Pour tous les autres, ils sortent du même moule à gâteaux.)**

J : Pour qui allez-vous voter en 2017. **GDF** : Je ne sais pas car c'est le foutoir. **(Oui, c'est le foutoir et ce n'est pas prêt de changer. Moi je voterais abstention.)**

Mon Raisonment :

Elle est formidable cette Dame. Le journaliste n'a pas pu en placer une et bravo car cela valait le coût d'entendre ses arguments. Je l'avais mal jugé à une époque mais

aujourd'hui, elle a tout mon respect et mon admiration. Ne changer jamais, Mme de Fontenay.

Laurent Wauquiez RMC le 26 janvier 2016

J : Vous êtes député, vous êtes président de région, numéro 2 du parti républicain. Les Français ne veulent plus du cumul des mandats. **LW :** J'ai 40 ans. Comme j'ai été Premier ministre, j'ai refusé de toucher la prime des anciens ministres. J'ai été le premier à faire la transparence sur mon patrimoine. La totalité de ce que je gagnais comme président de région, qu'est-ce que je fais ! c'est de diminuer de 10% mes indemnités. S'il y a bien un sujet où je suis clair, c'est la transparence, l'intégrité et le fait que les élus rendent des comptes. Là où je ne suis pas d'accord, c'est si l'on croit que l'avenir de la France, c'est de faire que les députés qui sont dans l'hémicycle ou au palais-bourbon, vivront sous les plafonds dorés à Paris et seront complètement coupés de la réalité. Je pense que c'est une impasse. Les politiques demandent à tout le monde de faire des efforts, sauf à eux- même. **(Bravo Mr Wauquiez, comme un grand comédien ou un très bon jongleur, vous avez répondu à côté de la plaque, comme d'habitude. Réduire de 10% vos indemnités, c'est clair et très transparent, mais ce n'est qu'une goutte d'eau et de la poudre aux yeux par rapport à ce que vous touchez. Au fait, Mr Wauquiez, seriez-vous d'accord de cumuler vos mandats sans cumuler plusieurs salaires ?)**

J : Faut-il en France, supprimer une partie des sénateurs et députés ? **LW :** Bien sûr il faut diminuer par deux le nombre des sénateurs et le nombre de députés aussi. Aux États-Unis, ils ont plus 100 sénateurs pour faire tourner tous les États-Unis. Je vais même plus loin, je suis contre les régimes spéciaux de retraite. Mais les parlementaires on a un régime spécial de retraite et vous croyez qu'on va les supprimer sans s'appliquer à nous-même, ce qu'on demande aux autres. **(Bravo, Mr**

Wauquiez, là nous sommes tout à fait d'accord. Ils nous coûtent cher ces sénateurs et députés. Concernant les régimes spéciaux, je ne me fais pas trop d'illusions, ils vont appliquer la formule « faites ce que je dis mais pas ce que je fais ».)

J : Es ce que la région va participer au plan de formation de 500 milles chômeurs ? **LW :** Non, je ne participerais pas à un plan de formation qui est de la poudre aux yeux. En matière d'emploi, j'en ai assez, qu'on mente aux Français. On n'inversera pas la courbe du chômage à coût de formation bidon et de contrat aider. C'est des formations Löw cost. Le gouvernement veut juste mettre les gens en formations pour les sortir des statistiques du chômage. Les formations qui sont proposés, c'est 2000€. Avec 2000€, qu'est-ce que vous financer ! des bilans de compétences, des pseudos remises à niveau de langue linguistique, des préparations à l'orale de concours. Vous ne financer pas de vraies formations pour trouver un job.

Il faut raisonner en disant qu'il y a 300 mille jobs qui ne trouvent pas de salariés et je vais former 300 jobs sur ces postes-là. Il faut mettre des droits et des devoirs. Celui qui veut s'en sortir, il faut être prêt à lui payer une formation même si elle est plus chère et celui qui tir sur la corde et profite de l'assistanat, il faut arrêter les aides. **(Bravo, Mr Wauquiez, cela fait des années et des années que l'on dépense des millions d'euros dans des formations inefficaces pour faire baisser le chômage. Mais vous ferez comme eux. Faudrait-il d'abord, décortiquer les 300 mille jobs et orienter les chômeurs vers des formations qui débouchent vraiment sur des métiers en manques de débouchés. Certes, tout le monde veut s'en sortir dignement et avec un salaire comme le vôtre.)**

Mon Raisonnement :

Il a la critique facile, veut nous faire croire qu'il a évolué mais la France ne se compare pas à une seule région. Tous les 5 ans, on a le même discours mais rien ne change. Avec son air de chien battu, il veut nous faire croire que cela changerait maintenant ? Il est temps, nous citoyens, de ne plus être les couillons de la nation.

José Bovet RMC le 29 janvier 2016

J : Concernant les agriculteurs, comment faire pour rendre impossible la vente à perte ?

JB : On est dans un système cinglé. C'est le seul métier ou on peut vendre en dessous de ses coûts de production. On est dans une situation invraisemblable. J'ai mené un combat à Bruxelles. J'ai même fait un rapport qui a été votée par le parlement Européen à plus de 600 voix sur 700. Qui dit qu'il faut rerépartir dans la chaîne de distribution, c'est-à-dire qu'il faut imposer un certain nombre de règles claires et c'est facile !

Il faut le faire par la loi, la directive Européenne ou au niveau national, si on n'arrive pas à le faire passer. Si Mr Lefol ne sait pas le faire passer au niveau Bruxellois parce que ses collègues commissaires refusent et bien, il faut le faire au niveau national. Cela veut dire qu'on prend les coûts de production et on dit à la transformation, maintenant vous achetez à ce prix-là ! Aujourd'hui, un producteur n'a aucune règle qui fait qu'il ne peut pas vendre à perdre par contre, un commerçant n'a pas le droit lui, de revendre à perte. **(Ce n'est pas le système qui est cinglé, mais ceux qui l'ont créé. Votre rapport à Bruxelles n'aura sûrement servi à rien, comme d'habitude. Il faut ceci, il faut cela, mais rien ne se passe. Faut-il attendre que nos agriculteurs faillent faillite où se suicident !)**

J : Pourquoi le gouvernement ne le fait pas ? **JB :** Aucun gouvernement ne l'a fait. L'Europe ne veut pas légiférer par ce

qu'aujourd'hui, c'est quoi la logique ! c'est en gros, plus on diminue le nombre de paysans, plus on concentre la production et ça intéresse l'industrie.

Le commissaire Européen qui est irlandais a dit « il n'y a pas de crise dans l'agriculture. Si les paysans produisaient en dessous de leurs coûts de production, ça se serait, par ce qu'ils arrêteraient de produire. Mais ce type est fou. Il faut légiférer. **(Eh oui, personne ne le fait. Ni les gouvernements, ni l'Europe, mais pourquoi ? Parce qu'au niveau Européen, c'est les grosses filiales, les grosses industries qui pilotent tout. L'Irlandais, il n'est pas si fou que ça, croyez-moi, il doit tout simplement être, un des émissaires de ces grosses industries pour dire cela. Et à force de faire, c'est la mort de la chaîne paysanne).**

J : Je croyais qu'on avait demandé aux distributeurs et industriels de s'engager pour le respect d'un prix équitable ?

JB : Ça, c'est du baratin. Parce qu'un industriel va toujours vouloir acheter au meilleur marché et si dans un autre pays on lui dit : voilà nous on vous le propose à 5ct de moins, il ira l'acheter là. **(A enfin une réponse qui me plaît, « c'est du baratin » C'est la loi du plus fort et ce n'est pas prêt de changer).**

J : Il faut étiqueter les produits transformés, mais Bruxelles ne veut pas non plus ! **JB :** Le parlement européen et la France a votés dès 2014 et après on a le scandale des lasagnes au cheval. Je l'ai dit à Stéphane Lefol et je crois qu'il va le faire. Il faut aujourd'hui étiqueter en France, même si Bruxelles n'est pas d'accord car ce n'est pas normal que les gens soient trompés sur la marchandise. **(Encore et encore Bruxelles. C'est le reflet de l'Europe qu'on nous a vendu. Elle est belle cette Europe. J'avais bien fait de voter non car on voit où elle nous mène maintenant.)**

J : C'est Manuel Walls qui autorise le déversement de boue rouge en méditerranée, vous avez trouvé un argument

juridique ? **JB** : Normalement, Ségolène royal ministre de l'écologie a dit que cela n'a aucune raison de continuer. Cela fait 60 ans que sa dur, c'est une catastrophe écologique et c'est pour cela que l'on se retrouve devant la préfecture à Marseille pour manifester contre les boues rouges. Eh bien, le Premier ministre est passé outre la position de la Ministre de l'environnement, qui était pour l'arrêt total. Il a demandé au préfet de signer une prolongation du rejet des polluants dans les calanques. Eh bien, ce qu'on a décidé de faire, c'est un recours contre la position de Manuel Walls. Un recours hiérarchique, cela veut dire que le Premier ministre, il est là pour coordonner le travail de ses ministres et il ne peut pas se substituer aux ministres et donc sur la question des boues rouges, c'est la ministre de l'environnement qui a la main. Donc un Premier ministre ne peut pas se substituer. C'est une usurpation de pouvoir. Ségolène royal a été victime d'un Premier ministre qui ne connaît pas les lois. Sur cette affaire, manuel Walls est hors la loi. **(Cela fait quand même 60 ans qu'on dévers cette merde en méditerranée et on a laissé faire pendant 60 ans. J'ai dû louper un paragraphe, mais avant on ne vous a jamais entendu sur cette affaire ! Vous avez décidé de faire un recours contre le Premier ministre, j'espère que vous avez pris un bon avocat car comme vous dites, s'il est hors la loi, il doit être condamné. On peut rêver !)**

J : Dites-moi, la présidentielle 2017, la primaire à gauche vous êtes favorable ? **JB** : Je comprends qu'il y en a qui se lance. Le problème aujourd'hui, c'est quoi l'espace ! j'ai l'impression que l'écologie, y en a qui aime bien faire des discours à la marge, mais changer l'économie... J'ai l'impression que les logiciens politiques sont complètement à l'envers et qu'on reste toujours dans le vieux modèle. J'ai entendu Sarkozy, Walls, certains, mais où on va. Un qui dit que l'écologie sa commence à bien faire, c'était Sarkozy, et il continue dans sa logique. On a eu Walls qui est complètement fermé à la modification.

Donc, se présenter pour être seulement un supplément d'âme à un camp ! **(Eh oui, les logiciens n'ont pas changé et ne changeront pas. Les 2 grosses industries politiques de gauche et de droite s'en fichent complètement de l'écologie. Depuis le temps, vous devez le savoir, vous les arrangez avant les élections et les emmerdez, après les élections)**

J : Est-ce que les écologistes doivent participer au gouvernement ? **JB** : Le problème avec les décisions qui sont en train d'être prises, je ne vois pas comment un écologiste rentrer dans un gouvernement qui décide d'expulser des paysans de Notre-Dame des landes. C'est juste impossible. La politique, c'est aussi des symboles. **(Vous le savez bien Mr Bovet, s'ils vont au gouvernement vos collègues, c'est pour quoi d'après vous, pas pour faire de l'écologie !)**

Mon raisonnement :

C'est un homme qui se bat pour la bonne cause, il était agriculteur et il sait de quoi il parle. Mais il est bien seul.

Yannick Jadot « Ecologie » RMC le 5 février 2016

J : Nicolas Hulot a refusé de rentrer au gouvernement, a-t-il eu raison ? **YJ** : Je crois ! parce qu'on a vu les signaux ces dernières semaines, entre manuel Walls qui produit un décret pour autoriser le déversement des boues rouge en méditerranée. Jean marie Leguen qui dit que l'on va construire Notre-Dame des landes à partir de l'automne. On investit des milliards dans le nucléaire à fonds perdu. Vous vous rendez compte, qu'en 2015, les investissements dans le monde ont explosé dans les énergies renouvelables partout dans le monde. En France, c'est réduit de moitié. Et à un an d'une échéance électorale, on sait bien qu'un gouvernement fasse de l'électorisme. Il n'engage plus des ruptures majeures. Par exemple, taxer moins le travail. On le taxe beaucoup dans notre pays. On taxerait moins le

travail pour taxer plus les pollutions qui faut réduire, voilà une rupture majeure, que veut porter Nicolas Hulot. S'il n'a pas les moyens de faire ça, il a raison de ne pas y aller. **(Il savait qu'il ne serait qu'un pion électoral. On vous déclare le grand amour juste avant les élections, puis après, c'est le divorce assuré. Il a bien fait de refuser un mariage perdu d'avance.)**

J : Et les primaires, comment allez-vous faire ? **YJ :** Ils peuvent aller signer sur notre site. On a déjà plus de 75 000 signatures. Toutes les enquêtes d'opinions démontrent que 80% des sympathisants de gauche et écologique, veulent ce moment de démocratie. Ils veulent retrouver l'espoir. On leur propose un ballon d'oxygène, et on leur dit : on va débattre, on va peut-être avoir un espoir et on va se lancer dans une aventure. On ne sait pas quel est le point d'arrivée, on ne sait pas qui peut-être désigner dans cette primaire mais on va se lancer dans cette aventure et on va écrire ensemble cette histoire. On aura peut-être en 2017, le même casting qu'en 2012. Est-ce que ça, ce n'est pas une aberration démocratique. **(Moi je ne fais pas partie de ces 80%. Des primaires pour encore et encore débattre de tout et de rien. Mais ce qui m'exaspère dans votre discours, c'est l'adverbe « peut-être » et vous n'êtes en plus, pas sûr d'y arriver. Vous allez l'écrire seul l'histoire, car pour moi, ce n'est qu'une mascarade.)**

J : Est-ce que des écologistes doivent participer à un gouvernement ? **YJ :** Dans la dernière année électorale, on a plus tendance à servir les clientèles, qu'au fond à engager les ruptures que notre pays a besoin. Il faut tout bousculer. Les Français, ils adorent la politique, ils n'aiment pas leur classe politique, il n'aime pas leur parti politique, ils n'aiment pas la façon qu'ils sont gouvernés. Mais ils adorent la politique et dès que vous leur donnez un petit espace, ils ont envie de revenir. **(Vous avez raison, vous êtes les serveurs de restaurants et ça continuera. Les Français, ils aiment ou ils n'aiment pas la politique car votre raisonnement n'est pas clair du tout.**

Pour le reste je suis d'accord, les Français en ont marre de tous ces guignols !)

Mon raisonnement :

Ce n'est pas avec lui que le renouveau ou renouvellement se fera. Il écrira seul l'histoire, car il ne m'a pas convaincu.

Jean-François COPPE RMC le 15 février 2016

J : Pourquoi pensez-vous incarner le sursaut Français ? JFC : Parce que lorsque l'on a derrière soit 20 ans d'engagements concrets, on a acquis sans doute la maturité pour proposer un projet qui tient compte du malaise Français et de la manière d'y répondre. **(Je dirais mieux, 20 ans d'engagements avec quelques magouilles. S'il vous faut 20 ans pour acquérir une maturité, il vous en faudra encore une vingtaine pour réussir à redresser notre pays je suppose !)**

J : Dans l'affaire bygmalion, 22 millions de fausses factures. Qui a pris la décision de mettre en place ce système de fausses factures ? JFC : Enfin, vous comprendrez que ce n'est pas moi qui vais répondre à tout cela. On est dans une procédure qui est en cours. Ne comptez pas sur moi pour faire le moindre commentaire. Ce n'est pas moi qui est les éléments. Je ne suis pas enquêteur. Tout ce que je puisse dire, c'est ce qui met tomber sur la tête il y a 18 mois, une sorte de vindicte, on a considéré que je pouvais être le coupable idéal et que j'avais beau expliquer partout mon innocence, personne n'avait envie de l'entendre. Après 20 mois, les magistrats m'ont dit qu'il n'y avait pas d'éléments susceptibles de me mettre en examen. Donc, je ne suis pas poursuivi. **(Bien sûr qu'on ne compte pas sur vous pour nous dire la vérité. Vous n'êtes pas enquêteur mais suspect. Si ce n'est pas vous et ni les autres, c'est qui alors ? Donc, si ce n'est pas vous, vous savez sûrement qui c'est ! Vengez-vous et faite payer les coupables !)**

J : Nicolas Sarkozy vous a chargé en affirmant que vous étiez tenu au courant des dépassements de ses frais de campagne !

JFC : Je n'ai pas de commentaire à faire et je pense que vous pouvez comprendre pourquoi. Et il y a une enquête en cours, je n'ai pas été mis en examen et je vous propose que l'on parle de la France. **(Évidemment, parlons d'autre chose qui ne fâche pas. Pourtant, votre copain Sarko vous a chargé sans hésiter !)**

J : Es ce que le candidat Sarkozy ne pouvait pas savoir ? JFC : A vous êtes encore sur ce sujet-là. Je n'en sais rien. Bien sûr qu'il y a des responsables. Ce que j'ai cité dans mon livre, sans cité aucun nom. Mais lorsque tel responsable politique a dit « tu n'es pas complice, tu es le coupable dans cette affaire » c'est le phénomène du bouc émissaire. **(A c'est beau l'amitié, mais cela dur un certain temps.)**

J : Les Français disent, on ne vous croit plus ! JFC : Ils disent même, pourquoi vous voulez que l'on revote pour vous !

Alors que vous ne faites jamais pour ce quoi vous êtes élus. C'est un réquisitoire qui est très dur. Ce qu'on nous reproche, ce n'est ne pas avoir de résultats. Il faut moins de lois et changer la méthode car c'est la clé de voûte si on veut véritablement changer les choses. C'est de décider tout de suite et pour ça, il y a un outil que l'on n'utilise jamais, sauf en 1958 sous De-Gaulle, c'est dès le début du quinquennat, par ordonnancement, c'est tout de suite. **(Non, ce que l'on vous reproche, ce sont tous les mauvais résultats de ces dernières années. Ne parlez pas de De Gaulle car lui avait tout compris, surtout le peuple)**

J : Est-ce qu'un homme politique est obligé de mentir en politique ? JFC : HA, non, non, non. Mais je crois que le vrai sujet, ce n'est pas tellement la question de mentir. C'est surtout de se battre pour ce que l'on croit et de ne pas partir sur des causes dans lesquelles on ne se sent pas à l'aise. Les Français qui sont bien habitués à la démocratie, ils voient dans le regard

d'un homme, sa sincérité et son authenticité. **(3 fois non, évidemment ce ne sera pas 3 fois oui. C'est ça, on est tous habitués à la sincérité et l'authenticité des hommes politiques. Pour exemple, Gêrôme Cahuzac qui était tellement sincère mais...)**

J : Un homme politique qui dit : j'ai changé, vous n'êtes pas le premier à nous le dire ! **JFC** : Je ne le sais pas. Je dis, on ne peut pas revenir tout à fait pareil quand on a traversé la période que j'ai eu à traverser. Ce qui compte, c'est la flamme que l'on a pour la France. **(Pas la peine d'appeler les pompiers, car cette flamme va s'éteindre d'elle-même !)**

Mon raisonnement :

Il a fait son temps, Mr Coppé. Lui et son copain Sarko, peuvent se donner la main et quitter les rangs de la politique.)

Henry GUAINO RMC le 17 février 2016

J : Qu'est-ce que vous avez envie de dire du monde politique et aux Français ? **HG** : Le constat, c'est que depuis que l'on a fait disparaître le Gaullisme de la vie politique Française, nous avons réussi qu'une chose. C'est à faire monter les extrêmes. Quand tout le monde se réclame du gaullisme, s'est louche. Ce qui compte, c'est de savoir si quelqu'un tire véritablement une leçon intellectuelle et morale de ce qui a été le Gaullisme.

Ce n'a pas été une idéologie, c'est une histoire, une façon d'être dans l'histoire, un comportement politique qui nous enseigne quelque chose. En tout cas, je suis du gaullisme parce que ça me parle encore. Ce qui s'est passé et qui a été accompli, me parle encore. D'ailleurs, le Général De-Gaulle n'a pas écrit un livre de doctrine, il a écrit des mémoires. C'est donc bien une histoire. Quelles leçons intellectuelles et morales tirons-nous de cette histoire. Cette histoire qui nous enseigne quelque chose

sur l'indépendance de la nation et de la souveraineté du peuple. Ça fait 40 ans, qu'on abîme l'indépendance de la nation et de la souveraineté du Peuple. Le Gaullisme, c'est la capacité ou la volonté de dire non à tout ce qui peut asservir à un homme ou un peuple.

Voilà, ça commence le 18 juin. Regarder, aujourd'hui la France est ballottée par tous les désordres du monde et de l'Europe. On ne peut pas continuer avec l'Europe telle quelle est et on ne peut pas continuer à se moquer du monde. Continuer à dire aux paysans, agriculteurs, je vais vous sauver mais je vais rien toucher à la politique Européenne. On ne peut pas continuer à dire qu'on va sauver le monde rural, les industries, les ouvriers, en abaissant l'état, en n'ayant plus de politique économique ou complètement folle, dictée par les marchés soi-disant financiers et le lendemain par la commission Européenne. Nous avons à remettre à plat les moyens de gouverner et à nous poser la question de savoir si nous avons la volonté de le faire. Certains dans mon parti me disent « faut s'adapter à la mondialisation » Ah, parce que la politique, c'est fait juste pour s'adapter !

Et bien le gaullisme, ce n'est pas cela. Cela veut dire, se donner les moyens d'agir dans le monde telle qu'il est. Et non pas les moyens de subir. De temps en temps, il faut savoir dire non. Le Général De-Gaulle, il a fait ça. On ne veut pas tenir compte des intérêts vitaux de la France, alors je ne siégerais plus. Il a fallu que l'on se remette autour de la table. **(Le Gaullisme, une histoire que tout le monde a oubliée ou ne veut pas ce souvenir, à part peut-être vous. L'indépendance, la nation, le peuple, la souveraineté, des mots que tous nos polichinelles ont effacés de leur mémoire tout simplement, à part vous, comme je vois. Eh oui, dans leurs idéologies, nos polichinelles actuels ne sont plus capables de dire non. La France comme vous dites, se mêle à tout ce désordre mondial. Même vos collègues disent qu'il faut s'adapter à la mondialisation c'est parce qu'eux s'y trouve bien et se**

fichent bien de ce que subissent les autres. Ah, si De Gaulle verrait cela, il se lèverait de sa tombe et dirait « Peuple français, pauvre de vous, je vous comprends »

J : On fait comme la Grande-Bretagne, on quitte l'Union Européenne ? **HG :** Non, pas besoin ! nous avons besoin d'hommes politiques capables de temps en temps, de dire non ! non, à la cour Européenne des droits de l'homme. Est-ce que oui ou non, je suis capable d'exprimer la volonté du peuple, d'une conscience, d'un homme dans l'histoire. Les marchés, la technique, les juges, les autorités indépendantes qui décident à la place des Peuples, c'est fondamental. Regarder l'État de la France. **(Mais ils s'en fichent des droits de l'homme à la cour Européenne. Ils décident et décideront toujours à la place du peuple. Nous l'avons voulu « pas moi » est maintenant nous subissons !)**

J : Vous n'allez pas être éternellement malheureux pour votre pays ? **HG :** Non, mais je suis révolté qu'on se moque du monde à ce point. Philippe Seguin avait parlé de la mimique sociale à propos du chômage, maintenant on a la mimique sociale, la mimique économique, la mimique politique. Ça va s'arrêter quand. Qui peut penser un instant, qu'on va résoudre le problème du chômage avec les allocations chômages dégressifs ou en payant les heures supplémentaires. On se moque du monde. Je suis contre l'assistanat, mais enfin, il faut se demander si nous devons laisser tomber la mère de famille qui a été abandonner par son mari, qui a 2 enfants à élever, qui parlent à peine le Français et qu'est pas capable de les élever.

Qu'est-ce qu'il faut faire ! Faut la laisser tomber. Puisqu'on croit à la nation. Peut-on avoir un peu d'humanité, de fraternité et un peu de solidarité. C'est quoi la nation, sinon le fait que chacun peut donner sa vie pour elle et partager avec les autres pour que l'on reste uni et solidaire. Tout ça, c'est une profonde révolte chez moi, on a abaissé l'État, on continue d'ailleurs.

(Mimique « expression par les gestes » pour ceux qui ne savent pas ! Mais cette mère de famille, vous croyez qu'il s'en préoccupe. Et vous croyez également, qu'ils se préoccupent de la nation, de la fraternité, de la solidarité. De la leur surement. Tant qu'ils auront des avantages et privilèges et gros salaires qui les rendent aveugle, rien n'évoluera)

Mon raisonnement :

Il n'a pas changé de cap, Mr Guaino. Pour une fois qu'un homme politique prend conscience de la situation et remet l'histoire au-devant de la scène. Eh oui, comme je dis, il ne faut surtout pas laisser le passer dernière nous pour ne penser qu'à l'avenir. Le passé est une source de repère et De Gaulle était une grande référence. Qu'on se le dise et bravo Mr GUAINO, de nous le rappeler !

Bruno Lemaire RMC le 25 février 2016

J : Sur la réforme du code du travail, en l'état, voteriez-vous ce texte ? **BL :** En l'état, oui parce que tout ce qui permet à un entrepreneur, à un patron de PME, un artisan, un commerçant d'embaucher plus facilement, en se disant que, si jamais ça ne se passe moins bien, il peut se séparer de son salarié plus facilement. Ça va à mon sens, dans la bonne direction parce que ça créera des embauches dans notre pays et que je vois aujourd'hui, trop d'entrepreneurs qui sont tétanisés à l'idée d'embaucher. Il faut qu'on libéré cette capacité d'embaucher donc licenciement plus simple pour l'employeur. Ça me va à une réserve très importante : que ça doit s'inscrire dans une vision plus globale de ce qu'est le marché du travail. Ça doit s'inscrire dans un accompagnement personnalité de chaque demandeur d'emploi et de chaque salarié. Le drame de la réforme qu'est proposé par Hollande, c'est qu'elle vient trop

tard et qu'elle est incomplète. Elle sera injuste, si elle n'est pas accompagnée d'autres changements, comme la formation professionnelle. Elle est réservée à ceux qui ont les meilleures qualifications, c'est quand même surréaliste. Elle sera plus accessible pour tous ceux qui ont des situations les plus modestes, et tous ceux qui sont le plus exposés aux risques du chômage.

La réalité, c'est quand vous discuter avec un patron de PME, avec un artisan, ils vous disent tous la même chose. *On a la trouille d'embaucher*. Parce que demain, si ça va moins bien pour mon entreprise et qu'on licencie, qu'est-ce qu'il va se passer ! eh bien, on va envoyer une lettre de licenciement motiver. La motivation va être contestée, on va se retrouver devant les prud'hommes et on sera condamné. Quand on a un chiffre d'affaires qui est modeste et que ça peut vous coûter 20, 30, 40 mille euros devant les prud'hommes, du coût, vous renoncer. **(Si j'ai bien compris, vous voulez faciliter le licenciement pour créer des embauches. Je n'en dirai pas plus. Mais le pire quand vous l'entendez dire la phrase soulignée « Se séparer de son salarié plus facilement, par ce que ça créera des embauches ». Cela ne tient pas debout ! Si l'entreprise ne va pas bien, elle n'embauchera pas. Donc vous reconnaîtrez Mr Lemaire, que le problème majeur des entreprises, c'est le carnet de commandes. Et sans commandes, pas d'embauches. Réfléchissez avant de parler et de dire des conneries !)**

J : A droite, vous êtes assez silencieux sur cette loi. **BL** : Moi je m'exprime avec clarté. Je vous dis que le chômage est aujourd'hui ce qui ronge toute la société française, que c'est un drame collectif et qu'il y en a assez qu'à chaque fois qu'il y a de nouvelles propositions, qu'on nous dit ce n'est pas possible, c'est trop dangereux, ça va précariser tout le monde. La vraie précarité aujourd'hui, c'est les 5 millions de chômeurs qui ne trouve pas un emploi. C'est tous ces jeunes dans les quartiers

difficiles, dans les zones rurales reculées à qui on ne donne aucune chance. Justement parce que notre code du travail verrouille trop les choses et empêche les embauches. Et bien je voudrais que son change. **(Je dirais mieux, un drame collectif de la part de la droite et de la gauche. Et ce discours des jeunes dans les quartiers difficiles à qui on ne donne aucune chance, vous nous l'avez déjà fait. Ce n'est pas le code du travail que vous voulez laminer qui va régler ce problème et vous le savez très bien !)**

J : Vous êtes le seul à incarner le changement. Les Juppé, Sarkozy, Fillon, vous en avez assez. Pourquoi seriez-vous le renouvellement ? Vous pensez que les Français en ont assez, franchement ? **BL** : Oui, oui, ils en ont assez. Ils en ont assez de Fillon, Juppé, Sarkozy, qui sont des concurrents. Ils en ont assez de ce que la France est en train de devenir. Moi j'aime profondément la France et je n'aime pas ce qu'elle devient. Je n'aime pas ce système politique qui confisque le pouvoir aux Français. Je n'aime pas voir un système politique, qui vise uniquement à sa préservation, plutôt qu'à améliorer la situation des Français. Je n'aime pas voir, que les parlementaires puissent une cinquième fois, une sixième fois se représenter. Je n'aime pas voir des hauts fonctionnaires qui font de la politique, tout en gardant un poste dans la fonction publique dans aucune république ou démocratie. Ça ne se passe comme cela. Je n'aime pas qu'on se résigne au chômage de masse et à chaque fois qu'il y a une proposition nouvelle, c'est trop dangereux. **(Vous osez dire que le système politique confisque le pouvoir des Français. Mais c'est totalement vrai ce que vous dites, car on n'en a jamais eu du pouvoir, sauf de voter et ça va continuer avec vous. En tout cas, vos propositions pour le chômage sont hyper dangereuses)**

J : Au passage, vous voulez privatiser Pole Emploi ! **BL** : Je veux tout simplement que l'on accompagne mieux les demandeurs d'emplois. Oui, confier à des entreprises privées

ou à des Associations, l'accompagnement des demandeurs d'emplois. Oui, parce que toutes ces vieilles recettes qu'on a essayées, n'ont pas marché. Quand je dis « ne vous résigner pas dans mon livre » parce que j'ai envie de dire à chaque français, ne vous résignez pas, à un pays, où 5 millions de personnes sont aux chômage. Ne vous résignez pas à un pays, où un gamin qui n'est pas né au bon endroit, n'arrivera pas à s'élever socialement. Ne vous résignez pas à un pays où classe politique est toujours là même depuis 30 ans, et ça ne change jamais car c'est comme ça. **(Privatisé pôle emploi, si c'est ça sa nouvelle recette ! Moi je ne suis pas résigné mais insurgé. Je ne voterais jamais pour vous !)**

J : Pourquoi ça ne change jamais ? **BL :** Parce qu'on n'a pas la volonté et la détermination à bousculer le système. Eh bien moi, j'ai cette volonté. **(Ce n'est pas de la volonté ni de la détermination mais une révolution que vous voulez faire. J'ai le même rêve que vous, mais dans la rue.)**

J : Comment allez-vous bousculer ce système ? **BL :** Avec les Français, et j'invite tous les Français qui ne se résignent pas, qui veulent autre chose, qui croit encore dans l'avenir de leur pays, qui pense que l'on a encore un esprit de conquête à exprimer pour défendre notre culture dans le numérique, l'énergie renouvelable, dans le domaine de la santé, dans lequel nous sommes si puissants. Je les invite à me rejoindre. **(Pas avec moi car c'est de votre avenir que vous parlez, pas du nôtre !)**

J : Vous avez été ministre de l'agriculture. Qu'est-ce qu'il se passe avec les agriculteurs qui vendent à perte et qui vendaient déjà à perte quand vous étiez ministre. On ne peut rien faire, c'est une réalité ? **BL :** C'est une des illustrations des inégalités du modèle économique dans lequel nous sommes aujourd'hui. Si on peut faire des choses, ne vous résignez-pas ! On peut prendre des décisions au niveau national, un contrôle plus souple plus simple. Un producteur de lait à qui on demande de

faire une fausse en béton qui va lui coûter 20 000€, il n'a plus un euro sur son compte d'exploitation. Il n'arrive même pas à se verser 300 à 400€ à la fin du moi. On l'oblige à construire la fausse. On peut tout simplement lui dire, attendez 6 mois, un an avant la mise aux normes, ce n'est pas grave, ce n'est pas dramatique. **(Sa solution, ne pas se résigner. Un mot qu'il emploie souvent. Rien de concret dans sa réponse sauf l'histoire de la fosse. Ce n'est pas une fosse qu'ils vont creuser, mais leur tombe, Mr Lemaire et pour pas un sous à force de les prendre pour des cons. J'espère que vous irez à leurs funérailles avec un bouquet de fleurs !)**

J : Vous pensez que c'est ça, le problème majeur des agriculteurs ? **BL :** C'est un des problèmes, ce n'est pas le seul. Un des problèmes, c'est les normes et les règles. L'autre c'est le prix. Eh bien oui ! comment on arrive à avoir un prix meilleur en permettant au producteur de négocier en force le prix du lait. Il y a une autre bataille à livrer. C'est au niveau européen. Si on veut vraiment que le prix du lait remonte, il faut intervenir sur les marchés Européens et je l'ai fait en 2009. Je demande au Président de la République de convoquer les chefs d'états Européens sur l'avenir de l'agriculture. **(Négocier en force contre qui ! Contre un mur industriel qui casse tout sur son passage.)**

J : C'est bon de se lever le matin et de diriger le pays. Je serais à l'Élysée en 2017, avez-vous dit ! **BL :** oui, je veux devenir Président de la République mais c'est les Français qui décideront. Mais quand on est candidat, il vaut mieux expliquer clairement son ambition. **(Un rêve qui j'espère ne viendra pas réalité, maintenant que l'on connaît vos ambitions !)**

J : Vous avez dit « mon intelligence est un obstacle, vous êtes trop intelligent pour devenir Président ? **BL :** J'ai eu une formation intellectuelle et j'ai cru pendant très longtemps que, parce qu'on connaissait un problème, on pouvait y apporter des solutions et que l'intelligence permettait d'apporter des

solutions. Donc, je considère qu'aujourd'hui, après des années de travail politique, et depuis 2012, j'ai sillonné le pays, j'ai vu des gens très différents de moi confronté à des difficultés que moi je n'ai pas connu. C'est une erreur de penser, que l'intelligence seule, permet d'apporter des réponses aux problèmes des gens. C'est le cœur qui permet de comprendre les problèmes et d'y apporter des solutions. Ce que j'ai compris, c'est que mon intelligence intellectuelle ne me servirait pas à grand-chose et je le dis avec simplicité. **(Donc vous avez une formation d'intellectuelle mais votre intelligence « si vous en avez une » n'apporte pas grand-chose. Vous avez sillonné le pays, rencontrer des gens, etc., etc. Cela me rappelle un autre de vos confrères qui disait cela, Sarkozy. Je pense que vous avez dû vous croiser en chemin. Et sans oublier que vous avez un cœur pour comprendre les problèmes. Un cœur de pierre je dirais !)**

Auditeur : De qui allez-vous, vous entourer ? Est-ce que vous ferez le ménage ? Allez-vous vous entourer des jeunes, personnalités de la société civile et non des énarques ? **BL :** Regardez déjà ceux qui m'entourent ! Regardez tous les jeunes qui soutiennent ma campagne ! Regardez tous les élus locaux qui me soutiennent ! Ce n'est pas des gens connus du grand public mais ce sont eux que je veux mettre en avant. **(Ceux qui vous entourent, on ne les connaît pas. Ils vous soutiennent mais on ne les connaît pas. Voudront-ils tous se joindre à vous, on n'en sait rien !)**

Auditeur : Allez-vous, vous attaquer aux privilèges à vie des anciens élus ? il y a des régimes spéciaux pour les députés, les sénateurs ? **BL :** Il n'y a aucune raison d'avoir des régimes spéciaux pour qui que ce soit. Et je ne veux pas que l'on pointe les élus particulièrement, c'est plus général. Il y a des règles au niveau des cotisations de retraite différentes et je veux y mettre fin. Je préfère le dire avant les élections comme cela les Français jugeront en connaissance de cause car ils auront

tranché dans les urnes. (Voilà le seul point où nous sommes d'accord. Mais quand va-t-il s'y attaquer à tous ces privilèges ?)

Mon raisonnement :

Donner le pouvoir de licencier aux entreprises réduirait le chômage d'après lui. Comment peut-on gober cela ! Faire du yo-yo avec l'emploi en utilisant une loi de licenciement à la demande, ne réduira en rien le chômage, c'est une utopie. Avec des emplois précaires, comment faire un prêt, avoir une location, de s'acheter une voiture, etc. Le chômage ne diminuera pas de cette façon. Pire, il augmentera avec la pauvreté en plus.

En cas de baisse d'activité, donnons recours au chômage partiel qui est une garanti au salarié. La baisse d'activité ne peut durer que quelques mois. Licencier et rebaucher, ne tient pas la route. En réalité, Le but de la manœuvre, c'est de pouvoir licencier pour des raisons bien précises. Se séparer d'un élément indésirable comme un syndiqué, une personne souvent malade, mais surtout, casser le code du travail pour avoir plus de liberté de manœuvre destructive est non productive.

Je suis certains qu'il sera obligé de s'entourer de certains vieux croûtons.

Il n'a rien compris, ce n'est pas la résignation qui pose problème, c'est son raisonnement et son manque d'intelligence. Il n'est pas assez intelligent et raisonne mal ce bonhomme !

C'est vraiment aberrant d'accepter ce genre de discours. Le pire dans tout cela, c'est qu'il y en a qui les gobent.

Nicolas Dupont-Aignan RMC le 02 mars 2016 « Gaulliste »

J : Faut-il supprimer l'Union Européenne ? **NDA** : Non, il faut reconstruire, rebâtir sur des bases solides. Quelles sont les bases solides ! c'est le peuple, la démocratie. On a cru que l'on pouvait faire une Union Européenne qui détruit les Nations et les peuples. On doit s'appuyer sur le peuple et travailler ensemble. Il y avait une Union Européenne que j'aimais bien. C'était Airbus, c'était 3 ou 4 pays qui décident de construire un avion et d'être leader mondial. Je suis pour l'Europe, mais contre l'Union Européenne actuellement. Je pense que l'Union Européenne a trahi l'Europe parce qu'elle a cassé les démocraties. Il faut laisser les pays vivre, contrôler ses frontières, voter ses lois et travailler ensemble sur des projets comme le cancer. **(Reconstruire ou Rebâtir sur des bases qui s'écrouleront encore une fois, non ! Le Peuple et la démocratie n'ont jamais été respectés et ça ne changera pas. Vous dites « on a cru » non, moi je dis qu'ils ont fait une Europe qui est en train de détruire les Nations et les peuples. Pour que les pays puissent vivre et voter ses lois, la seule solution vous le savez très bien, ce n'est pas en restant dans cette Europe-là !)**

J : Sur la crise des agriculteurs ! **NDA** : Nous avons beaucoup d'agriculteurs qui nous soutiennent et si vous regardez les sondages, notre parti « Debout la France » est très soutenue par les agriculteurs parce-que j'ai été le premier à dire, qu'il ne fallait pas supprimer les quotas laitiers, qu'il fallait garder un prix garanti. On me traite souvent d'anti Européen et c'est curieux. Ce sont ces fameux Européens, « Mr Barnier, Lemaire, Le Foll » qui ont accepté la suppression des quotas. C'est-à-dire des prix garantis du lait. C'est très simple, il faut un chef de l'État, qui dit à Bruxelles : il faut rétablir les quotas ou sinon je m'en vais. L'Union Européenne nous coûte 7 milliards d'euros. Il y a un moment, il faut arrêter. **(Beaucoup d'agriculteur**

vous soutiennent, c'est beaucoup dire. Je ne pense pas que vous êtes vraiment Européen, comme les 3 cités, mais vous savez pertinemment que pour changer les lois Européennes, il faut l'accord des 28 ou en sortir. Je suis persuadé que vous y pensez mais n'osez pas le dire tout haut. Pensez à ce que disait De Gaulle sur l'Europe et méditez !)

J : La fameuse loi El Khomri, vous la voteriez ? **NDA :** Non, c'est une loi qui se trompe de cible. Qui s'occupe que des très grandes entreprises et qui oublie toutes les PME. J'estime que la priorité, c'est d'avoir des commandes plutôt que de se demander comment on licencie les salariés. Il faut des commandes pour relancer l'activité en France. La vraie question, c'est la concurrence déloyale avec les travailleurs détachés car ils ne paient pas de charges. Il faut baisser les charges sur les PME. Je suis quand même choqué que l'on s'attaque aux salariés car la crise d'aujourd'hui, c'est parce que les salariés n'ont pas de pouvoir d'achat et ce sont pleins de patrons qui ont des retraites chapeau, plein de bonus, qui gagnent plein de millions d'euros et qui demandent à des salariés de travailler pour gagner moins de 1000€/mois. Je ne suis pas d'accord avec cet état d'esprit. **(Là, vous avez la tête sur les épaules car vous raisonnez intelligemment par rapport à d'autres. Une loi ou les patrons vont s'enrichir et les salariés s'appauvrir. C'est par des commandes que l'on crée des emplois. Très bonne analyse)**

J : Est-ce que votre place serait aux primaires ? **NDA :** Cette primaire, c'est une escroquerie Politique et médiatique. Ce sont des gens qui ont gouverné ensemble pendant 10 ans, qui sont responsables du chaos actuel et coupable. Et par un tour de magie, ils vont vous faire croire qu'ils ont changé. D'ailleurs ils écrivent plein de livres, « j'ai changé, j'ai changé » Mais c'est curieux, ils ont le même projet. C'est participer à une compétition où le projet est le même, que le bilan est le même et les personnalités sont les mêmes. C'est du vent pour une

classe Politique morte. (Là encore très bonne analyse. Comme vous le dites si bien, les primaires sont une mascarade, dû trompe l'œil. Mais avec ces gens-là, vu qu'ils sont très bon jongleur de mots et de phrases, ils arrivent toujours à convaincre des couillons. Ces gens-là comme vous dites, ils ont changé leurs mots et leurs phrases, mais pas de visage)

J : Vous incarnez quoi ? **NDA** : Le redressement d'un pays avec tous les Français pas divisé. J'ai toujours dit et mis en accord mes actes et mes paroles. Je n'ai pas été à la soupe. J'ai quitté l'UMP au moment le plus difficile où Nicolas Sarkozy gagnait et qu'il allait trahir le vote des Français au référendum. Nous sommes le seul pays au monde qui recycle des gens qui ont échoués. (Le redressement sera impossible car vous êtes tous divisés ! Et vous aurez peut-être remarqué que nous risquons de recycler ces gens, pas pour le meilleur, mais pour le pire. Merci de rappeler que notre ami Sarko nous a trahi au référendum)

Mon raisonnement :

Lui aussi se démarque des autres lurons. Il a des raisonnements et analyse très pertinentes. J'espère qu'il ne s'acoquinera pas avec ces gens-là en 2017)

J'ai préféré en arrêter là car tous ces débats se ressemblent et n'apportent rien de bon. Même chanson, même refrain. On pourra s'en rendre compte dans 5 ans.

Analyse de ces débats :

Dans chaque débat, ils emploient des verbes « je pense, je voudrais, je crois, il faudrait. Donc, rien de concret, d'objectif ou de réaliste.

Comme dirait Coluche : Les hommes politiques font du show-bise et donc n'importent qui sachant faire du show-bise, peut faire de la politique.

Et que dire de Hollande ! Pas grand-chose, le changement c'est maintenant, vous vous en souvenez !

Ne plaignez-vous pas, il a bien eu lieu le changement, mais pas de la façon que l'on espérait. Au lieu de mettre la barre à gauche, il l'a mise complètement à droite.

C'est comme ça que le bateau « PS » s'échouera !

Et que penser de leur programme !

De la droite à la gauche en passant par le FN et le centre, ils ont entre 100 et 700 propositions et promesses.

On n'en leur demande pas autant, mais qu'ils en tiennent au moins quelques-unes. Mais c'est peut-être encore trop leur demander.

Ils ont de belles paroles et de beaux discours mais cela ne garantit pas leur sincérité.

Ou alors l'U.P.R. d'Asselineau. « Union Populaire Républicain. Pas très connu mais je vous invite à voir son programme en 20 points. Il dit certaines vérités et en plus qui fait ses discours sans récités des discours biens préparées à l'avance. Une politique plus radicale mais qui s'occupe d'abord de remettre de l'ordre dans ce système politiciens trop mafieux. Anti Européen et pour une vraie démocratie.

Mais Aura-t-il ses 500 signatures !

Maintenant, préparez-vous aux prochaines élections de 2017.

Pour les prochaines élections Présidentielles, chacun d'entre vous « chômeurs, retraités, salariés, étudiants, Artisans,

Agriculteurs, Enseignants, Entrepreneurs », aurez une décision à prendre, mais laquelle ?

A savoir qu'une élection présidentielle et législative cumulée, coûte environ, 600 MDE, financer à 70% par l'état et les communes, c'est-à-dire, nous.

Pour financer quoi ! Les campagnes de tous les partis et pour nous promettre quoi ! De belles et fausses promesses, comme les dernières en date. « Mon ennemi c'est la finance, moi président, je ! »

De beaux discours, bien préparés et bien rodés, mais dans lesquels, beaucoup de mensonges. Eux qui croient tout savoir sur la misère mais en réalité, ils sont complètement déconnectés de la réalité du terrain. Je dirais même mieux, qui ferment les yeux, sur la réalité du terrain. Qui ne savent même pas ce que c'est de compter le moindre euro pour finir le mois. Qui n'ont jamais mis les pieds dans un centre commercial, une boulangerie, une boucherie pour faire leurs courses.

Ne faut-il pas remettre en cause, tout ce système !

Un système trop lourd qui coûte cher aux contribuables et qui n'apporte rien de bon.

Les sénateurs, les emplois à l'Élysée avec leurs secrétaires et chauffeurs. Beaucoup trop d'assistantat pour cette catégorie qui se croit exceptionnel et au-dessus de nous.

Les Républicains et les Socialistes ont eu successivement leurs chances. On peut donc faire un bilan et dire que c'est un échec total.

Seul Coluche avait compris le mot « misère ». Au train où ça va, il y aura de plus en plus d'adeptes, au resto du cœur.

Le slogan « voter pour qui vous voudrez, mais voter » n'est plus d'actualité. Il faut se poser la question : Une fois que j'ai voté, qu'est ce qui va changer pour moi ?

La réponse, on la connaît.

La seule vérité, c'est : donner son vote à quelqu'un, c'est lui donner tous les pleins pouvoirs, même ceux qui vont à

l'encontre de vos convictions. Il est clair qu'après le vote, on ne vaut plus rien.

Pour 2017, si vous vous posez encore la question « pour qui voter ? » posez-vous l'autre question, « pourquoi voter ? »

On peut constater qu'avec la droite au pouvoir, la gauche critique ! Et avec la gauche au pouvoir, la droite critique ! Et un beau jour, le FN sera là, pour mettre tout le monde d'accord.

Et qui en seront les responsables ?

Pas vous et ni moi, mais la gauche et la droite qui nous ont mis dans cette situation catastrophique.

On peut faire qu'un seul bilan :

- La gauche comme la droite ont creusé le déficit.
- Ils ont la critique facile, mais jamais la solution miracle.
- C'est toujours projets contre projets, sans aucuns résultats.
- Les résultats n'y sont pas mais leurs avantages et privilèges restent.
- Ils sont tous pitoyables.

Que faut-il en déduire !

- Mais alors, le changement c'est pour quand ? **(Sûrement pas pour maintenant !)**
- Mais alors, notre ennemi, c'est qui ? **(Si ce n'est pas le monde de la finance, alors, c'est ceux qui la soutiennent !)**
- Mais alors, dans tout ça, que va-t-il se passer ? **(Allons, réfléchissez un peu ! les riches vont s'enrichir, les pauvres s'appauvrir et les gouvernants continueront à gouverner mais toujours avec leurs avantages et privilèges, bien sûr !)**

Les faits sont là. Ils vous donnent le pouvoir de voter avant les élections mais ensuite, ils ont tous les pouvoirs.

A chaque élection, le refrain est différent mais les paroles ne changent pas. D'un camp à l'autre, ils vont faire des primaires pour élire le roi, l'homme de la situation. Chacun des candidats fait un programme différent, ils s'écharperont, mais à la fin du compte, ils se réunissent pour un programme qu'ils ont combattu.

Quelle pitrerie, et il y a encore des militants qui se laissent entraîner dans cette mascarade.

En résumé, ils sont tous formatés dans un même moule. Ils ont tous été à la même école, l'école du pouvoir absolu.

Hollande ose dire que ce n'est pas facile de gouverner.

Mais nous, en tant que citoyen, ce n'est pas facile de vivre avec le SMIC, ce n'est pas facile d'être au chômage, ce n'est pas facile de trouver un emploi, ce n'est pas facile de vivre à crédit, ce n'est pas facile de trouver un logement, ce n'est pas facile de survivre.

Si ce n'est pas facile pour eux, pour nous, Mr hollande. Ce n'est plus possible, Mrs les députés, les ministres et sénateurs, d'entendre vos discours minables, de supporter vos comportements enfantins, d'accepter vos magouilles et d'être pris pour des vaches à lait.

Il est vrai que l'on est obligé de voter sur un programme mais nous avons le droit d'exiger des garanties et non des suppositions, des mensonges et des fausses promesses.

Quand on pense que la plupart du temps, ils sont élus avec moins de 30 % des voix et qu'il y a donc 70 % qui ne sont pas forcément d'accord avec leur programme. C'est donc logique, que par la suite, il y a énormément de contestation dans les rues.

Gouverner est une chose, tromper le peuple en est une autre !

Jusqu'à quand nous joueront ils la comédie !

On m'a toujours dit, qu'à chaque problème, sa solution.
Cela dépend d'une bonne ou d'une mauvaise solution.

Si aller voter, c'est se donner bonne conscience, alors aller voter et suivez le slogan, « Voter pour qui vous voulez, mais voter ».

Ce qui est déloyale dans les élections présidentielles, c'est qu'on élit un candidat sur un programme. Mais un programme, sans aucune garantie. On est pied et poing lié à des suppositions, des paroles, des chiffres, des théories, mais après....

C'est vrai que l'on est obligé de voter sur un programme mais nous avons le droit d'exiger des garanties et non des mensonges et fausses promesses.

Alors peut-on continuer ainsi ?

Comment faire pour avoir ces garanties ?

- Sans référendums aucunes.
- Sans le pouvoir du peuple, aucunes

Par contre, eux quand ils votent des lois, il y a les garanties d'applications.

Les réformes, un bien grand mot. Mais quelle définition peut-on mettre en face !

Celles-ci peut-être !

- Réforme = Appauvrissement pour certains et enrichissement pour d'autres.
- Réforme = justice pour certains et injustice pour d'autres.

Et là leur de réforme, c'est pour quand ?

Sûrement pas pour maintenant !

Ils ont utilisé toutes leurs cartouches. Que pourront-ils faire de mieux ou de pire !

Ils ne veulent que le pouvoir, la gloire et rentrer peut-être dans l'histoire.

Les médiats dans tout ça.

Les infos sont données parfois d'une certaine façon. Elles incitent et dirige les citoyens sur une façon de penser. C'est parfois trop politiser, trop de matraquage médiatique sur certains sujets. Trop de bourrage de crâne, des débats, des interviews, qui dérapent, pas assez incisif, peu productifs et qui n'aboutissent à rien.

Sans compter ses émissions télévisées qui nous proposent des débats avec un sondage avant et après. Ils ont parfois tendance à nous influencer sur le vote. C'est à ce demandé si cela n'est pas truqué !

La manière de poser une question, peut avoir une influence sur la réponse.

Exemple :

Les caisses de retraite sont en déficits de X milliards d'euros. Doit-on repousser l'Age de la retraite à 65 ans ?

Il y aura X réponse oui, à cause d'une affirmation qui précède la question.

Question sur le même thème :

Le fait de repousser l'Age de la retraite à 65 ans, réduira-t-il le déficit ?

Vous voyez la différence. Toujours cette subtilité de langage qui porte à confusion.

Pourtant, il en faut du journalisme, même si les nouvelles sont plus souvent mauvaises que bonnes. Mais on est manipulé et on se laisse parfois trop manipuler par les politiques et les médias, surtout avant les élections.

Les médias auront un grand rôle à jouer pendant les campagnes des futurs candidats. Ne pas commettre les mêmes erreurs qu'avant. Être plus incisif sur les questions et réponses. Il faut

plus de débats constructifs et instructifs, que de débat de contradictions.

Comme d'habitude, les polichinelles seront jugés sur leur passé et leur comportement. Mais surtout, ne pas se laisser détourner de la vraie question car nos polichinelles sont très forts dans ce domaine.

Comme disait Coluche, "Les journalistes ne croient pas les mensonges des politiciens mais ils les répètent ! C'est pire !

Épilogue :

Mais alors, après tout ce pessimisme, on peut se poser la question suivante :

Qui sera capable de gouverner la France avec sincérité et conviction !

A mon avis, personne et pas avec une Europe d'austérité.

Donc, les Français continueront de s'apitoyer sur leur sort.

Il y a tellement de choses à dire en politique, que cela se résumerait en une phrase : Plus on veut expliquer, plus on n'y comprend rien.

Nos polichinelles se livreront encore à des batailles qui n'apporteront rien pour nous, mais beaucoup pour eux.

Nous aussi, nous avons eu le temps de réfléchir durant ces dix dernières années, pour ce posé cette question :

Quelles sont les véritables ambitions de nos polichinelles ?

Ce livre doit servir de base pour 2017, éviter de s'orienter de la même façon qu'avant, ou de refaire les mêmes erreurs.

Tout ce qui nous arrive, « la crise, le chômage, la misère » c'est de leur faute, pas de la nôtre.

Nous, nous votons et nous subissons.

Ils nous ont baladés depuis plusieurs années et maintenant, ils veulent nous faire croire qu'ils ont changé ou qu'ils vont réussir là où ils ont échoué plusieurs fois.

Si on les laisse encore agir comme ils l'on fait depuis plusieurs années, nos chers polichinelles ont encore de beaux jours devant eux.

Combien de temps cela va-t-il encore durée ?

La réponse c'est vous qui là détenez !

Et si l'on exigeait de vraies réponses à ces questions !

- **Seriez-vous pour un référendum sur des sujets importants et respecterez-vous la décision ? Oui ou non !**
- **Êtes-vous pour la fin du cumul des mandats ? Oui ou non !**
- **Êtes-vous prêt à mettre fin aux avantages et privilèges des élus ? Oui ou non !**
- **Êtes-vous prêt à une baisse significative des salaires des élus ? Oui ou non !**
- **Êtes-vous prêt à une baisse significative des charges patronales et salariales ? Oui ou non !**
- **Êtes-vous pour l'allongement de la retraite à 65 ans ? oui ou non !**
- **Êtes-vous pour diminuer de moitié le nombre sénateurs et députés ? oui ou non !**
- **Êtes-vous pour l'Europe actuelle ? oui ou non !**
- **Êtes-vous pour le traité transatlantique ? oui ou non !**
- **Êtes-vous pour l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste ? oui ou non !**
-

Par leurs réponses, vous saurez quelle décision prendre !

Ils se sont moqués de nous pendant plusieurs années et moi dans ce livre, je me le suis permis aussi.

Exigeons une vraie politique sans prévisions mensongères. Il faut un état où le citoyen a sa place.

Robert hue a écrit un livre où il dit : Les partis vont mourir petit à petit, mais ils ne le savent pas !

A-t-il raison ou tort ? Tant qu'il y aura des couillons qui voteront pour eux, il a tort !

La belle époque est finie pour certains mais continue pour d'autres. Comme Hugues Auffray le disait dans sa chanson, « Debout les gars, réveillez-vous »

Alors, soit vous continuez à dormir sur vos deux oreilles, soit vous vous réveillez enfin.

Tous les 5 ans, on peut cantonner ce refrain "sa s'en va et sa revient" chanson populaire de Claude François. Sachez qu'une élection c'est 5 ans de bonheur ou 5 ans de malheur !

Voici ma recette pour être devenir un polichinelle :

- Une cuillère à café d'honnêteté
- Une cuillère à soupe de trahison
- Une louche de mensonges.
- Et beaucoup d'hypocrisie.

Lettre aux Citoyens

Français, Françaises, ouvrez les yeux, et regardez l'avenir que l'on vous propose !

- **Tous les cinq ans**, le peuple Français se heurte à une même politique.

Toujours autant de chômage, toujours plus d'austérité, toujours plus de misère.

- **Tous les cinq ans**, ils nous font de belles paroles et beaux discours.

Toujours de belles et fausses promesses,

- **Tous les cinq ans**, le candidat élu, met en cause la crise, la croissance ou la politique de son prédécesseur.

Toujours la faute des autres, de la crise, de la croissance, jamais de la leur.

- **Tous les cinq ans**, nous payons autant d'impôts et taxes.

Toujours les plus petits qui trinquent et d'autres « comme Balkany » qui magouillent pour ne pas les payer.

- **Tous les cinq ans**, c'est l'Europe en première ligne, l'Europe à tout prix.

Toujours cette même Europe qu'ils soutiennent, l'Europe de l'austérité, l'Europe des banques et des riches.

- **Tous les cinq ans**, ils font des réformes pour réduire le déficit.

Toujours les mêmes qui les subissent et une dette publique de plus de 2000 milliards d'euros qui s'accroît d'année en année.

- **Tous les cinq ans**, leurs trains de vie ne changent pas.

Toujours autant d'avantages et de privilèges, toujours bien nourri et bien logé, toujours et toujours...

- **Tous les cinq ans**, leur seul objectif, c'est d'être réélu.

Toujours pour une même politique qui n'apporte rien de bon aux Français.

- **Tous les cinq ans**, après les élections, c'est la joie pour certains et la tristesse pour d'autres.

Ce sera la même rengaine en 2017, ils grugeront encore le peuple avec leurs débats de mensonges et la vie continuera comme avant.

- **Et tous les cinq ans**, le peuple Français est appelé à voter son futur Président.

Une fois de droite, une fois de gauche et qui c'est peut-être, une fois le FN.

- **Ras le bol de**, devoir trimer pour un salaire de misère comme le SMIC, alors qu'eux...
- **Ras le bol**, d'être au chômage et des petits boulots qui rapportent une misère, alors qu'eux...
- **Ras le bol**, que notre train de vie soit un vrai calvaire perpétuel, alors qu'eux...
- **Ras le bol**, de ne pas avoir un vrai logement, des loisirs ou vacances au bord de la mer, alors qu'eux...
- **Ras le bol**, de subir toutes les augmentations et contraintes, alors qu'eux...

- **Ras le bol**, que vous, élus, soyer assisté grâce à nos impôts, alors que nous...
- **Et Ras le bol**, de vos semblants de primaires qui vous divisent au début et vous rassemblent à la fin.

Nous ne sommes plus dupes, ils peuvent mettre n'importe quel ministre à la tête de l'emploi, il y aura toujours autant de chômeurs. À la tête de l'économie, le trou se creusera toujours autant. À la tête de l'éducation, il y aura toujours autant d'échecs scolaires.

Ils changent de nom, comme ils changent de culotte mais leur politique ne changera jamais.

A cela s'ajoute, la crise des agriculteurs qui démontrent un véritable malaise.

Vous chômeurs, Vous retraités, Vous agriculteurs, Vous les salariés, Vous les Artisans, Vous les Entrepreneurs, Vous les Enseignants, Vous les jeunes, n'en avez-vous pas ras le bol, d'être toujours trahie par leurs mensonges.

Français, Françaises, réveillez-vous car vous êtes les piliers de la nation.

Le changement se sera quand ?

Quand moi citoyen, j'aurais droit à un emploi,

Quand moi citoyen, je serais en sécurité dans mon pays,

Quand moi citoyen, j'aurais droit à une justice honnête et équitable,

Quand moi citoyen, j'aurais droit à un logement,

Quand moi citoyen, j'aurais droit à des ministres honnêtes,

Quand moi citoyen, j'aurais droit à un salaire décent,

Quand moi citoyen, j'aurais droit à une retraite décente,

Quand moi citoyen, j'aurais droit à des avantages et privilèges,

Mais ceci n'est qu'un rêve car ce changement n'est sûrement pas pour maintenant.

Cher citoyens et citoyennes,

Pendant plusieurs années, les polichinelles de droite comme de gauche, vous ont trompés. Ils n'ont pas su gérer la France, alors que vous leur avez confié votre voix.

Après de telles erreurs, ont-ils encore le droit de ce représenté ?

Et maintenant, savez-vous :

- **Pour qui vous allez voter ?**

Et

- **Pourquoi vous allez voter ?**

Rappelez-vous :

Le fait de voter, cela équivaut, à apposer sa signature pour un programme et un contrat pour 5 ans.

Comme l'aurait dit Coluche :

Ils savent plus ou moins se servir d'aux moins 3 sens. Ils ont la vision pour faire de belle et fausses promesses. Ils font la sourde oreille lorsque le peuple hurle et savent flairer les

bonnes places. Il leur manque seulement leur parole
« d'honneur » !

Eric GAUTIER

Mail : gaut01@hotmail.com

